de langu



londe

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N= 14832 - 7 F

- DIMANCHE 4 - LUNDI 5 OCTOBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

France-OTAN: le dogme en question

COMME en a témoigné le Colloque international sur le sécurité organisé catte semaine à Paris, la France souffle alternativement le chaud et la

D'une part, le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, se dit. à mots feutrés, prêt à réoccuper son siège – après un quart de siècle d'absence – dans des instances de l'OTAN qui débattent des crientations militaires au des crientations militaires au sein de l'Alliance atlantique. Pourquoi pes le comité des chefs d'état-major ou le comité des plans de défense? Le propos est nent bien accueilli par qui, à ses yeux, surait l'inconvé-nient de relancer le course aux armements. Ce point de vue irrite ceux des alliés des Etats-Unis qui veulent être associés à un tel programme, en arguent du feit qu'il offre l'avantage de préserver l'Europe d'une menace belistique.

le concert allié, à savoir sa volonté – quel que soit son gou-vernement – de se montrer critique envers tout ce qui peut, de près ou de loin, lui reppeler une quelconque attitude hégémo-

En revanche, une proposition avancée et par M. Bérégovoy et per M. Joxe est passée – à tort – davantage inaperçue, aiors qu'elle traduit, à la suite de déclarations antérieures de M. François Mitterrand dans le même sens, une action délibérée de la France pour la mise sur pied d'une dissussion euro-

Tant le premier ministre que son ministre de la défense ont, en effet, piaidé pour un élargis-sement, avec le Royaume-Uni. de la garantie nucléaire des deux pays à l'ensemble du continent européen. Certes, ni M. Bérégodus sur les moyens pratiques censés transformer une telle perspective en une réalité d'ave-nir. Mais on sait que diverses options ont déjà été envisagées ici ou là, comme une répartition concertée des patrouilles assu-rées à la mer par les sousnucléaires des deux pays ou encore la mise à l'étude d'un missile air-sol commun aux deux

Le ministre britannique de la défense, M. Malcolm Rif-kind, a, semble-t-il, laissé la porte ouverte à cette éventuelité d'une coopération entre les deux soules puissances nucléaires an Europe de l'Ouest. A tout le moins, il ne l'a pas écartée offi-ciellement. Simplement, il a aussitôt nuancé la suggestion aussitot nuancé la suggestion française dans un sens qui pour-rait en affaiblir le contenu, en lant formellement cette dissua-sion européenne à celle des Etats-Unis dans le cedre des accorda nucléaires axistants.

Dans ces conditions, pour les Français, c'est un nouveau pas en avant qui leur est demande de faire : entrer au groupe des plans nucléaires de l'OTAN. Un pas qui marquerait la rupture avec les dogmes gaullistes de 1968.



Le sommet de Libreville

Les débats franco-africains dominés par la crise économique

Le premier ministre, M. Pierre Béré- M. François Mitterrand avait incité les govoy, représentera - en raison de dirigeants des pays africains à s'engal'état de santé du chef de l'État - la ger sur la voie de la démocratie, l'ab-France au dix-septième sommet fran-sence du président de la République co-africain, qui s'ouvre le lundi 5 octo- française facilitera la tâche de Paris, bre, pour trois jours, à Libreville, capi- qui voudrait s'intéresser davantage tale du Gabon. Deux ans après le aux graves difficultés économiques de fameux sommet de La Baule, où l'Afrique.

Prime à la stabilité

par Marie-Pierre Subtil

Pour la circonstance, la «Cité du 12 mars» - date anniversaire de l'ex-parti unique gabonais - a changé de nom. C'est à la «Cité de la démocratie» qu'aura lieu le dix-septième a sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de France et d'Afri-

Absent pour raisons de santé, le prési-dent François Mitterrand ne sera malheu-reusement pas là pour apprécier ce geste, symbole du « toilettage » auquel maints régimes africains ont procédé depuis la dernière rencontre du genre, celle de La

Baule. Il sera notamment question, à Libreville, d'intégration régionale, de matières premières, de la dette des pays à revenu intermédiaire, et d'ajustement structurel des économies. M. Pierre Bérégovoy devrait être à son affaire, car c'est le chef du gouvernement, accompagné des ministres des affaires étrangères et de l'économie et des finances, MM. Roland Dumas et Michel Sapin, qui représentera la France – une première.

Le sommet de La Baule fut éminemment politique. Celui de Libreville sera-t-il

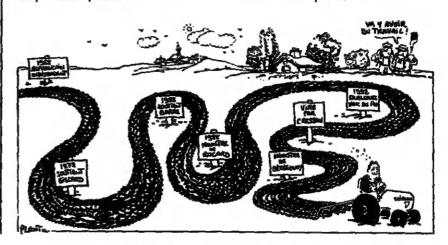
Tandis que le gouvernement renoue avec l'« ouverture »

Le succès de M. Monory au Sénat conforte l'opposition

et ancien ministre, a été élu au deuxième tour, vendredi 2 octobre, président du Sénat en remplacement de M. Alain Poher qui ne sollicitait pas le renouvellement de son mandat. l'agriculture et du développement M. Charles Pasqua s'est retiré de la rural, de tenter de réconcilier les

M. René Monory, sénateur centriste au premier .our par le candidat

Au gouvernement, M. Jean-Pierre Soisson, symbole de l'« ouverture », aura la charge, comme ministre de compétition après avoir été devancé ruraux avec le pouvoir.



Les ailes dans le «rouge»

Air France, comme les autres compagnies publiques, affronte une compétition sans merci

par Martine Laronche

Air France résiste mal à la crise. Un an et demi après l'annonce d'un premier plan de redressement, la situation n'a fait qu'empirer. Dans le arouge» depuis 1990, la compagnie aérienne ne parvient pas à s'en sortir. Les perspectives de retour à l'équilibre recuient. Les espoirs sont désormais tournés vers 1994 et non plus vers 1993. Pour se tirer de l'ornière,

Troublée par une activité

économique maussade, par des taux d'intérêt très élevés,

conséquence des troubles

ché calme et peu actif.

Buttala (Sri-Lanka)

Les privatisations

de M. Carignon

patrimoine de sa ville.

M. Bernard Attali, le président serrer la ceinture et abandonner du groupe, a annoncé un nouveau pian de rigueur (le Monde du 2 octobre). Pour la première fois dans l'histoire de la compagnie, il est question de licenciements, même si toutes les solutions seront épuisées avant d'en arriver là.

L'an prochain, I 500 suppres-sions d'emplois au sol viendront s'ajouter aux 2 500 déjà prévues. Le personnel navigant, habitué à tous les égards, devra lui aussi se

une partie de ses avantages. Les salaires seront très certainement bloqués en 1993. L'entreprise prévoit d'économiser 3 milliards de francs par an afin d'augmenter une capacité d'autofinancement qui se réduit dangereuse-

En rachetant UTA en janvier 1990 pour 7 milliards de francs, Air France a payé au prix fort un quasi-monopole.

Lire la suite page 17

son, leur volonté de relancer M. Charles Millon v.o. Gaumont Champs-Élysées - Gaumont Halles - Gaumont dpéra Gaumont Italie - Gaumont Alésia - Gaumont Hautefeuille La Pagode - Montparnasse-Bienvenue - La Bastille - v.e. Nation le Monde »

M. Charles Millon, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, invité de l'émission « Le grand jury RTL-le Monde » dimanche à 18 h 30.

La mission de M. Soisson «l'ouverture» et leur souci de tenter de regagner les voix per-

> rurel. La droite, grâce à la solidité de l'UDF, a réussi à franchir dans l'unité l'épreuve de la succession de M. Alain Poher à la présidence du Sénat alors qu'elle

redoutait d'y étaler, une fois encore, ses divisions. Le «plateau» du palais de Luxembourg - l'équivalent du «perchoir» du Palais-Bourbon est un des lieux essentiels du

pouvoir de la République. Lire la suite page 7

au « Grand Jury RTL-

par Thierry Bréhier

Au lendemain du référendum

sur l'Union européenne et à la veille de nouvelles échéances

électorales - législatives prévues

en mars et, peut-être, un scrutin

présidentiel anticipé, - chaque

camp politique a, en cette fin de

semaine, mis de l'ordre dans son

Le président de la République

et le premier ministre ont pro

cédé à un remaniement du gou-

vernement qui, bien loin d'être

purement technique, traduit, par

le retour de M.,Jean-Pierre Sois-

dispositif de bataille.

Lire aussi

 Les grands espaces à par FRANÇOIS GROSRICHARD

La bonne étoile du par DANIEL CARTON et nos informations pages 6 à 8

Céline, avant

Jean-Louis Martinelli présente aux Amandiers « l'Eglise », pièce écrite en 1926

par Michel Cournot

Une scène de l'Eglise. La rue d'Alsace, à Clichy, un matin de novembre 1927. Deux policiers interrogent un médecin, qui exerce là depuis peu, le docteur Bardamu (c'est Louis-Ferdinand Céline, un homme de trente ans). e Paraît que vous leur ordonnez des quantités et des quantités d'opium aux malades, et même de la morphine. - Dans les agonies, je suis là jusqu'au dernier moment. Les autres, ils foutent le camp; ils prennent l'air vexé. Moi, je reste, je pique, je les aide. C'est pour mourir qu'on a besoin de quelqu'un. Pour guerir, on n'a besoin de personne.»

Céline, à Clichy, soigne ce qu'il appelle la pire des maladies : la pauvreté. Une autre scène de l'Eglise : c'est à Genève, dans un burcau de la Société des nations,

la SDN. Le docteur Rajchman (éminent médecia polonais qui créera, après la seconde guerre mondiale, l'UNICEF), demande à Bardamu : « Pourquoi avez-yous fait la médecine? - C'est surrout par peur des hommes. J'aime mieux les rapports avec ceux qui sont malades. Ceux qui sont bien portants sont si méchants, si bètes; ils veulent avoir l'air si malin, aussitôt qu'ils tiennent debout, que tout rapport avec eux est presque aussitot malheureux!»

Le premier acte de l'Eglise a lieu en Afrique, au Cameroun, en 1916. Céline avait été blessé dans les premières lignes de combat, dès le mois d'octobre 1914, sa portant volontaire pour une mission dite très dangereuse. Opéré deux fois, il est affecté au consulat de Londres.

Lire in suite page 14

monétaires, la Bourse de Paris a perdu 8,68 % en cinq séances. Il faut remonter au krach d'octobre 1987 pour retrouver un plongeon d'une telle ampleur. Mais, contraire-**ENFANTS** ment à cette époque, la chute s'est effectuée dans un mar-**JOLES** ■ Devises et or.
 ■ Marché monétaire et obligataire.
 ■ Matières premières.
 ■ Mar-IL LADRO DI BAMBINI ché international des capitaux. "Le film qui a bouleversé on la kermesse du président le festival de Cannes" Par touches successives. la maire de Grenoble définit une nouvelle façon de gérer le ■ La nouvelle génération des cités-jardins. ■ Paris-piétons. pages 11 à 13

CANNES 1992

GRAND PRIX DU JURY

PRIX ŒCUMENIQUE

Le sommaire complet se trouve page 20 A 1-ETRANGER: Algide, 4.50 DA; Marce, 8 DH; Turinia, 750 m; Allemagne, 2.50 DM; Authine, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Carada, 2.25 \$ CAN; Araikes/Réunion, 9 F; Côte-d'hròre, 465 F CFA; Denemark, 14 KRC; Espagne, 190 PTA; G.B., 85 p.; Grice, 220 DR; Irlande, 1,20 £; Italie, 2 200 L; Luxembourg, 42 FL; Norwige, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Senégal, 450 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 1,90 FS; USA (NY), 2 \$; USA (NY), 2 \$; USA (others), 2,50 \$.

Un génocide sélectif au Burundi

il y a vingt ans, l'été s'achève lorsque les opinions prennent conscience de la gravité des massacres interethniques qui ont ensanglanté le Burundi depuis le début de l'année 1972, dont on tente d'établir un premier bilan.

par René Lemarchand

EVOQUANT les atrocités au Burundi en 1972, un observateur averti de l'Afrique jugeait bon de les réduire à « de sanglantes bagarres ethniques entre Hutus et de de la conse del la conse de jectivité à propos de cette ex-colonie allemande placée sous tutelle belge au lendemain de la première guerre mondiale cut permis d'accroître dans le public la connaissance de cet ancien petit royaume du cœur de l'Afrique, encore nimbé d'images caricaturales et dont les habitants, vus à travers les médias, semblent condamnés à jamais aux schemas de bandes dessinées opposant les éleveurs tutsis longs et élancés, minorité d'origine hamite, aux cultivateurs hutus, trapus et musclés bantous, taillables et corvéables à merci.

Le Burundi est l'un des rares pays d'Afrique, en tout cas le premier, où le terme de «génocide» (2) trouve une résonance que justifient à la fois l'étendue et la cible des massacres ainsi que leur caractère délibéré. S'il est impossible de chiffrer le nombre des régimes entement de la chorie des victimes autrement que de façon très approximative, on peut affirmer que 100 000 Hutus au moins (200 000 selon certaines estimations) furent exterminés. Par rapport à la population totale de l'époque (3,5 millions d'habitants), ce massa cre méthodique équivaudrait pour la France à l'anéantissement d'environ

Cette tragédie trouve son orig dans une insurrection hutu, ultime recours, face au monopole politique croissant exerce par les Tutsis, et qui, le 29 avril 1972, fit des centaines et peut-être des milliers de morts dans l'ethnie dominante. Cette révolte hutu, bien que localisée dans la région sud du pays, menaçait de s'étendre à l'ensemble du territoire et était susceptible, en tout cas dans l'esprit des dirigeants, d'instaurer une République inspirée du modèle rwandais voisin. Une telle éventualité ne leur eut laissé le choix qu'entre l'exil ou la persécution. En effet, au souvenir des épreuves que connurent les Tutsis du Rwanda au cours de la révolution hutu qui mit fin à la monarchie (1959-1962), on perçoit la nécessité pour l'équipe au pouvoir de tout mettre en œuvre pour réprimer ce mouvement de révoite.

Plus difficile à concevoir est la monstrueuse répression qui suivit. Le « nettoyage ethnique » auquel se livrèrent l'armée et la Jeunesse révolutionnaire Rwagasore, émanation du parti unique, fut ainsi décrit par un chercheur anglais spécialiste de la région (3): « Des Tustsis appréhen-

vements ecclésiastiques, infirmiers, fonctionnaires, commerçants, tous hutus et leur faisaient signe de mon-ter dans leurs Land Rovers. Des bandes de Tutsis ratissaient les fau-bourgs de Bujumbura et emmenaient des camionnées de Hutus vers une destination inconnue. Durant tout le excavatrices fonctionnaient chaque nuit, aménageant les fosses com-munes. Dans les écoles secondaires, les maîtres assistaient impuissants aux ratissages d'élèves... Ceux qui étaient arrêtés étaient pour la phipart liquidés la nuit même, souvent dérêtus et assommés à coup de trique sous les bâches des carriors avant même d'arriver à la nrieme quis ache. même d'arriver à la prison, puis ache-vés sur place, à la nuit tombante, à coups de gourdin. Il ne fallait pas qu'on gaspille inutilement des car-touches, » La répression prit ainsi l'allure d'un génocide sélectif visant à supprimer toutes les couches ins-truites ou semi-instruites de l'ethnie

Hégémonie tutsi

Contrairement à une opinion trop répandue, les tueries de 1972 n'entrennent qu'un rapport lointain avec les hostilités tribales ancestrales qui auraient opposé Hutus et Tutsis. L'histoire précoloniale est pratiquement muette sur cette prétendue opposition. Non que les inégalités y furent inconnues. Celles-ci, toutefois, se manifestaient à travers des liens de dépendance personnels qui rendaient solidaires, plus qu'ils n'oppo-saient, le riche et le pauvre, le cultivaleur et le pasteur, le chef et ses sujets, et cela indépendamment des critères ethniques. Sans doute la tutelle belge a-t-elle contribué à accré-diter l'illusion d'un clivage ethnique enraciné dans les vieux poncifs de la «thèse hamite» (les Hamites, venus du nord, imposant leur hégémonie sur les autochtones bantous) et, dans nombre de cas. à restructurer la distribution du pouvoir en accord avec ce schéma. De là à voir dans la colonisation l'unique raison des massacres, il n'y a qu'un pas, que cer-tains historiens franchissent trop

Les enjeux politiques nés de l'in-

moteur de cette recomposition du prisme identimire Hutus-Tutsis, à la fois génératrice de profonds bouleversements sociaux et d'une vision du pouvoir qui bouscule les normes tra-ditionnelles. Face à l'éveil d'une conscience positique qui se cristalise autour de pôles ethniques ou ethnorégionaux, la noonarchie ne fait plus le poids. Avec l'assassinat du prince Louis Rwagasore, le 13 octobre 1961, le pays perd l'un de ses plus illustres dirigeants. Fils du roi Mwambutsa et leader incontesté de l'Union pour le progrès national (UPRONA), mouvement nationaliste, il laisse un vide ment nationaliste, il laisse un vide qu'aucun de ses successeurs ne pourra combler. La crise éclate en octobre 1965. Devant le refus du roi Mwambutsa de nommer un premier de leur groupe aux élections législa-tives d'avril 1965, une poignée d'offi-ciers hutus essayent de prendre le pouvoir, et leur échec, qui se solde par des milliers d'exécutions, laissera désormais le champ libre aux Tutsis pour récupérer l'armée et la gendar-merie et pour, quelques mois plus tard, prociamer la première Républi-

A la veille des événements de 1972, les éléments hutus étaient pra-tiquement exclus de l'arene politique. Impuissants-à obtenir ce que les élec-tions auraient du normalement leur octroyer, réduits à un rôle largement symbolique au sein du gouvernement à la suite du complot éventé (ou inventé?) de 1969, en faisant appel une fois de plus à la violence pour renverser le régime, il n'eurent pour seule consolation que de renforcer le

Hégémonie tutsi, sans doute, mais l'étiquette traduit mal les réalités ethno-régionales qui la sous-tendent. Lorsqu'on s'efforce de faire la part des responsabilités, on a trop ten-dance à condamner globalement l'ethnie tutsi, sans tenir compte de l'identité régionale du groupe au pou-voir. En 1972, comme c'est encore le cas aujourd'hui, ses membres les plus influents étaient originaires de la province de Bururi, dans le sud du pays. La composante régionale se double, dans bien des cas, d'une identité ethnique hima, sous-groupe tutsi dont les membres se trouvent également dans d'autres provinces, et

de 1972. envers qui les Tutsis-Banyarugurus (traditionnellement les plus «hup-pés» parce que plus près des ins-tances du pouvoir royal) ont toujours affiché un souverain mépris. Au sein de ce groupe, trois personnalités por-tent de très lourdes responsabilités dans les massacres de 1972; les président en responsabilités dent en exercice, Michel Micombero, son ministre des affaires étrangères, Artémon Simbananiye, et Albert Shibura, ministre de l'intérieur et de la justice. « Nous allons règler la question burt pour une cénéralies » Airei histoce. « rous autos regier la ques-tion hata pour une génération. » Ainsi Simbananiye expliquait-il la logique de son comportement, alors que la violence s'installait dans les villes et les campagnes.

Sur une route,

les carps de victimes

Indifférence générale

S'interrogeant sur le surprenante indifférence de l'Occident, et de l'Afrique en général, devant les dimensions du drame, Eugène Adoboli, délégué des Nations unies au Burundi en 1972, en analysait ainsi les conséquences : «La complicité du silence de l'Afrique et l'indiffèrence de la communauté internationale n'ont pu que pousser davantage le Burundi dans un mépris total des droits de l'homme, dans un profond gouffre de douleurs, voire dans un cauchemar obsédant (4).» Le cauchemar devait se traduire

une fois de plus en réalité en août 1988, au cours des affrontements qui ensanglantèrent principalement les communes de Ntega et Marangara, dans le nord du pays. Sur un arrièrefond de «grande peur» que suscitait la mémoire des évènements de 1972, et qu'entretenaient les multiples pro-vocations des autorités locales, dans un premier temps les groupes de paysans hutus s'en prennent aux civils tutsis et en massacrent des centaines. Il n'en fallait pas davantage pour provoquer une sauvage répression. A une moindre échelle, c'est encore le scénario de 1972 qui se dessine à travers la dialectique des affronte-ments Hutus-Tutsis. En revanche, alors qu'en 1972 rien de ce qui se passait au Burundi ne semblait émouvoir l'opinion internationale, trop préoccupée par les problèmes de la guerre froide, en 1988, le comportement de l'équipe Buyoya suscite de très vives critiques de la part de la communauté internationale. La France, en revanche, ne se départit aucunement de l'attitude de réserve qui fut la siennne en 1972, pas insen-sible, semble-t-il, à l'occasion offerte de substituer son influence à celle de la Belgique. En fait, le montant des aides financières de la France au Burundi augmente sensiblement à partir de 1973, celles-ci atteignant de nouveaux paliers au cours des années 80, maigré « la discrimination honteuse développée à l'encontre des Huius » que dénonçait récemment l'historien Jean-Pierre Chrétien (5).

l'historien Jean-Pierre Chrétien (5).

Quoi qu'il en soit, c'est dans le contexte de ces pressions du dehors qu'il faut situer les réformes introduites par le président Buyoya à l'issue de cette crise: la nommation, en octobre 1988, d'un premier ministre hutu (Adrien Sibomana) et d'un gouvernement «paritaire» Hutus-Tutsis, la mise en place quelques jours plus tard d'une commission pour l'étude de l'unité nationale et l'adoption, en février 1991, par voie de référendum, de l'unité nationale et l'adoption, en février 1991, par voie de référendum, d'une charte de l'unité nationale. Pour couronner cet édifice unitaire, une nouvelle Constitution inspirée du modèle français, est promulgaée en mars 1992. Enfin, le système du partiunique que symbolisait l'UPRONA depuis le début de la première République fait riage au multipartisme. bilque fait place au multipartisme, créant ainsi les conditions juridiques d'une démocratie que devraient sanc-tionner les élections législatives et présidentielle prévues pour 1993.

Sans préjuger des conséquences ultimes de cette ouverture, une chose est incontestable : le processus de reconstruction nationale engagé par le président Buyoya tranche singuliè-rement sur la politique de discrimination suivie par la première et la deuxième République. Le thème de l'unité nationale, refrain de la Charte du même nom, n'est pas un artifice de langage. Ce souci unitaire s'est

concrétisé tant par l'application du principe de la parité ethnique à tome une série de nominations que par les conditions d'agrément des partis politiques. C'est ainsi qu'au titre III de la Constitution, traitant a Du système des partis politiques », il est stipulé qu'il est a interdit aux partis politiques de s'identifier dans la forme, dans l'action ou d'une œutre manière quelconque, natamment à une ethnie, une région, à une religion, à une secte ou à un sexe » (article 57). On ne pouvait mieux signifier à la majorité hutu l'interdiction de s'organiser sur une base ethnique : ce souci d'unité nationale ne serait-il donc qu'ur moyen détourné de maintenir les Tutsis au pouvoir ou répond-il, au contraire, comme au Nigéria, à une exigence de solidarité visant à exorciser une fois pour toutes les démons du tribalisme? Ce n'est pas le moindre mérite du gouvernement Bayoya d'avoir su introduire une véritable libéralisation du système politique. Reste à savoir si les nouvelles institutions peuvent fonder un Etat de

On ferait preuve de beaucoup d'optimisme en disant que cette marche vers la démocratie n'entraîne pas de grosses difficultés. Certaines sont déjà apparues au cours des événements de novembre 1991 : exasoérés par les arrestations de dizaines de militants du Palipehutu (Parti pour la libération du peuple hutu), globalement taxés d'extrémisme du seul fait d'appartenir au parti, certains Hutus eurent une fois de plus recours à la violence. Quelques mois plus tard, en mars 1992, c'est l'extrémisme tutsi qui témoigne d'un regain d'activité. Après une tentative de coup d'Etat par certaines unités de l'armée dans laquelle se trouvèrent impliqués certains membres du gouvernement (dont le ministre des affaires étrangères, Cyprien Mbonimpa), quelque cent cinquante officiers et soldats totsis soni arrêtés

Le rôle déterminant de l'armée

Dans cette situation de dérapage, pour l'heure contrôlée, l'armée est appeide à jouer un rôle déterminant. Sans son appui, le régime se serait déjà effondré : sans ses excès, il jouirait d'une plus grande légitimité, en tout cas auprès des Hutus. On comprend pourquoi, devant une armée entièrement dominée par les Tursis. celle-ci est devenue l'objet central des revendications paritaires hutus, et pourquoi, en revanche, le régime Buyoya n'a que bien timidement manifesté sa voionté d'y donner

De même, il suffit de regarder les origines ethno-régionales de la troupe et du commandement, en majorité de la province de Burini, pour comprendre l'intransigeance du régime devant un certain nombre d'intellectuels, hutus et tutsis, demandant que les individus responsables des atrocités de 1972 et de 1988 soient appréhendês, jugés et punis suivant le loi, et que soit instituée une journée de deuil national en mémoire des victimes, hutus et tutsis confondues, Si I'on peut s'interroger sur l'opportunité de rouvrir de si profondes cicatrices, il faut aussi remarquer que, en metiant l'armée au banc des accusés, le régime risquerait de s'aliéner le soutien de la principale institution sur laquelle repose son pouvoir. Et' pourtant, pour beaucoup de Burundais, c'est au prix de cette confrontation avec l'Histoire, et à ce prix seulement, que peut se sceller une

► René Lemarchand est professeur à l'université de Floride.

(1) Philippe Decraene, « Burundi : an Il de la deuxième République », le Monde diplomatique, juillet 1978. (2) L'expression « génocide sélectif » est empruntée à un mémorandum confi-dentiel adressé au département d'Etat le rapport de la Fondation Carnegie intitulé a Passing by : the United States and genocide in Burundi », 1972.

(3) Jeremy Greenland, a Black Racism in Burundi » in New Blackfriars. Oxford,

(4) Voir actes des Journées de réflexion des Burundais résidant à l'étranger, Genève, 8-10 juin 1990 (Genève : Editions GRBS, octobre 1990),

(5) Jean-Pierre Chrétien, « Le régime de Kigali et l'intervention française au Rwanda : sortir du silence », bulletin Crides, février-mars 1992, page 4.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806 F ADMINISTRATION:

1. PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél.: (1) 40-65-25-25
Télécopieur: (1) 49-60-30-10
Télex: 261.311 F

Edité par la SARL le Monde Darée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944. Capital social : 620 000 F

Principeux associés de la société Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* ». Association Hubert-Beuve-Mery Société anonyme des lecteurs du *Monde*, Le Monde-Entreprises. M. Jacques Lesourne, gérant.

Président directeur genéral : Jacques Lesourne Directeur général : Michel Cros Membres du comité de direction : Membres du comité de direction :
Jacques Guiu, Philippe Dupuis
Isabelle Tsaidi
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia
75902 PARIS CEDEX 15
Tél : (1) 46-62-72-72
Télex MONDPUB 634 128 F
Tétém : 46-03-9-73. Société filise
de la SARL le Membre de Meion et Régies Europe SA.

Imprimerie
du « Monde »

12, r. M.-Gunsbourg
4852 1474 Cedex
Commission paritaire des journaux
et publications, se 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Renealignements sur les microfilms se
index du Monde au (1) 40-65-28-33

Reproduction interdite de tout article, agut accord avec l'administration

TÉLÉMATIQUE Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS

TARIF	FRANCE	SUISSE BELGIQUE LUXEVIR PAYS-BAS	AUTRES PAYS role correcte CSE -
3 1006	536 F	572 F	790 F
6 mis	1 036 F	1 123 F	1 560 F
l ==	1.890 F	2 895 F	2 960 F

ÉTRANGER: par voie aérienne tarif sur demande pour vous abonner renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL

Changements d'adresse définitifs on provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux

BULLETIN D ABONNEMENT **DURÉE CHOISIE**

Nom: Prégom : Adresse:

Code postal: Localité : .

PP. Parts RP

Le Monde Edité par la SARI. Le Monde Comité de direction : Jacques Essourne : gérant directeur de la publication Bruno Frappat

Jecques Guiu ectaur de la gestion Menuel Lucbert secrétaire général

"GRAND JURY" RTL-Le Monde CHARLES: PRESIDENT DU GROUPE UDE A L'ASSEMBLEE NATIONALE ANIME PAR HENRI MARQUE AVECANDRE PASSERON. ET JEAN LOUIS SAUX (LE MONDE) RICHARD ARZI ETASABIELLE TOMPLE (PTC)

code d'accès ABO

Tel.: (1) 49-60-32-90

1, place Hubert-Beuve-Mery, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.

2 millions de personnes.

M. Bush demande à l'ONU d'interdire l'espace aérien bosniaque à l'aviation serbe

Pour la première fois depuis le début du conflit dans l'ex-Yougoslavie, le président George Bush a annoncé, vendredi 2 octobre, qu'il était prêt à engager des forces pour perticiper à l'instauration d'une zone d'exclusion aétienne au-dessus de la Bosnie-Herzégovine afin d'empêcher les Serbes de born-barder les populations musul-

A 2 2

CAN EXCE

- TREE

-nr

The Park

The same

S. Harris - TEE 3 P.

200

. . . EX:52

** 本本味

のは様は世

2000年 " I'L DIE

1970年至1980年

I'm I'm C. L'ESSES 1 - 1 Table

THE ZEE

AT LE PER

- 公司司司(主党)

THE PERSON NAMED IN

.

in immedia

TO 20 3278

o 🐃 🖫 grust Könes

TO CHUSE THE

法法维

人。 "是"

and the party

: -1 3.2 T.S. 3-

Contractor of the

THE LOST OF THE

A. . 11 72 E

The state of

3. 182 : 32 Z

1 1 SE

17.7

THE THE

T. T. T.

in the second

Provide the second

7

The said like week

A STEEL STEEL

الله الله

II. AR TSTEE

ं च लाल करें

TO THE P. LEWIS CO.

The state of the s

では 京 田田

au Burundi

- جو**ردوا نان**

No. of Section 1

Congramme as a

water the control of

A Charles and the Con-

See and the party

STANCES TO

gas . As

WASHINGTON et NEW-YORK de nos correspondents

La décision du président Bosh va à l'encourre des positions des chefs du Pentagose qui craignent que des vols de surveillance au-dessus de la Bosnie soient le premier pas dans Bosnie soient le premier pas dans l'engresage d'un engagement militaire dont ils ne venlent pas. Mais, pour une raison ou pour une autre, l'administration paraît estimer qu'il lui est difficile de rester passive devant l'aggravation de la sinuation gir le terrain et, notamment, les violations répétées par les Serbes de tous les engagements qu'ils avaient pris, fin août, lors de la conférence de Londres. La presse et le département d'Etat vicament de diffuser des informations confirmant le massacre nformations confirmant le massucre de prisonniers dans les camps de détention serbes. Les mêmes sources assurent que les milices serbes de Bosnie ont récemment accentué leur campagne de « nettoyage ethnique» afin de chasser de leurs domiciles, per la terreur, des centaines de mil-liers de Musulmans.

L'administration craint, en outre que l'hiver ne provoque des dizaines de milliers de morts dans les popula-tions civiles musulmanes assiegées, notamment à Sazajevo. Enfin, cette semaine, le Congrès a manifesté son

impatience devant l'impusité avec laquelle les Serbes continuent à martyriser les communautés musulmanes de Bosnie. Plusieurs sénateurs out appelé à une modification de l'embargo sur les armes imposé à l'en-Yougosiavie : lis jugent incongru que les Bosniaques ne soient pas autorisés à s'équiper pour faire ince à des agresseurs disposant d'une supériorise mitiatire écrasante.

supériorité militaire écrasante.

Dans une déclaration de trois pages diffusée par la Maison Blanche, M. Bush a amouncé : « En ocopération avec nos amis et alliés, nous allons chercher à obtenir une nouvelle résolution du Conseil de sécurité qui comprendra une disposition pour interdire tous les vols dans l'espace gérien bosniaque à l'exception de ceux autorisés par l'ONU. » «SI on le leur depande, a ponstaire en te leur depande, a ponstaire en te leur des disposition. » Il s'agit d'interdire à l'aviation de la Serbie de continuer à appoyer les milices serbes de Bosnie dans leurs attaques contre les populations musulmanes de cette

Dissuader on intercepter?

A l'ONU, Américains, Britanniques et Français se sont entretenus, vendredi après-midi, de l'établissement d'une zone d'exclusion aéricane. Une heure à peine après la déclaration de M. Bush, les Etats-Unis déposaient un projet de résolution en ce seus au Cousel. Un projet concernant l'espace aérien bosniaque avait défà été déposé par la France il y a deux armaines. Ce document, qui a le soutien des Britanniques, paraît plus timide que celté des Américains quant aux mesures concrètes à mettre en quivre. Le texte européen pade d'ob-A l'ONU, Américains, Britanniœuvre. Le texte européen pade d'ob-servateurs dans tons les aéroports

de notre envoyé apécial

Après la prise, vendredi 2 octo-bre dans la soirée, de Gagra, sta-tion bainéaire du Nord, par les combattants abkhazes aides par des volontaires venus d'autres régions

du Caucase, les autorités géor-giennes ont annoncé la mobilisa-tion de quarante mille réservistes

tion de quarante mille réservistes pour lutter contre les indépendantistes de cette république autonome, dépendant administrativement de Tbilissi. Selon les autorités géorgiennes, les combats de Gagra auraient fait plus de cent morts, l'attaque des combattants abkhazes et caucasiens étant considérée compre une des plus importantes menées depuis le début des conflits.

Cinq chars des volontaires du Cancase du Nord auraient ainsi pénétré dans Gagra, abandonnée alors par les milioes géorgiennes. A Moscoa, l'agence Interfax a fait état de tirs de missiles Alauan par

concernés et de vols de reconnais-sance; celui des Ents-Unis fait réfé-rence au chapitre 7 de la Charte de l'ONU, qui prévoit l'utilisation de la

fonce.

Dans le texte français, le but est d'abord de a dissander»; dans l'autre, on paraît poét à intercepter d'éventuels contrevenants, voire à les mettre hors de combat. La différence tient sans donte au fait que les Btats-Unis n'ont pas déployé un seul soldat sur le terrain dans le cadre de la force des Nations unies. En cas d'artilisation de la force aérienne, les hommes de la FOR-PRONU pourraient être les premières victimes de représsilles serbes.

Une exaspération

Rien ne devrait être décidé avant que le secrétaire général, M. Boutros Boutros-Ghali, remette, la semaine prochaine, le rapport dont il a été processme, le rapport dont il a cie chargé sur cette question. Selon de bonnes sources, M. Boutros-Ghali ne serait pas favorable à l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne, contrairement à M. Cyrus Vance, le représentant spécial de l'ONU à la conference internationale sur la

Yougestavie.

Le ton de la déclaration de la Maison Blanche révèle l'exaspération croissante de M. Bush devant le comportement des Serbes. Ce texte incrimine les milices serbes de Bosnie, même si elles ne sont pas nom-mément désignées. M. Bush se départit de la prudence labituelle de l'administration en se refusant à metre tout le monde sur le même mettre tout le monde sur le même pied dans le conflit en cours et en parlant de «faire paper les agres-seurs» et de «soulager les soufseurs» et de «soulé frances des victimes». Le président paraît plus ferme que le secrétaire d'Etat par intérim,

quement opposée à toute forme d'intervention militaire dans l'exd'intervention militaire dans l'ex-Yougodavie. « l'ai déjà dit cela trente-huit mille fois et je vais le répèter (...) cette mogèdie ne peut être réglée de l'extérieur et il est grand temps que tout le monde le com-prenne », a lancé M. Eagleborger. Mardi, le chef de l'état-major, le général Coim Powell, avait réinéré, à la « une» du New l'ork Times, son opposition à tout engagement mili-taire américain dans les Balkans et son scepticisme quant à l'efficacité

d'une zone d'interdiction sérienne. M. Engleburger avait laissé enten-dre – à la demande du premier ministre yougoalave, M. Milan Panic – que les Etats-Unis pourraient envisager un assonplissement de l'em-bargo commercial imposé à Bel-grade. Là encore, M. Bush paraît être d'un avis différent. Dans sa déclaration, il annonce, sans fournir de précisions, qu'il entend obtenir « un resserrement de l'embargo » appliqué à la Serbie.

La passivité de l'administration face aux massacres, aux campagnes de «nettoyage etinique», aux bom-bardements de populations civiles, est souvent critiquée dans la presse américaine. Le candidat démocrate à l'élection présidentielle du 3 novembre, M. Bill Clinton, fait de même. Jeudi encore, dans un discours de politique étrangère prononcé à Mil-waukee, M. Clinton a affirmé qu'il serait beaucoup plus enclin que M. Bush à utiliser la force, dans le cadre de l'ONU, pour venir en aide aux populations civiles assiégées dans Sarajevo.

AFSANÉ BASSIR POUR et ALAIN FRACHON

Réouverture du pont aérien humanitaire la Bosnie, avait été visité par le CICR dès le 10 août. Six femmes

Le post aéries d'aide humanitaire sur Sarajevo a été rétabli, samedi 3 octobre, a annoncé un responsable du Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) à Genève. Un avion de transport américain C-130 Hercules et un avion français C-160 Transall. devaient assurer dans la journée cinq rotations entre Zagreb et Sarajevo pour acheminer une

Le pont aérien avait été interrompu le 3 septembre, après la destruction en vol d'un appareil italien G-22. A Genève, M. Silstaten G-22. A Geneve, M^{ac} Silvana Foa, porte-parole du HCR, a confirmé que des «garanties de sécurité» avaient été désormais fournies par les belligérants. Les dix-neuf pays qui avaient participé jusqu'à présent au pont aérien ont informé le HCR qu'ils allaient payandre leurs prérations reprendre leurs opérations.

Alors que les combars se pour-Alors que les combats se pour-suivent sur plusieurs fronts en Bos-nie, les autonomistes serbes, dirigés par M. Radovan Karadzic, out proclamé, jeudi soir, la création d'une «Sarajero serbe», a annoncé l'agence Tanjug. Ils poursuivent ainsi en dépit des pressions inter-nationales sur la nouvelle Yougos-lavie (Serbie et Monténégro), leur-politique de partition de la Bosniepolitique de partition de la Bosnie-Herzégovine. La «Sarajevo serbe» s'attribue pratiquement les deux tiers de la ville.

En application de certaines déci-En application de certaines décisions adoptées, fin août, par la conférence de Londres sur l'ex-Yougoslavie, une vinguaine de défegués du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ont réussi à évacuer 1 560 prisonniers musulmans détenus dans le camp de Tmopolje (le Monde du 2 octobre), camporte noire correspondante à

personnes libérées - toutes des civils victimes des combats et de la politique serbe de « purification ethnique » (les internements de populations civiles sont formellement interdits par la IV- Convention de Genèvej. Tous les prisonniers, interrogés individuellement par le CICR, avaient exprimé leur Libérés, les civils ont été accueil lis par des représentants du HCR à Karlovac, au sud-ouest de Zagreb. Ils devaient être logés dans des bâtiments situés au cœur de la

et quinze enfants figurent parmi les

ville. Certains d'entre eux, ajoute notre correspondante, ont déjà eu la chance de retrouver des membres de leur famille. Le HCR - en collaboration avec la Fédération internationale des sociétés de Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, la Croix-Rouge de Croatie et diverses organisations son gou-vernementales (ONG) assurera les besoins matériels de ces pouveaux arrivants et prendra particulière-ment soin de ceux qui ont été le plus traumatisés par leur détention et la séparation de leurs proches.

u Elections générales le 6 décembre en Slovénie. - Les premières élecdepuis l'indépendance de la Slovénie (juin 1991) auront lieu le 6 décembre, a annoncé la présidence, jeudi le octobre, à Liubliana. Le nouveau Parlement, composé de deux chambres, contre trois appersvant, sera élu pour quatre ans à la proportionnelle à un tour. Pour l'élection présidentielle, un deuxième tour est prévu le 20 décembre si aucun des candidats n'obtient plus de 50 % des votes au

TURQUIE: dans le Sud-Est anatolien

Les séparatistes kurdes ont massacré

de natre correspondante

cone quarantaine de vinageois kurdes – hommes, femmes et enfants – ont été tués et une ving-taine d'autres blessés lors d'une attaque lancée par le Parti des tra-vailleurs du Kurdistan (PKK, marriste léniniste) dans la province de Bitlis (Sud-Est anatolica), jeudi le octobre en fin d'après-midi. Les corps de vingt et un villageois, dont plusieurs miliciens progouvernementaux, ont été retrou-vés et dix-neuf autres sont encore portés disparus, présumés ensevelis sous les décombres des maisons. Selon des témoins, plusieurs bitiments brillaient encore vingtquatre heures après l'attaque, alors que les survivants se préparaient à enterrer leurs proches dans une

Petit hameau isolé d'une quinzaine de maisons, dans la province de Bitlis accessible seulement après de Bitlis accessible sculement après un péaible voyage de deux heures sur un chemin cahoteux, Cevizdali était une cible facile pour le PKK. Les miliciens progouvernementaux chargés de protéger le village n'étaient pas en mesure d'offrir une véritable résistance aux quelque cent combattants séparatistes qui ont attaqué Cevizdali, armés de lance-roquettes

une quarantaine de villageois et de kalachnikovs. Après un bref affrontement, les combattants du PKK ont investi le hameau et commence à réunir les habitants sur Une quarantaine de villageois

une colline avoisinante. Interrompus par l'arrivée de renforts de troupes, probablement alertés par les miliciens, les rebelles kurdes prirent la fuite, après avoir ouvert le feu sur les villageois et incendié leurs maisons. Selon les autorités, neuf habitations ont été entièrement détruites par les flammes. Au cours des derniers mois, le

PKK a intensifié sa campagne con-tre les Kurdes qui ont choisi de collaborer avec les forces de sécurité turques. De son côté, le gou-vernement semble avoir abandonné opté pour une solution militaire pour tenter de mettre fin an pro-blème du séparatisme kurde (le Monde du 2 octobre). Pris entre deux feux, les habitants du Sod-Est anatolien se trouvent forcés de choisir leur camp.

NICOLE POPE

Après l'incident en mer Egée

Le président des Etats-Unis exprime ses « regrets » aux dirigeants d'Ankara

Le président américain, M. George Bush, a téléphoné, ven-dredi 2 octobre, aux dirigeants tures, M. Turgut Ozal et Suleiman Demirel, pour exprimer ses regrets après le tir accidentel d'un missile, jeudi la octobre, par le porteavions américain Saratoga sur le destroyer turc Muarenet qui a tué au moins cinq marins turcs en mer Egée (le Monde du 3 octobre). Quinze membres de l'équipage ont été blessés, et plusieurs autres sont portés disparus. M. Bush a fait ce geste « pour exprimer l'intense cha-grin et regret des Etats-Unis pour l'accident malheureux et tragique», a indiqué le porte-parole de la Maison Blanche, M. Marlin Fitzwater. Le président américain «a exprimé sa profonde sympathie pour les familles des victimes et a assuré aux dirigeants turcs qu'une enquête exhaustive sur cet accident tragique serait engagée », a ajouté M. Fitzwater, - (AFP.)

RUSSIK THE PERSON SERVED IN

de veyages à l'étranger Interdiction absolue de quitter le territoire russe, telle est la mesure infligée à M. Mikhail Gorbatchev per la Cour constitutionnelle, vendredi 2 octobre, pour s'être obstiné à refuser de témoigner au procès sur la légalité du Parti communiste d'Union soviétique. Le citoyen Mikhall Gorbatchev » seta privé du droit de voyager à l'étranger tant qu'il n'aura pas répondu à la convocation des juges. La Cour s'en est assurée en appelant les ministères des affaires étrangères et de la sécurité à prendre toutes les dispositions nécessaires pour

Depuis l'ouverture des débats, début juillet, l'ancien chef : de l'Etat soviétique s'obstine à refuser de témoigner dans ce qu'il considère grer dans ce qu'il considère être un «procès politique pour (le) discrédirer». Il a accusé les juges, mardi, de vouloir erégler des comptes à A la suite de ses déclarations jugées «offen-santes», la Cour lui a adressé, en vain, jeudi, une assignation officielle à comparatre. — (APP.)

l'empêcher de passer les

D ALLEMAGNE: violences xéno-phobes. - Trois foyers pour demandeurs d'asile ont été attaqués par des jeunes extrémistes, dans la nuit de vendredi à samedi 3 octobre, sur le territoire de l'ex-RDA: A Fürstenwalde, près de Berlin, une quinzaine de jeunes se sont rassemblés devant un foyer en hurlant des slogans xénophobes et menaçant les occupants. Dans un groupe d'assaillants a lancé deux cocktails Molotov sur un foyer. A Weisswasser, en Saxe, des inconnus ont projeté un cockrail Molotov sur un bâtiment abritant des étrangers, sans provoquer de dégâts.-

O IRLANDE DU NORD : opéra-tion de commando de l'IRA dans un village. - Un groupe d'use quin-zaine d'hommes masqués et armés a sillonné pendant une demi-heure, dans la nuit du jeudi la au vendredi 2 octobre, les rues de Meig, un petit village situé à cinquante kilomètres au sud-ouest de Belfast.

état de tirs de missites Alauan par les forces abkhazes. Toutefois, selon cette même agence, des avions, portant des cocardes russes mais pilotés par des Géorgiens, auraient bombardé la ville de Gagra. Le ministère russe de la défense a indiqué qu'il s'apprétait à protester officiellement auprès des autorités géorgiennes. M. Sou-lian Bepalev, commandant adjoint Le commando, qui s'est réciamé de l'Armée républicaine irlandaise (IRA), a arrêté les automobilistes pour distribuer des tracts ordonnant à deux hommes, accusés de prendre part à des vactivités crimineiles», de quitter l'île sous qua-

cante-huit heures. - (UPL) D ROUMANIE : l'opposition dénonce des frances électorales. quartier de Rostock, an petit La Convention démocratique roumaine, principal mouvement d'opposition au gouvernement du président lliescu, a menace, vendredi 2 octobre, de demander l'annulation des élections générales de dimanche dernier, suite à des fraudes qui auraient notamment été enregistrées dans la région de Craiova, au sud-onest du pays. «Sī la fraude dans ce département est. constrmée à l'échelle nationale, nous demanderons sans dotte l'annulation du scrutin», a déclaré le président de la CDR, M. Corneliu Coposu. - (AFP.)

Les combats s'intensifient en Abkhazie

sie, a déciaré, de son côté, que les troupes russes observaient une stricte neutralité et n'avaient reçu, jusqu'ici, aucune demande d'inter-vention du côté géorgien.

unicipa and GEORGIE

La position de Moscon

M. Edouard Chevardnadze, le président du conseil d'Etat géor-gien, qui s'est rendu vendredi à Soukhoumi, la capitale abklaze, a accusé le Parlement russe d'avoir permis un «complot» contre la Géorgie. Le 25 septembre, le Parie-Géorgie. Le 25 septembre, le Parlement russe avait adopté une résolution dénonçant la direction géorgienne et appelant à l'évacuation immédiate des forces géorgiennes d'Abkharie. Dans un télégramme airessé à M. Boris Eltsine, le président géorgien déclare que, si les autorités russes n'appliquent pas l'accord de cessez-le-feu du 3 septembre, Tbilissi exigera le départ immédiat des troupes russes de son territoire.

M. Chevardnadze a aussi envoyé un télégramme à M. Boutros Bou-tros-Ghali, le secrétaire général de PONU. Estimant que les autorités russes ne contrôlent plus la situation dans le sud de la Russie, ce qui permet ainsi à «des groupes armés» de «s'introduire en Georgie», il lui demande de convoquer Conseil de sécurité des Nations

La politique de Moscou dans cette region n'apparaît pes des plus claires. D'une part, parce qu'il fant dissocier la position du Parlement, où les conservateurs sont très influents, de celle de M. Boris Eltsine, qui avait manifesté son soutien à M. Chevardnadze, lors de leur rencontre de Moscou, le 28 septembre. D'autre part. les Russes, qui ne voient pas tous d'un mauvais cell les tentatives « sécessionnistes » abkhazes, sont aux prises, eux aussi, avec la volonté d'indépendance d'autres peuples du Caucase, et notamment ceux de la République antonome des Kabardins et Balkara.

JOSÉ-ALAIN FRALON

D Echer d'une rencontre entre l'Ar-ménie et l'Azerbaidjan. — Une rencontre entre délégations gouvernementales arménienne et azerbaldjanaise à Koubatly, à la frontière entre les deux Républiques, s'est terminée, vendredi 2 octobre, par un échec. Ces dis-cussions visaient à mettre au point l'application de l'accord de ces le-fen dans le Haut-Karabakh, signé le 19 septembre, mais qui avait été aussitôt violé. – (AFP.)

"Les restes du communisme sont dans la casserole"

Qui a su si bien les accommoder?*



36 17 ELECTRE

TOUTES LES RÉFÉRENCES DE 350 000 LIVRES

Classés par auteur, titre et sujet, 350 000 livres disponibles en langue française, avec un résumé. 500 nouveautés par semaine. Un service du Cercle de la Libratrie

*Topez dans titre: Communisme casserole

Le pouvoir des syndicats au sein du Labour a été écorné

de notre correspondant

Le congrès du Parti travailliste s'est acheve, vendredi 2 octobre, à Blackpool, dans la tradition : les és ont entonné l'hymne du «Red flag» (drapeau rouge) et adopté une résolution impliquant une forte réduction des dépenses consacrées à la défense nationale. Cette pisolution, votée contre l'avis de la direction du parti, ne constitue pas un vrai revers pour son nouveau chef, M. John Smith, tant elle est rituelle, M. John Evans, le président du congrès, n'a surpris personne en indiquant que ce vote ne sera pas pris en compte,

Globalement, M. Smith a de quoi être satisfait d'un congrès qui, tout en confortant son autorité, est apparu sans relief et sans passion (le Monde du le octobre). Les questions risquant de provoquer des divisions internes ont été soigneusement élu-dées, même si l'une d'entre elles – la réforme des relations entre le parti et les syndicats - n'a pas pu l'être

totalement : le « vote groupé » (a block vote ») dont disposent les mions syndicales dans les décisions du congrès a, en effet, été réduit de 90 à 70 % du total des suffrages.

Cette réforme est limitée dans la mesure où, parrallèlement, les pouvoirs du congrès ont été réduits, au profit d'un accroissement de ceux de la Commission exécutive nationale, et surtout d'un renforcement de l'influence du «cabinet fantôme». Toutefois, les syndicats continuent de bénéficier du «vote groupé» de 40 % des voix pour désigner le chef du Labour et les candidats aux élec-tions parlementaires. Enfin, le principe de «un homme, une voix» n'est toujours pas entériné. La marge de manœuvre de la direction est étroite, notamment parce que les syndicats financent plus de la moitié du budget du Parti travailliste et que celui-ci traverse une crise sériouse de militantisme et de trésorerie, avec un déficit de 2,9 millions de livres (environ 28 millions de francs).

LAURENT ZECCHINI

THAÏLANDE: vainqueur des récentes élections

M. Chuan a constitué une nouvelle coalition gouvernementale

Nommé premier ministre le 23 septembre, M. Chuan Leekpai, vainqueur des récentes élections, a présenté le 29 septembre la liste de ses ministres au roi de Thailande.

BANGKOK

de notre correspondant

Il aura fallu quinze jours au chef du Parti démocrate, arrivé en tête aux législatives du 13 septembre (avec 79 députés, sur 360), pour for-(avec 79 députés, sur 360), pour for-mer un gouvernement de coalition avec ses alliés démocratiques, le Parti de la nouvelle aspiration du général Chaovalit Yongchaiyut (PNA, 51 sièges), le Palang Dharma de M. Chamlong Srimuang (47), et le Parti de la solidarité (8) — ainsi qu'a-vec une petite formation pro-mili-taire, le Parti d'action sociale (PAS, '22), cela afin de disposer d'une majo-rité plus confortable au sein de l'As-semblée.

Le chef du PAS, M. Montree Pongpanich, qui avait été jugé einha-bituellement riche» par une commis-

LOIN DES CAPITALES

avait été gelée, a accepté de ne pas faire partie du cabinet. A ce prix, M. Chuan peut s'appuyer sur une majorité assez confortable de 207

Menées en douceur, les négociations pour la fornation du gouvernement n'en out pas moins été difficiles. En particulier l'attitude de
M. Chamlong Srimuang, ex-gouverneur de Bangkok, posant problème.
Le héros des foules de mai, à qui
M. Chuan avait offert le ministère
des transports et communications
(crucial pour l'importance des
contraits qu'il passe), n'est pas revenu
sur une promesse publique de ne pas
faire partie d'un cabinet. Pourtant,
M. Chuan est parvenu à constituer
un cabinet que l'on présente ici
comme le meilleur des soixante ans
d'histoire de la monarchie constitutionnelle en Thaflande. tionnelle en Thailande.

Pour une fois en effet, le premier ministre est un civil élu, et non un ancien commandant suprême des ancien commandant supreme des forces armées, M. Chaovalit, qui se retrouve vice-premier ministre et ministre de l'intérieur. Mais des por-tefeuilles importants, comme ceux de des hommes dont la compétence et

l'intégrité sont reconnues.

Les affaires étrangères sont confiées à M. Prasong Songsiri, forte personnalité qui avait indiqué, dès août, qu'il faudrait revoir les relations du pays avec la junte birmane et, surtout, avec les Khmers rouges cambodgieus. M. Chnan est parvenu à trouver une autre perle : un ministre de la défense susceptible de s'entendre avec la hiérarchie militaire tout en lui imposant son autorité.

Le lourd dossier des dispants de mai

M. Chuan a beau être habile, sa partie n'est pas facile. Les coalitions sont volatiles en Thallande. Et les forces armées n'ont pas dit leur der-nier mot : elles comptent de nombreux partisans parmi les deux grandes formations de l'opposition parlementaire, le Chat Thai (77 députés) et le Chat Pattana (60). M. Chuan devra aussi accepter que le peu coramode M. Chamlong, dont sénéral Chaovalith non plus ne passe pas pour un partenaire facile.

Boune nouvelle : la reprise de l'économie est plus rapide que prévu. Mais la sanglante répression de mai dernier a laissé des traces : le bilan officiel des victimes est de 52 morts parmi les manifestants, mais les disparus seraient encore plus de 200. Ce régier. Homme de consensus, M. Chuan devra prouver qu'il est un leader capable de prendre des décisions, sans attendre et quand il le

JEAN-CLAUDE POMONTI

O Fermeture de deux camps de réfugiés cambodgiens. - Les camps de Sok Sann et Site K, au sud-est de la Thallande, ont été fermés le vendredi 2 octobre après que les deraiers réfugiés cambodgiens qu'ils abritaient les curent quittés pour rentrer dans leur pays d'ori-gine. Environ 240 000 réfugiés se trouvent encore dans des camps en Thailande. - (AFP.)

A TRAVERS LE MONDE

AFGHANISTAN

Nouvel ultimatum de M. Hekmatyar

M. Gulbuddin Hekmatyar a fancé vendredi 2 octobre un nouvel ultimatum à Kaboul. Accusant le gouvernement du président Rebbeni et du général Massoud d'avoir, ces dernières semaines, harcelé ses troupes en plusieurs points, notamment dans la province de Baghlan, au nord de la capitale, le chef du Hezb-i-Islami menace de reprendre à partir du dimanche 4 octobre les combats qu'il avait interrompus le 29 août. Le leader intégriste continue d'exiger le départ de Kaboul de tous les miliciens qui ant combattu pour l'exles Ouzbeks du général Dostorn. I entend aussi obtenir que l'armée soit purgée de tous les officiers qui ont servi le régime commu-

Par ailleurs, M. Hekmetyar a lancé un interdit contre tous les collaborateurs de la BBC opérant dans le pays, Estiment qu'ils se montrent chostiles à l'islam et aux musulmans », la chef du Hezb menace de les faire arrêter comme espions. La radio britannique, très écoutée dans cette partie du monde, a récemment rapporté que le Pakistan et l'Arabie saoudite, tous daux très engagés en Afghanistan, font des pressions sur le Hezb, afin qu'il respecte le cessezle-feu. - (Reuter, UPI.)

QATAR

La polémique s'envenime avec l'Arabie saoudite

La polémique entre le Qatar et l'Arabie saoudite, à propos de leur conflit frontalier, s'est envenimés vendredi 2 octobre, Doha affirment qu'una « importante force militaire sagudienne » avait encercié, la

veille, un poste-frontière gatariote. où avait déjà eu lieu mercredi soir un premier incident armé (le Monde du 2 octobre).

Un porte-parole sacudien a formellement démenti cette information, expriment sa « profonde aux déclarations émanant des «frères au Catar» et affirmant l'attachement de Ryad aux principes de «bon voisinege, de sécurité et du règlement des problèmes par voies pacifiques ». Pour tenter de circonscrire le conflit, le président égyptien Hosni Moubarak s'est entretenu à plusieurs reprises par téléphone avec le roi Fahd d'Arabie saoudite et l'émir du Qatar, cheikh Khalifa Ben Halmad Al Thani. - (AFP.)

SOUDAN

Pressant appel du pape pour la paix et la liberté religieuse

Recevant à Rome les évêques soudanzis, le pape Jean-Paul II a lancé, vendredi 2 octobre, un appel pressant pour la paix au Soudan, invitant r ceux qui tiennent entre leurs mains les destinées du Souden à abandonner les armes de la guerre et è suivre les voies de la paix». Il a mis en cause «l'application de la cheriah [loi islemique] aux non-musulmans (qui) a jeté les bases de la perte de beaucoup de libertés civiles ».

« Toute atteinte à la liberté religieuse porte atteinte à la cause de le paix», a ajouté le souverain pontife qui a invité e la communauté internationale et tous ceux qui dirigent des organisations internationales», à placer « en tête des priorités, l'aide aux victimes innocentes de ce terrible conflit », qui oppose le régime islamiste soudenzis aux rebelles chrédens et animistes dans le sud du pays. -

O SOMALIE : une conférence o M. Jean-Christophe Mitterrand internationale aura lieu les 12 et 13 octobre à Genère. - Tous les grand officier dans l'ordre national ivoiries. - Au cours d'une cérémonie à Yamoussoukro, la capitale ivoirienne, M. Jean-Christophe Mitterrand a été fait grand officier dans l'ordre national de Côted'Ivoire, vendredi 2 octobre, en présence du président Félix Houphouët-Boigny. Le fils du président français est conseiller international du président de la Société générale d'entreprise, filiale de la Générale des eaux spécialisée dans les tra-vaux publics. Jusqu'au 5 juillet, il

 NIGER : nomination de militaires à fa tête des régions jugées peu sures. - Le premier ministre de transition du Niger, M. Amadou Chelfou, a nommé des militaires, jeudi 2 octobre, à la tête des postes jeudi 2 octobre, à la tête des postes administratifs de Bermo, Ingall, Aderbissinat, Banibangou, Abala et Ayorou, zones d'« insécurité », où sévit la rebellion touarègue. Cette décision légalise partiellement une situation de fait, imposée par l'armée qui a décienché une opération en vue de démanteler la rébellion. En outre, la radio nationale a annoncé, vendredi, que le premier ministre de transition, M. Amadou Cheffou, a fixé par décret au 28 novembre la date du référendum sur le projet de nouvelle dum sur le projet de nouvelle Constitution. - (AFP.)

était conseiller à l'Elysée, chargé

des affaires africaines. - (AFP.)

membres des Nations unies seront conviés d'urgence à une conférence, les 12 et 13 octobre à Genève, pour trouver les moyens d'assurer la distribution de vivres à la Somalie, en proie à la famine et aux luttes intestines. « Il existe un plan d'action de cent jours, proposé par toutet les organisations huma-nitaires, pour accèlèrer et intensifier les efforts de secours et améliorer la coordination », selou un responsa-ble de l'ONU à Genève. — (Reuter.) a TUNISIE: nouvelles arrestations d'islamistes. - Dix personnes appartenant au mouvement isla-miste Ennahdha - interdit - ont

été arrêtées récemment par la police à Sidi-Thabet, au nord de Tunis, rapporte le journal Acabah. Scion ce quotidien, ces nouvelles arrestations interviennent après celle, il y a deux semaines, dans la même localité, de dix autres islamême localité, de dix autres isla-mistes appartenant au même groupe, et la découverte « d'une cache d'explosifs et de tracts». Le même journal avait déja annoncé, le 12 septembre, l'arrestation de vingt militants « clandestins » d'An-nahda, à Sakiet-Sidi-Youssef, accèbe de la foresière alestiones. proche de la frontière algérienne. En août, deux tribunaux militaires de Tunis avaient condamné 269 dirigeants et militants d'Ennahdha à diverses peines de prison, dont 46 à perpétuité. — (AFP.)

Buttala ou la kermesse du président **BUTTALA** (Sri-Lanka) de notre envoyé spécial

fficile d'imaginer qu'autrefois, du temps des grands rois cinghalais du royaume de Wasala, ces terres pupies, sinon abandonnées, avaient été un véritable grenier, au croisement de multiples

Coulée dans son éternité, la mer gronde de ses puissants rouleaux en bordure de l'île. Des chemins se faufilent vers les collines qui deviennent une jungle épaisse à mesure l'ombre d'arbres majestueux et pluricentenaires, des vestiges de maisons royales, des enceintes de monastères en ruine, des reliquaires monumentaux et des statues géantes attestent la pérennité d'une longue présence humaine enracinée dans la loi bouddhiste. Ainsi, à Maligawilla, où deux effigies gigantes-ques du Bouddha viennent d'être restaurées et rendues à la mémoire oublieuse des hommes.

La province d'Uva, dans le sud-est de Sri-Lanka, entend pourtant relever le défi du pré-sent et renaître à la vie. C'est du moins ce qu'a décidé l'actuel président, et les responsables locaux se sont empressés de monter en marche dans le train du renouveau tiré par la locomotive de Gam Udawa (1). Ce terme, pratiquement inconnu au-delà des frontièr naturelles qui, aujourd'hui comme hier, font de Sri-Lanka un monde à part, recouvre un concept particulier dont la paternité est attri-buée à M. Ranasinghe Premadasa.

Il y a quatorze ans exactement, quand il t sa carrière dans le sillage protecteur de Julius Jayewardene, il avait lancé l'idée d'une renaissance des campagnes, sous cou-vert de freiner l'exode rural. Mélange un peu curieux aux accents populistas d'une bonne volonté trop affichée pour ne pas fleurer la démagagie et d'un élan vers les plus démunis traditionnellement laissés pour compte, ce mouvement assure, vaille que vaille, un toit à des villegeois qui ne pouvaient naguère qu'en rêver, et une renommée à bon compte pour un président en mai de popularité. Un slogen donne le ton : « Nous ne voulons pes de production de masse, nous voulons que les masses produisent.»

Une joyense cacophonie

Toujours est-il que l'opposition a beau brocarder, les principaux intéressés suivent, et quand la manne présidentielle se déverse, c'est avec une bonhomie contagleuse que la population concernée joue le jeu. Cette fois-ci, c'était à Buttala que se déroulait l'événement, car le lieu change d'année en année. Inutile de chercher ce nom sur une carte ordi-naire, il faut qu'elle soit très détaillée afin d'indiquer la marche à suivre pour y pervenir. Dix jours durant, en présence du président, de sa femme et de quelques ministres se relayant jour après jour, le petit village sont de l'anonymet se donna l'illusion de la grande vie. L'ambiance tenait à la fois de la parade

COMORES : sept opposants

arrêtés après la tentative de coup

d'Etat. - Sept personnalités politi-

ques d'opposition ont été arrêtées à

la suite de la tentative de coup

d'Etat du 26 décembre (le Monde

daté 27-28 septembre), a-t-on indi-

qué, vendredi 2 octobre à Moroni, de source informée. M. Saïd

Ahmed Saïd Ali, ancien ministre

de l'économie, M. Abdou Soefou,

ancien ministre de l'équipement du

président Djohar, M. Omar Tamou, président de l'ancien parti

unique UDZIMA, et M. Mtara Srinagar. - (AFP.)

officielle, d'une procession religieuse, éléphants caparaçonnés en tête, de la foire et du merché aux puces, de l'exposition industrielle et de la fête à Neu-Neu. Manègas, danses rituelles devenues folkloriques, kiosques à musique, marchands ambulants, galerie des horreurs, montagnes russes, feux d'artifice et jeux d'eau, distribution de vêtements et de chaussures, de machines à coudre aux femmes et de machines agricoles aux hommes, dans une joyeuse cacophonie aux couleurs parfois criardes. Toute la province recuiée vensit s'émerveiller devant des décors en carton-pâte reproduisant des hauts les habitants des alentours ne verront proba-

Même Air Lanks était mis à contribution pour monter une caringue grandeur nature an bols, avec de vrais fauteuils d'avion, de vraiss hôtesses de l'air qui offrent un rafrafchissement aux pseudo-passagers et des maquettes de la flotte sérienne nationale. C'est grand, c'est poussièreux, c'est bruyant et ca fait rever un instant des paysans qui n'iront peut-être jameis à Colombo, la capi-tale, à quelque 300 kilomètres de là.

Quand les lampions se sont éteints, les bâtiments en dur érigés pour la circonstance ont été solennellement remis aux autorités locales en vue de servir de point d'encrage à



la nouvelle université de Monaragala, à une trentaine de kilomètres de Buttale. L'en pro-chain, un autre village, d'un autre côté oublié de l'Île, sera à la fête. Des familles garderont précieusement des images, transformées au fil des ans en souvenirs à reconter aux enfants, tandis que le gouvernement enga-gera alleurs des milions de roupies pour des adductions d'eau, la construction de routes, la restauration d'écoles et de lieux de cuite, la mise en place des structures d'un développe-

Maecha, ancien ministre des

affaires étrangères, figurent parmi

les personnes interpellées. - (AFP.)

o INDE : ouze musulmans tués

par des soldats au Cachemire. -

Des soldats indiens ont tué onze

civils musulmans au Cachemire, jeudi 1º octobre, en réponse immé-

diate au meurtre de deux militaires

par des séparatistes musulmans

lors d'une embuscade tendue con-

tre un convoi de l'armée à Batakote, à 60 kilomètres au nord de

et des événements, Sri Lanka vit sa via d'île sans trop se préoccuper, sinon sporadique-ment, de la violence récurrente, tout au nord dans la presqu'île de Jaffna. Occasio ment, des échos s'en répercutent jusqu'à Colombo, mais à Buttala... La vie se déroule au rythme ancestral de la verte spiendeur des rizières à quasi-maturité, entre ciel et eau. C'est à peine si l'on fait mine de se souvenir des sangients règiements de comptes avec le JVP (2), quand, il y a encore trois ans à peine, on se calfeutrait chez soi dès le crépuscule, par crainte de raids ou d'attentats.

Ouverte à tous les appétits

«Le gouvernement e mis le paquet il y a eu des morts et des victimes innocentes », commente un villageois d'une voix neutre, comme pour exorciser les fantômes encore proches de cette sombre époque. « Maintenant c'est calme. Le travail a repris. On défriche. Et savez-vous qui nous pose des maux. On avait déroulé des fils électriques en guise de clôture autour d'un terrain à nettover pour une zone franche. Comme c'était sur leur passage, ils ont ramessé des troncs d'arbres déracinés, les ont posés sur les fils qui sont naturellement tombés, et les pachydermes sont passés sans recevoir de décharga électrique. »

Le président s'est fixé pour but de faire de Sri-Lanka un nouvel Etat industriel en l'an 2000 et de fournir un toit à la population rurale, qui représente 80 % des dix-sept millions d'habitants. Il se dit soucieux avant tout du bien-être de ses compatriores, n's jernais jusqu'îci accordé d'interview à aucun journa-liste, cinghalais ou étranger, et rechigne, par superstition dit-on, à quitter l'ile.

En vertu de la volonté présidentielle, l'ensemble du pays est désormais une zone franche ouverte à tous les appétits. « Petit dragon a en devenir, l'ile se vante d'offrir aux isseurs des conditions exceptionnel de rendement et des perspectives allé-chantes. Même si les habitants se rabiffent parfois, comme quand des amateurs de pittoresque se sont mis en tête de construire un hôtel dens un site protégé alors que les auto-rités veulent faire prévaloir leurs raisons. En novembre, Colombo accueillera sa prernière grande foire exposition nationale.

Est-ce la jungle de béton qui finire là encore un jour par l'emporter sur la jungle tout court? Un réveur aux pieds solidement ancrés sur terre, l'écrivain Arthur C. Clarke, qui habite l'ancienne Ceylan depuis une trentaine d'années, disait que Sri-Lanka était « peut-être la base des grandes expéditions d'exploration du prochain siècle ». A condition toutefols que des Buttala à la puissance dix ou cent n'aient pes irrémédiablem avenir qui reste à définir. plement compromis un

JEAN-CLAUDE BUHRER

(1) Rensissance villageoise. (2) Mouvement insurgé nationaliste.

LE MONDE diplomatique

PREMIER VOLUME de la NOUVELLE COLLECTION

LES MERS, AVENIR dE l'EUROPE

132 pages en couleurs - 48 francs

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

. 7 %

 $\mathbf{u}^{(i_1,\ldots,i_{m+1},\ldots,i_m)}$

April 15 July 1

Rive

Scientification of the second

1 30 Buch

Pour calmer les craintes de la communauté financière aux Etats-Unis, qui avait auparavant protesté contre la décision de Washington de Somalie, en Bosnie-Herzégovine et en Palestine. Cette demande a

M. Andries Treumicht, leader du de Klerk et celui du Congrès natio-Parti conservateur (CP) favorable à nal africain (ANC), M. Nelson l'apartheid, participera à la rencontre organisée par plusieurs diri-geants noirs opposés aux accords conclus entre le gouvernement et l'ANC. La réunion se tiendra dans quelques jours, à l'initiative de MM. Mangosuthu Buthelezi, Lucas Mangope et du général Oupa Goozo, respectivement dirigeants du Kwazulu, du Bophuthatswana et du Ciskei, trois homelands «indépendants» ou autonomes. Selon des sources proches de M. Buthelezi, la réunion pourrait tgalement accueillir des représen-tants du QwaQwa, autre homeland dont les dirigeants sont hostiles à l'ANC, et des responsables de l'Union du peuple afrikaner, récente scission du CP.

Blanes, partisans d'un retour à l'apartheid, et des dirigeants noirs, dont certains, tels M. Buthelezi, y sont radicalement hostiles, œuvrent de concert. Cette nouvelle collaboration résulte de leur opposition commune aux résultats du récept

mise en place, durant la période intérimaire, d'un gouvernement

les deux parties s'étaient mises

d'accord sur l'élection d'une

Assemblée constituante et sur la

C'est la première fois que des sommet entre le président Frederik

« Nous allons pouvoir discuter d'options alternatives à ce que pro-posent de Klerk et Mandela », a poseni de Kierk et Mandeia, a assuré un porte-parole du CP, rappelant que son parti voulait transformer l'Afrique du Sud en une « confédération », permettant la création d'un Etat blanc. Cette solution permettrait également la transformation des actuels home-lands au Etat poir confédéré.

de régions dont l'autonomie reste à définir.

Le sommet de Libreville

Suite de la première page

Les relations de Paris avec le continent noir relèvent de plus en plus des domaines techniques et financiers. La France donne beaucoup, - elle se fait l'avocat des pays africains auprès de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, multiplie les exper-tises, bref... elle essaie de sauver les meubles. Constat d'échec? Façon d'admettre que les moyens de met-tre en œuvre la «doctrine» de La Baule n'ont pas été trouvés?

Cétait en juin 1990. Depuis, en référence à un discours de M. François Mitterrand qui marquera fortement les relations fra co-africaines, « La Baule » fait partie du vocabulaire des pays francophones d'Afrique. Dans un premier temps, pour les élites afri-caines avides de changement, ce nom fut synonyme d'encourage-ment. Mais l'espoir a été déçu. Aujourd'hui, en période de crise, graffitis et slogans antifrançais ont envahi les rues de Brazzaville, de

Tananarive et de Lomé. Certes, en deux ans, un séisme a seconé le continent. Le multipartisme est légal dans quarante et un des quarante-sept pays d'Afrique subsaharienne. Pas moins de dixsept pays auront vécu des élections cette année. Des dictateurs sont «tombés» – au Mali, au Bénin, au Congo, en Zambie, etc. Mais ce séisme, ce sont les Africains, et non pas la France, qui l'ont provo-qué. A La Baule, lorsqu'il encouragea les régimes autoritaires à s'en-gager sur la voie de la démocratie, M. Mitterrand ne fit en réalité que dont les prémices se faisaient déjà

Les « démocrates » africains, qui ont essentiellement retenu de son vitablement douloureuse. Or ils ont

Chacun and son rythme »

français avait prévenu que « la direction qu'il faut suivre » est le * pas à pas ». Au sommet de la francophonie, à Chaillot, en novembre 1991, il répéta que chacun devait y aller e à son rythme ». Le moins que l'on puisse dire, c'est que les amis du « pré carré » de la France en Afrique l'ont bien entendu. Ils ont libéré la presse, légalisé les partis, se sont efforcés de respecter les droits de l'homme. Les ingrédients censes faire prendre la sauce démocratique y sont. Mais manque le liant. La France liera tout son effort

lands en Etats noirs confédérés. assurant à leurs actuels dirigeants une survie politique qui a toute chance d'être mise à mal dans un autre cadre. L'ANC est, pour sa part, favorable au maintien d'un Etat unitaire. Quant à M. De Klerk, il a récemment proposé à la discussion la perspective d'une Afrique du Sud fédérale composée

discours la promesse d'une « prime à la démocratie», estiment aujourd'hui avoir été trompés. Ils attendaient de la France qu'elle «accompagne» une mutation inél'impression de vivre seuls les affres du changement, priorité étant donnée à la stabilité.

A La Baule déjà, le président

de contribution aux efforts qui seront accomplis pour aller vers plus de liberté », avait dit M. Mitterrand en 1990. Pour plaire, des « vitrines » ont donc été mises en place, mais les dirigeants, avec l'aide de leurs anciens partis uniques et profitant de l'immaturité (AFP.)

des oppositions, ont gardé les rênes en main (Côte-d'Ivoire, Guinée, Tchad, Gabon, Cameroun, etc.).

Les situations les plus chaotiques sont celles des pays qui ont voulu, comme le Bénin - un heureux exemple initié par la France -, faire table rase du passé. Or la méthode de la conférence nationale (sorte d'états généraux) a entraîné bien souvent des retours de bâton. Au Zaīre, le maréchal Mobutu s'est plié à l'exercice, mais il a gardé l'essentiel de ses prérogatives. Au Niger, profitant du vide politique créé par des institutions provisoires incapables, une partie de l'armée s'est insurgée afin de régler par la force la question touarègue. Au Togo, dans un climat d'une extrême violence, le général Gnassingbe Eyadéma a repris le contrôle d'un pays administré par des instilutions transitoires censées organiser des élections libres. Et Madaessesé compatt austi une

Stabilité et continuité

douloureuse période de transition.

Prudence, prudence... Face à ces soubresauts, à Paris, les maîtres mots demeurent « continuité », « stabilité » ou, au mieux, « consolidation ». Lorsqu'en février dernier, le régime ivoirier mit derrière les barreaux deux cents manifestants. dont les dirigeants de l'opposition, Paris ne pipa mot. Lorsque, en août 1991, des dizaines de Mai-gaches qui réclamaient le départ du président Didier Ratsiraka furent massacrés, la France resta muette. Lorsque, en décembre 1991, l'armée togolaise voulut récupérer son pouvoir en prenant d'assaut le bâtiment où siégeait le premier ministre de transition, les trois cents militaires envoyés de France au Bénin voisin ne traversèrent pas la frontière, au nom du principe de

cains de faire eux-mêmes leur bistoire. Mais celle qui se développe s'affaiblit. Economiquement, le continent s'enfonce dans la banqueroute. Les conflits se multiplient : Somalie, Liberia, Soudan, Sierra-Leone, Mozambique. Sans compter d'autres plus anciens : Rwanda, Djibouti, Tchad, rébellion touarègue au Mali et au Niger, Sénégal (en Casamance). La France n'a pas oublié sa responsabilité. Mais, face à une telle dérive, paradoxalement doublée d'une folle espérance et de l'apparition de nouvelles élites, elle se veut pragmatique. Désormais, s'il y a prime, c'est une «prime à la rigueur éco-MARIE-PIERRE SUBTIL

il est vrai qu'il revient aux Afri-

D Le roi Hassan II et les prési-

dents Biya et Kolingba ne participe-ront pas au sommet. – Le roi Hassan II du Maroc, le président Paul Biya du Cameroun et le général Andre Kolingha, chef de l'Etat centrafricain, out annoncé qu'ils ne participeraient pas au sommet de Libreville. La présence du maréchal Mobutu (Zaïre) et du général Gnassingbe Eyadéma (Togo) restait incertaine samedi. En tant que doyen d'age, le président ivoirien, M. Félix Houphouët-Boigny, a été chargé par M. François Mitterrand de lire un message personnel. -

PROCHE-ORIENT

Pour faire pression sur le régime de M. Saddam Hussein

Le Conseil de sécurité autorise la saisie d'une partie des avoirs irakiens à l'étranger

Le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté, ven-dredi 2 octobre, une résolution (778) autorisant la saisie des avoirs irakiens qui correspondaient à des ventes de pétrole et qui avaient été gelés à l'étranger après l'invasion du Koweit en sout 1990, ainsi que du pétrole stocké hors d'Irak à la même époque. La résolution a été adoptée par quatorze voix (sur quinze), la Chine ayant opté une fois de plus pour l'absten-

. .. arite tien

HE DOE.

1 1 1 1 1

· CONTRACT

A CONTROL OF THE CONT

1. 1.

1,500 1,500

27.22.28 2.36 2.36

114

1. 1. 10 3

En adoptant la résolution 778, l'objectif du Conseil est de contraindre l'irak à accepter de vendre du pétrole pour un montant de 1,6 milliard de dollars sur une période de six mois, sous le contrôle des Nations unies, conformément aux résolutions 706 et 712 adoptées en 1991, ce montant devant servir à venir en aide à la population irakienne pénalisée par l'embargo général et à financer les opérations de l'ONU en Irak.

Proposée par Washington et co-parrainée par plusieurs pays dont la France, le texte de la résolution 778, extrêmement complexe, porte sur des sommes de plus d'un demi-milliard de dollars se trouvant pour la plupart aux Etats-Unis, ainsi que du pétrole stocké en Ars-bie saoudite et en Turquie.

Une partie de ces sommes, qui seront considérées comme un seront considérées comme un aprêt » par l'Irak jusqu'à l'application des résolutions 706 et 712, sera veraée au fonds de compensation pour les «victimes» de la guerre du Golfe. Le coût des travaux de la Commission spéciale chargée du désarmement de l'Irak sera aussi déduit de ces fonds, ainsi que « la fourniture de secours humanitaires en Irak... en tenant compte des préférences éventuellement exprimées par les Etats viront ou fournissant des fonds quant à la répartition de cès fonds entre les-dites activités ».

do saisir les avoirs irakiens placés dans les banques américaines, le texte dispose que la résolution « sera sans effet sur les droits, dettes, et créances existant pour ces fonds avant leur virement au compte sous séquestre» de l'ONU. A la demande américaine également, aucun Etat « ne sera tenu de faire virer des fonds supérieurs à 200 millions de dollars». Le ministre des affaires étran-

de saisir les avoirs iraliens placés

gères irakien, qui se trouve depuis deux semaines à New-York, a préféré ne pes assister aux travaux du Conseil, Qualifiant le texte d'a illé-gitime», M. Al-Sahaf estime que le Conseil de sécurité a commence à se prendre pour la Cour internatio-nale le justice ».

Dans son discours devant l'Assemblée générale, le ministre ira-kien a proposé de vendre pour quatre milliards de dollars de pétrole pendant six mois, et de

des personnels engagés dans des opérations humanitaires *(le Monde* du 3 octobre). ler un mémorandum avec l'ONU -permettant la présence du personnel des Nations unies et des organisations humanitaires - est une des raisons pour lesquelles le Conseil de sécurité ne veut pas alléger les sanctions économiques

financement des actions de l'ONU

en Somalie, en Bosnie-Herzegovine et en Palestine. Cette demande a

été refusée par les membres du

Conseil. Afin de se concilier ce dernier, les autorités de Bagdad

avaient accepté la veille d'accorder

trente-six visas à des personnels de

PONII, dont trente-trois a gardes

bleus» - chargés de la protection

imposées à Bagdad; la non-coopé-ration de Bagdad avec la Commission spéciale chargée du désarmement de l'Irak en est une autre.

AFSANÉ BASSIR POUR

Dans le sud du pays

Bagdad veut prendre le contrôle de la hiérarchie et des biens chiites

Le gouvernement irakien veut ire main basse sur la hiérarchie et les lieux saints chiltes dans le n'en donne que davantage de gravité à ce qu'il nous annonce, le petit-fils du grand ayatolish Aboul Qassem Al Khoï – décédé en août en Irak (le Monde du 11 août), – M. Youssif Al Khoï, parle d'un méritable. véritable a détournement » (hijacking) de l'autorité chiite par le régime de Bagdad. Il en a averti les Nations unies, à qui il demande une « action directe et ferme » pour

C'est à Nadjaf, au sud de l'Irak, que se trouve le siège des plus hautes autorités religieuses chiltes. La ville est située au sud du 32 parallèle, c'est-à-dire à l'intérieur du périmètre de la zone d'ex-clusion aérienne récemment impo-sée à l'Irak par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France; mais cela n'empêche pes les autori-tés irakiennes de poursuivre leurs actes d'intimidation (le Monde du 12 septembre).

« Le gouvernement irakien a choisi et soutient un candidat précis qu'il veut imposer à la hièrarchie religieuse», faisant ainsi fi de tra-ditions historiques bien établies de

séparation des affaires de l'Etat et des institutions théologiques chittes, affirme M. Al Khol dans son message aux Nations unies.

Le choix des autorités irakiennes Le choix des autorités irakiennes s'est porté sur l'ayatollah Mohammad Al Sadr, un Irakien d'une cinquantaine d'années, originaire de Kassimiyeh. Issu d'une famille religieuse connue et respectée, l'ayatollah Al Sadr est apprécié pour ses qualités, mais il n'a pas le degré d'instruction théologique requis pour diriger la hiérarchie chité.

« Nous sommes quasi certains que sa candidature est le résultat des actes d'intimidation exercés par le gouvernement de Bagdad, indique un membre de la Fondation Al Khoï à Londres. Il sera donc à la merci du gouvernement de Baştad dans tous ses faits et gestes.» Pour la communauté chitte elle-même, deux chefs religieux peuvent pré-tendre à la succession du grand ayatollah Al Khoī: Sayed Abdol-Aals Sabzévari, et Sayed Al Sas-tani, tous deux d'origine tranienne. Mais dans leur entreprise de contrôle de la hiérarchie chitte, les autorités irakiennes jouent précisé-ment sur la nationalité des caudi-dats, alors que, traditionnellement, celle-là transcende celle-ci.

La désignation du grand ayatol-lah émane d'un « soutien de la base», et les institutions théologiques et écoles religieuses jouent un rôle important dans cette désignarose important dans texte designa-tion. Aussi, pour arriver à leurs fins, les autorités irakiennes, indi-que M. Al Khoï, ont-elles fait arrêter pendant quelques heures, le 23 septembre, l'un des fils du grand ayatollah, Sayed Mohammad Taki, pour qu'il donne publique-ment son annui au candidat du ment son appui au candidat du gouvernement, ce qu'il a refusé; comme il a refusé de condamner publiquement, ainsi que l'exigeait Bagdad, les efforts internationaux Bagdad, les efforts internationaux visant à secourir et à protégér la population. « Aujourd'hui Sayed Mohammad Taki vit dans une peur constante pour sa propre séculité et celle des membres de sa famille et des proches» de l'ex-grand ayatoliah.

N'hésitant devant rien, le gou-vernement irakien, toujours selon M. Al Khol, fait du chantage aux visas. Pour renouveler les autorisa-tions de séjour des étudiants et enseignants en théologie étrangers, il exige d'eux un soutien à son propre candidat au poste d'imam. Quelque deux cents membres des

écoles religieuses, principalement

non irakiens, qui ont passé la plus grande purtie de leur vie en Irak se trouvent ainsi menacés d'expul-Le gouvernement continue par nilleurs de tenir en otage plus de cent membres haut places des écoles religieuses de Nadjaf, y com-pris le plus jeune fils de l'ayatollah Al Khoi, Sayed Ibrahim. Le gou-

vernement irakien affirmant igno-rer où ils se trouvent, leurs vies sont en danger. Dans son compte rendu effectué en noût dernier devant le Conseil de sécurité sur la situation des droits de l'homme en Irak, le rap-

des Afghans, des Pakistanais, des Indiens, des Iraniens et des Arabes

porteur spécial des Nations unies sur l'Irak, M. Max van der Stoel exprimait déjà de sérieuses inquiétudes à propos des traitements réservés à la hiérarchie religieuse chiite. « Mes efforts visant à obtenir des informations sur leur sort sont demeures vains», disait-il, se déclarant particulièrement préoccupé par la situation du fils du grand ayatollah, demeuré avec lui au cours des dernières années de sa

MOUNA NAIM

AMÉRIQUES

BRÉSIL

Le président par intérim est entré en fonctions

Le vice-président Itamar Franco est devenu président par intérim en raison de la procédure de destitution engagée contre M. Fernando Collor. RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

Un simple geste de la main en escaladant le marchepied d'un héticoptère, et M. Fernando Collor de Mello. accompagné de son épouse, disparaît dans les airs. Il n'est plus qu'un président du Brésil mis en congé, rejoignant sa résidence privée. Une demi-heure suparavant, le sénateur Direcu Carneiro, premier secrétaire de la Haute Assemblée, lui avait officiellement signifié sa mise en accusation. Le chef de mise en accusation. Le chef de l'Ent a écouté sans rien dire, l'air tendu, avant d'en signer rapidement l'accusé de réception. Une courte cérémonie suivie par la plupart de ses ministres, et quelques-uns de ses proches collaborateurs. Dans une autre salle du Planalto, M. Itamar Franco est, peu de temps après, aprésident en exercice».

Initialement prévue pour lundi, cette étrange passation de pouvoir a finalement été avancée à vendredi finalement été avancée à vendredi matin. La requête du vice-président, demandant au Sénat un délai pour lui permettre de préparer la formation de son futur gouvernement avait été très mal reçue par les sénateurs. L'un d'entre eux, M. Jose Paul Bisol, a adressé une violente diatribe à ses confrères en faisant allusion aux tractations en cours pour les nominations de ministres: a la commission « Vos excellences seront-élles à la hauteur de la volonté nationale, ou

allons-nous retomber dans les vieilles querelles d'une politique défunte? Le vice-président a des problèmes? Ce n'est pas au Sénat qu'il appertient de les régler, il faut que cette ques-tion soit clairement et rapidement résolue.»

Le président du Tribunal suprême, M. Sydney Sanchez, a tranché, en estimant que, d'un point de vue juridique, « il était impossible d'attendre plus long-temps». A l'annouce de cette décision, M. Collor a rédigé une « lettre à la Nation», sous la forme d'un court texte de vingt-cinq lignes adressé à son porte-parole, M. Etc-valdo Dias. Dans cette missive, le chef de l'Etat affirme: « A aucun moment je n'ai sali la dignité de mes fonctions publiques ni abandonné la mission de transformer notre pays en un exemple de modernité. » Le billet manuscrit s'ouvre par quelques vers, en français, de nue. * Le puiet manuscrit s'ouvre par quelques vers, en français, de Sully Prudhomme: « Soyons comme l'oiseau, posé pour un ins-tant, sur un rameau trop frèle, qui sent trembler la branche, et qui chante pourtant, suchant qu'il a des ailes. »

Selon son porte-parole, M. Collor souhaite a réfléchir, écrire, et préparer sa défense, sans aucunement prétendre organiser un quelconque cabinet parallèle ». Il installera, dans l'une des résidences destinées aux hôtes de la République, la Granja do Torto, quelques collaborateurs fidèles et disposera toujours de certains avantages matériels (voitures,

Les regards se tournent mainte-nant vers M. Itamar Franco. «En ce moment difficile traverse par le pays, nous demandons à Dieu, bonté intelligence, et humilité », a-t-il déclaré, lors de son intronisation, en reconstrant simplement ou à il

en promettant simplement qu'« il n'y aurait pas de corruption dans son gouvernement». La composition de son cabinet avait fait l'objet, la de son cannet avait sait 1 00jet, la veille, d'une mise au point : « Ceux qui pensent pouvoir faire pression pour obtenir tel ou tel ministère se trompent, la décision appartient exclusivement au président de la République. »

Cette remarque intervenait après les nombreuses discussions qui ont cu lien entre lui-même et les diffè-rents partis d'opposition. Le point le plus délicat concernait la nomi-nation du ministre de l'économie qui divisait les parties en présence. Le président du Parti du mouvement démocratique brésilies (PMDB, centre), M. Orestes Quer-cia, nyant même signifié chairement son evelo» à certains noms. Fina-lement le PMDB et le Parti des travailleurs (PT, gauche) ont amoncé qu'ils ne participeront pas an gouvernement, même s'ils assurent qu'ils le soutiendront. A l'exception du nouvean titulaire des affaires étrangères, le réputé et respecté sociologue et sénateur Fernando Henrique Cardoso, M. Itamar Franco a fait appel à des hommes peu ou pas comus. Ainsi de l'avocat, député et ancien maire de Recife, M. Gustavo Krauze, au ministère de l'économie, on de l'ancien secrétaire des finances de l'Etat du Minas Gerais, M. Paulo Haddad, au ministère du plan. travailleurs (PT, gauche) ont

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

ETATS-UNIS

La liberté de mendier Les millions de sans-abri

qui tendent la main dans toutes les villes américaines viennent de remporter une importante victoire : la justice a déclaré inconstitutionnelle la décision de l'Etat de New-York d'interdire la mendicité dans les rues, première étape d'une batailla judiciaire qui risque de remonter jusqu'à la Cour suprême des Etats-Unis. Dans un arrêt rendu public cette semaine, un juge fédéral a estimé que l'Etat de New-York contrevensit au premier amendement consacrant la liberté d'expression en interdisant la mendicité dans les endroits publics, un répit pour les 80 000 à 100 000 sans-abri qui hantent les rues de la seule ville de New-York.

Même si le juge Robert Sweet a reconnu e la validités du droit des autorités à faire respecter l'ordre, il a estimé que « le message que la mendicité anyoia sur notre société a était une forme d'expression, qui devait être protégée comme les autres. «Un mendiant ne menace pas la société et son seul crime est d'être dans le besoin», a également estimé le juge. - (AFP.)

LES MERSI AVENIR dE L'EUR

LE REMANIEMENT DU GOUVERNEMENT

Mieux entendre le monde des campagnes

La présidence de la République a fait part, vendredi 2 octobre en début d'après-midi, du remaniement du gouvernement devenu Indispensable et annoncé après la décision de MM. Michel Charasse et Jean-Marie Rausch de choisir le Sénat auquel ils ont été élus le dimanche 27 septembre.

Les changements intervenus se traduisent d'abord par le retour au gouvernament de M. Jean-Pierre Soisson, nommé ministre de l'agriculture et du développement rural en remplacement de M. Louis Mermaz, qui était ministre de l'agriculture et de la forêt. Celui-ci devient ministre des relations avec le Parlement et porte-parole du gouvernement, à la place de M. Martin Malvy, qui exerçait ces fonctions avec le titre de secrétaire d'Etat et qui succède à M. Michel Charasse comme ministre du budget.

Deux nouveaux élus entrent au gouvernement. M. Gilbert Baumet, sénateur (France unie) du Gard, remplace M. Jean-Marie Rausch au poste de ministra délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du commerce et de l'artisanat. M. André Billardon, député socialiste de Sagne-et-Loire, est nommé au poste, créé pour l'occasion, de ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et du commerce extérieur chargé de l'énergie. Par ailleurs, M. André Laignel, secrétaire d'Etat à l'aménagement du territoire, qui dépendait jusqu'alors directement du premier ministre, est dorénavant rattaché au ministre de l'industrie et du commerce extérieur.

L'annonce de ce remaniement a suscité diverses réactions critiques visant M. Soisson dont le retour ne fait pas l'unanimité. Le RPR

et le Parti républicain ne sont pas les seuls à rappeler que le nouveau ministre de l'agriculture avait été poussé par M- Edith Cresson à abandonner ses fonctions gouvernementales précédentes, au printemps dernier, après avoir été éju président du conseil régional de la Bourgogne dans des conditions controversées, certains de ses concurrents l'ayant accusé d'avoir bénéficié de suffrages émanant du Front national.

Mais il s'agit surtout, pour M. Bérégovoy, de faire appei aux compétences « politiques » du maire d'Auxerre pour tenter d'apaiser les campagnes, et montrer au monde rural que son message du 20 septembre a été entendu. M. Solsson a déclaré qu'il avait reçu pour mission du premier ministre d'être mieux « à l'écoute » du monde rural.

M. Soisson a lancé, de son côté, dès vendredi soir, un appei à l'ouverture en déclarant notamment, sur France 3 : « Si des amis centristes veulent me rejoindre dans le cadre d'un mouvement d'ouverture qui va comprendre France unie, l'Association des démocrates, Performance et pertage, et tous ceux qui veulent venir avec nous, je leur souhaite naturellement la bienvenue. Je suis un ministre d'ouverture. (...) Edith Cresson m'avait demandé de choisir entre la Bourgogne et le gouvernement, j'ai choisi la Bourgogne. Aujourd'hui, Pierre Bérégovoy premier ministre bourguignon, me dit que la Bourgogne et le gouvernement sont complémentaires, alors je prends le gouvernement en complément de

Ceux qui arrivent

Agriculture et développement rural : M. Jean-Pierre Soisson

Le retour après la pénitence

Heureuse semaine pour M. Jean-Pierre Soisson : au match retour du premier tour de la Coupe de l'UEFA, son équipe de football, l'AJ Auxerre, écrase, par 7 buts à 1, les Bulgares de Lokomotiv Plovdiv... et il revient au gouverne-

Un gouvernement qu'il avait quitté, il y a six mois, au lendemain d'une élection contestée, le 27 mars, à la présidence du conseil régional de Bourgogne. Ce succès, temps, était vite devenu embarrassant : les élus du Front national auraient mêlé leurs bulletins à ceux destinés plus naturellement à M. Soisson. Mis en demeure par Mm Edith Cresson de choisir entre le gouvernement et la Bourgogne, maire d'Auxerre avait opté pour la seconde, avec pour objectif d'en faire « le laboratoire de l'ouver-

Comme dit l'adage populaire, « mieux vaut tard que jameis... ». L'idée qui consiste à constituer un

grand ministère de l'agriculture et

du développement rural apparaît en effet judicieuse, même si elle

n'est pas complètement nouvelle

puisqu'il existe déjà au sain du

ministère que dirigeait M. Louis Mermez une direction de l'espece rural et de la forêt. Mais qui trou-

vera à redire à une initiative gouvernementale cohérente, et enfin

concrétisée, qui prend en compte

les espaces au même titre que les

hommes, les produits, les circuits,

les filières de production et de vente du blé ou du bœuf?

galopante et trop désordonnée (aussi bien dans les pays indus-

trialisés que dans le tiers-monde)

conduit simultanément à grossir des bankeues sans joie et à vider

les campagnes, il est bon qu'une autorité politique de poids prenne

en charge la destin de la quasi-to-telité du territoire français. Car

80 % de la population habite et

travaille sur à peine 20 % du terri-toire, et, au rythme où vont les

choses et où se gonfient l'Ile-de-France ou l'axe Lyon-Marseille, on

A une époque où l'urbanisation

Pour ce centriste plus républicain-radical que libéral, l'ouverture cant-radical que noeral, l'ouverture est aujourd'hui ce qui pourrait résulter de l'alchimie entre socia-listes, écologistes et réformistes. Hier, avec M. Valéry Giscard d'Es-taing, à la veille des législatives de 1978, il avait participé activement à la constitution de l'UDF, struc-ture sounle de rannrochement entre ture souple de rapprochement entre radicaux, centristes et libéraux, destinée à faire pièce aux ambi-tions d'un RPR reconstruit en 1976, au service de M. Jacques

> Toujours d'actualité?

Sa fidélité à M. Giscard d'Estaing s'émoussera au fur et à mesure que s'aiguisera son attache-ment à M. Raymond Barre. En 1988, il attendra les législatives et le deuxième gouvernement de

Les grands espaces à l'honneur



M. Michel Rocard pour rejoindre ceux qui, eux aussi partisans de M. Barre, avaient rallié avant le second tour le candidat François

Il faudra au ministre d'ouverture beaucoup d'entregent et de diplo-matie pour faire oublier aux socialistes qu'il n'est pas des leurs. Il lui en faudra tout autant pour convaincre ceux de l'opposition qu'il n'est pus un traitre. Son travail de séduction-persuasion se soldait, par exemple, par la large adoption de son budget du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle en novembre 1988. Précieux pour apporter au gouver-nement les quelques voix de députés nécessaires à l'adoption de tel ou tel texte, M. Soisson n'a pu ni constituer le groupe autonome qu'il souhaitait à l'Assemblée nationale, ni faire élire M. Huguette Bouchardeau au «perchoir» face à M. Henri Emmanuelli en avril der-

La politique, pour M. Soisson, c'est à la fois une drogue, une passion et un métier auquel on ne s'adonne véritablement qu'avec un mandat local. Maire d'Auxerre depuis plus de vingt ans, il est aussi depuis longtemps convaincu

Né le 9 novembre 1934 à Auxerre (Yonne), M. Jean-Pierre Soisson, licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, est entré à la Cour des comptes à sa sortie de l'ENA. Consciller technique dans plusieurs cabinets ministériels à partir de 1964, il est élu pour la première fois député de la première circonscription de l'Yonne en 1968. Membre de la Fédération mationale des républicains muèpendants, dont il a été successivement secrétaire genéral adjoint (1969) puis vice-président (1973), il a occupé ensuite les fonctions de secrétaire genéral du Parti républicain de 1977 à 1978. Maire d'Auxerre depuis 1971, consciller général de 1970 à 1976 et de 1982 à 1988, M. Soisson a cu différents postes au gouvernement, tout au long du septennat de M. Valéry Giscard d'Estaing: secrétaire d'Etat aux universités (1974-1976), secrétaire d'Etat à la formation professionnelle (1976), secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports (1976-1977), maistre de la jeunesse et des locales de la locales de local nesse, des sports et des loisirs (1978-1981). Redevenu député en 1981. M. Sorsson, qui a présidé de 1980 à 1988, la commission de surveillance de a 1900, la commission de surremance de la Caisse des dépôts et consignations, revient au gouvernement après la rédéc-tion de M. François Mitterrand en 1988. Ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de 1988 à 1991, il a éte ministre de la fonction 1991. Il a cte ministre de la rolection publique et de la modernisation adminis-trative de 1991 jusqu'à sa démission le 28 mars dernier après son élection à la présidence du conseil régional de Bour-gogne où il siège depuis 1983.]

que, sans parti, la tâche publique est périlleuse. D'où son soin à constituer et à faire vivre France unie, modeste structure lancée en avril 1990. Le 10 octobre le nouveau ministre de l'agriculture nouveau mouvement, né de la fusion de France unie, de l'Association des démocrates, présidée par M. Jacques Pelletier, et du Club Performance et partage animé

M. Soisson voyait dans l'Europe une raison supplémentaire de croire que l'ouverture était touiours d'actualité, et dans le référention politique. Il veut croire que sa nomination conforte ses yœux, naigré un « non » majoritaire, le 20 septembre, dans trois des quatre départements bourguignons, dont le sien, l'Yonne, et la Nièvre, celui du président de la République, son voisin géographique du Morvan.

Energie: M. André Billardon

L'un des piliers fabiusiens

M. André Billardon ressemble à ce que fut le Parti socialiste des années de conquête : provincial, enseignant, laïque, grand amateur d'élections cantonales et de congrès - et mitterrandiste, évidemment. D'autant plus mitterrandiste que son terrain d'action est en Bourgogne, la région d'élection du prési-dent de la République, qu'il est fui-même né dans la Nièvre et que son patron, en Saône-et-Loire, a longtemps été M. Pierre Joze, compagnon de longue date du chef de l'Etat.

Conseiller municipal d'Autun en 1973, conseiller général du canton d'Autun-Nord en 1975, M. Bil lardon est élu député dans la circonscription du Creusot en mars 1978. L'année suivente, son mandat de conseiller général lui est renouvelé et il prend la présidence de l'assemblée départementale, qu'il exercera jusqu'en mars 1982. La victoire de 1981 fait de ce militant, qui s'est spécialisé dans la politique industrielle, l'un des arti-ANNE CHAUSSEBOURG politique industrielle, l'un des arti-sans des nationalisations, puisqu'il

préside, à l'Assemblée nationale, la commission spéciale chargée d'étu-dier le projet de loi du gouverne-

Un an plus tard, il succède à M. Joxe, qui dirige le groupe socia-liste de l'Assemblée nationale, à la présidence du conseil régional de Bourgogne, Il ne conserve cette fonction que quelques mois, car les progrès de l'opposition aux élec-tions municipales de mars 1983 enlèvent à la gauche la majorité dans cette assemblée, alors formés de parlementaires et de délégues des collectivités locales. M. Billardon se consacre de nouveau à la politique industrielle, il crée alors, commission de travail qui participe à la préparation des projets gouvernementaux. Il noue, à cette épo-que, avec le ministre de l'industrie et de la recherche, M. Laurent Fabius, des liens qui leront de lui, quelques années plus tard, l'un des piliers du courant fabiusien au sein

Auparavant, en juillet 1984, M. Joxe est entré dans le gouvernement de M. Fabius comme minis-tre de l'intérieur, et M. Billardon lui a succédé à la présidence du groupe socialiste. A ce poste, il lui a fallu faire accepter par les dépu-tés de son parti la représentation proportionnelle départementale pour les élections législatives, mode de scrutin qui en envoie une centaine au tapis avant même d'avoir fait campagne. Il est lui-même favorable à un scrutin mixte et il ne l'oubliera pas lorsque, fin 1991, devenu numéro deux du parti, il soutiendra la proposition de réforme électorale du premier secrétaire, M. Pierre Mauroy, alors que M. Fabius, comme M. Michel Rocard, y est hostile.

Commerce et artisanat : M. Gilbert Baumet

Un symbole d'ouverture

M. Gilbert Baumet a fait sa pre- tait, entre autres choses, à combatmière apparition dans les colonnes de la presse nationale comme... démolisseur. Elu maire de Pont-Saint-Esprit, dans le Gard, en mars 1971, à vingt-huit ans, ne dédaignant pas de laisser dire qu'il avait été élève de l'ENA, il avait suscité la colère de Michel Guy, secrétaire d'Etat à la culture, trois ans plus tard en faicant démolir ans plus tard, en faisant démolir un hôtel particulier dont la façade était classée monument historique. Le maire estimait que l'édifice menaçait de s'effondrer et que les affaires culturelles ne versant pas les crédits nécessaires pour le res-taurer, la sécurité publique exigenit sa destruction pure et simple. Michel Guy avait porté plainte contre le «vandale» et obtenu, en première instance et en appel, la condamnation de M. Baumet à un mois de prison avec sursis et 75 000 F d'amende.

M. Baumet était aussi conseiller général du cauton de Pont-Saint-Esprit, où il avait été élu par la droite, en septembre 1973, contre un candidat socialiste et un candidat communiste. Ayant adhéré, entre-temps, au PS, il portait les couleurs de ce parti aux élections cantonales de mars 1979 et, en septembre de la même année, le président du conseil général étant décédé, il lui succédait avec les voix de trente-sept conseillers sur quarante-trois, les six suffrages manquants alfant à d'autres canditiste était né. Il vit toujours.

Ce n'est pas faute d'adversaires. Ce n'est pas faute d'adversaires.
Les mitterrandistes ne lui pardonnaient pas, au début des années 80,
d'avoir associé sa signature à celle
d'Henri Darras, président du
conseil général du Pas-de-Calais, en
décembre 1979, pour demander à
M. François Mitterrand de s'effacer au profit de M. Michel Rocard
comme candidat à l'Elysée. En
mai 1981, les Français ont découvert à la rélévision une Nimoise
fringante. M. Georgina Dufoix fringante, M. Georgina Dufoix, nommée secrétaire d'Etat à la famille et dont la mission consis-

ne s'y est pas moins essayé. Dix ans plus tard, M^{to} Dufoix ne fait plus de politique, et M. Cambacé-rès a quitté le PS... du RPR

tre l'influence délétère du président du conseil général dans le départe-ment. M. Jean-Marie Cambacéres,

conseiller au cabinet de Gaston

Defferre et implanté à Sommières

M. Baumet a vu arriver sur ses plates-bandes, aussi, M. Jean Bousquet, le PDG de Cacharel, qui, fortune faite à Paris, s'est souvenu qu'il était né à Nîmes et s'y est fait élire maire en mars 1983. Qu'à cele ne tienne! Pour contenir les ambitions de M. Bousquet, le président du conceil aéméral. Élu sénasident du conseil général, élu séna-teur en septembre 1980, a décidé de faire alliance avec M. Jacques Chirac et de s'inscrire, en piein mois d'août 1985, au groupe RPR du Sénat. Cette fois, ses amis lui ont quand même expliqué qu'ils étaient, eux, socialistes, et que leurs électeurs risquaient de ne pas comprendre. Depuis, M. Baumet a rejoint, su Sénat, le Rassemblement démocratique et européen, après avoir longtemps séjourné chez les non-inscrits.

Le nouveau ministre délégué au commerce et à l'artisanat, qui appartient au mouvement France unie et qui dirigait la liste de la majorité présidentielle aux élec-tions régionales de mars dernier, estime que son entrée au gouverne-ment est un symbole d'ouverture. D'ouverture d'esprit, sans aucun

[NS le 5 février 1943 à Pont-Saint-Es-prit (Gard), licencié en droit et diplôme de l'HP de Paris, M. Baunnet est maine de sa commune natale depuis nars 1971; curveiller général depuis septembre 1973, président du conseil général du Gard depuis septembre 1979, Elu sénateur en septembre 1980, réétu en septembre 1989, M. Baumet est entré au censeil régional de Languedoc-Roussillon en mars dernier.]

Un militant consciencienx

La formation du gouvernement de M. Pierre Bérégovoy, en avril dernier, avait fait espérer au député de Saône-et-Loire un poste ministériel, celui du budget peut-ètre, qui serait venu couronner son travail de parlementaire et de militant conscience M. En bins état. tant consciencieux. M. Fabius étant devenu premier secrétaire du PS. M. Billardon, qui préside la Com-munauté urbaine Le Creusot-Montceau-les-Mines depuis mars 1989, n'était plus numéro deux du parti et se trouvait quelque peu désœu-vré. Chargé de la campagne du PS pour le référendum sur le traité de Maastricht, il a essuyé, dernière-ment, les critiques dues à l'atonie du parti dans cette période. Son entrée au gouvernement apparaît comme une compensation, en même temps qu'elle équilibre, en faveur des socialistes qui auraient pu s'en offusquer, le retour de M. Jean-Pierre Soisson, président du conseil régional de Bourgogne.

P. J. [Né lé 22 octrobre 1940 à Montecauvle-Comre (Nièvre), licencié en mathématiques, enseignant. M. Billardon a été
conseiller municipal d'Autun (dans la
minorité) de 1973 à 1980. Il est conseiller municipal du Creusot et président de
la communauté urbaine. Le CreusotMontecau-les-Mines depuis mars 1989.
Conseiller général d'Autun-Mord
depuis 1975, il a présidé le conseil général de la Saine-et-Loire de mars 1979 à
mars 1982 es le conseil régional de Bourgogne d'octobre 1982 à mai 1983.
Député de Saone-et-Loire depuis mars
1978, il a présidé le groupe socialisse de
l'Assemblée nationale de juillet 1964 à
mars 1986. Il a été membre du secrétarial national du PS, chargé de la coordnation (numéro deux) de mai 1991 à janvier 1992.]

en sera bientôt à 90 % et 10 %. Un thème fédérateur

C'est toute la question de l'aménagement équilibré du terri-toire qui est posée, sinsi que calle de la concentration des activités économiques, culturalles ou universitaires dans les métropoles et les villes de deux cent mille à trois cent mille habitants. Mais qui sait que près de quatre cents cantons, depuis les Ardennes jusqu'aux Pyrénées, sont menacés tout simplement d'extinction démographi-

On n'hésitera pas non plus à applaudir au principe selon lequel le ministère de l'agriculture ne devra plus se contenter d'être celui des seuls agriculteurs. Dans les villages et les petites villes, demeurent, produisant et dépen-sent aujourd'hui devantage d'artisans, de membres des professions libérales, d'ouvriers, de retraités, que de cultivateurs ou d'éleveurs au sens strict. Le vaste espace rural français appartient autant aux premiers qu'eux seconds. Les syndicats agricoles l'ont d'ailleurs blen compris qui savent que, dans le triptyque a pays-paysage-paysans », ils ne sont plus les seul protagonistes. Et la FNSEA comme le CNJA devraient être les premiers à se réjouir de la nouvelle configuration gouvernementale, tant ils insistem chaque occasion pour qu'existent encore demain des ragriculteurs debout sur tout le terri-

Président du conseil régional de Bourgogne, M. Jean-Pierre Soisson ne devrait pas éprouver trop de mal à saisir l'importance des enjeux. Outre la riche frange nordsud entre Dijon et Lyon et le bassin de Sens attiré par Peris, la plus grande pertie de «sa» région s'enfonce dans une spirale démographique inquiétante affectant autant Château-Chinon que la colline sacrés d'Alésia. Chaque année trois mille jeunes quittent le Bourgogne pour poursuivre leurs études ailleurs ou pour charcher

Le programme du nouveau ministre a été fixé par M. Soisson lui-même, le 29 septembre. Concluant, à Dijon, la journée sui la préparation du plan régional, il déclarait de façon apparamment prémonitoire : «La vote des campagnes lors du référendum montre que dans un souci de cohésion nous ne pouvons laisser à la dérive les agriculteurs et les zone rurales. Une politique de développerment ural est plus que jamais, nécessaire et, plus que jamais, elle doit s'intégrer dans une politi-que plus ambitieuse d'aménage-ment du territoire. L'aménagement de l'espace rural est le thème eur par excellence...»

Aux actes maintenant, et pas sculement en Bourgogne i FRANCOIS GROSRICHARD The second second second second

1 1212

10 14 B

1 12,754 (1)

100

1. 18 18 14

2.3

1.00

SEPTEMBER OF STREET

... *

.. 4

Relations avec le Parlement : M. Louis Mermaz de M. Jean-Pierre Soisson

Un professeur diplomate loin des paysans

Le moins que l'on puisse dire est qu'entre M. Louis Mermaz et les principales organisations profession-nelles agricoles, le courant ne passait pas. Il y a trois jours encore, M. Luc Guyau, président de la puissante FNSEA, l'accusait de «mener les paysans en baieau» (le Monde du 30 septembre). Son ton professoral, l'impression qu'il donnait (sans cher-cher à la dissimuler) de s'ennayer en manipulant des chiffres ou en pas-sant en revue le sort des diverses productions, ses passages éclairs envi-sagés, annulés puis reconfirmés aux congrès syndicaux, que tout ministre de l'agriculture se doit de respecter comme des tribunes privilégiées, ont au fit des mois provoqué un froid, pour ne pas dire un certain antago-nisme, entre les pouvoirs publics et la très complexe galaxie du monde

Il n'y a véritablement qu'un point sur lequel M. Mermaz se sentait à l'aise dans ses fonctions : les négocia-tions internationales, qu'il s'agisse des « réunions marchandage » des

Douze, des bras de fer avec les Etat-Unis au GATT ou des voyages déli-cats à l'étranger qui n'avaient rien à voir avec l'agriculture, mais bien davantage avec la haute diplomatie de le Experience de la Experi de la France, comme celui qu'en juin dernier il effectua en Algérie pour sonder les intentions des autorités du pays et renouer le dialogue. Sur le plan intérieur, il serait

injuste pourtant de reprocher à M. Mermaz d'avoir traité avec désinvolture le malaise paysan. Dès juin 1991, devant le CNJA, il annonce un programme de modernisation de la profession. A l'automne de la même année les campages s'embrasent en profession. A l'automne de la meme année, les campagnes s'embrasent, en raison notamment de la crise de la viande bovine. Ses liens anciens et forts avec le président de la Républi-que (qui remontent à son adhésion en 1955 à l'Union démocratique et de M. Mitterrand) vont lui permet-tre, par le buis d'une interview du chef de l'Etat au Journal du Centre, de calmer les esprits. Une interview qui constitue un programme de tra-

vail précis : préretraites pour les agri-culteurs âgés, aides aux calamités provoquées par le gel ou la séche-resse, allègements fiscaux, report de cotisations sociales, détaxation des carburants dérivés du colza, du blé, ou de la betterave, soutien à l'instal-lation des jeunes agriculteurs... Toutes ces mesures prendront pro-Toutes ces mesures prendront pro-gressivement effet, plus ou moins vite et plus ou moins complètement, d'abord dans le budget de 1992, puis dans le «plan d'adaptation» annoncé par M. Bérégovoy fin juillet 1992 et dans le projet de loi de finances pour 1992.

Au chapitre international, les syn-dicats reconnaissent volontiers que l'Europe et la France, (puissance agri-cole numéro un des Douze), ont jusqu'à ce jour su résister aux menaces américaines – exacerbées par la cam-pagne présidentielle outre-Atlantique – dans le cadre des très difficiles négociations du GATT. « La Communauté doit réagir encore plus vigoureusement, car si Washington nous accuse de subventionner nos producteurs d'oléagineux, M. Bush a décide, lui, de subventionner sans compter ses exportateurs de céréales». rappelait-il le le octobre. Visiblement, M. Mermaz se délectait de ces escarmouches européo-américaines dans lesquelles la France joue le rôle de trublion en chef.

Reste l'accord du 21 mai sur la réforme de la politique agricole commune (PAC), qui fait :cujours couler autant d'encre et qui provoque notamment la journée nationale d'ac-tion prévue par la FNSEA et le CNJA pour le 14 octobre. Plus que mauvais ou dangereux dans son contenu, ce texte a surtout été très mai préparé et encore plus mai expliqué aux agriculteurs concernés, qui ont pu avoir l'impression d'avoir été trahis, alors que la cogestion entre les professionnels et l'Etat sur tous sujets reste la règle inviolable quels que soient les gouvernements.

Budget: M. Martin Malvy Un mitterrandiste discipliné

M. Malvy, maire de Figeac, est un mitterrandiste fidèle et discipliné. Habitué des honneus de fin de législature, il avait déjà été nommé, en juillet 1984, secrétaire d'État chargé de l'énergie dans le gouvernement de M. Laurent Fabius, dont il est proche. Cette fois-ci, le cadeau est autrement empoisonné puisqu'on lui confie le portefeuille du budget, dont personne ne voulait pour cause de conjoncture parlementaire explosive. Il n'aura pas trop de son expérience à la commission des finances de l'Assemblée nationale pour tenter d'esquiver les assauts d'une opposition qui fera flèche de tout bois. Nommé, en avril, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement, poste qu'il cumulait avec les fonctions de porte-parole de gouvernement, il n'aura pas vraiment eu le temps d'imposer son empreinte. Le gros dossier de a révission constitutionnelle préalable à la ratification du traité de Maastricht, qui a marqué la session de printemps, la quelque peu réfejué au second plan au profit des ministres «vedettes», M. Dumas et M= Guigou. Il aura tou-tefois eu le orivièles d'assumer cette au profit des ministres « vedettes », M. Dumas et M. Guigou. Il aura toutefois eu le privilège d'assumer cette charge à un moment où le gouvernement, soucieux d'enrayer le discrédit qui frappe la classe politique, a cherché à ménager les succeptibilités parlementaires. Si la « la revalorisation du rôle du Parlement», dont il s'est réjoui, est un refrain rituellement entonné à l'heure des bilans, le fait est que des gestes ont été consentis par l'exécutif. Il a été l'homme de ce lèger changement de climat.

FRÉDÉRIC BOBIN

La mission

Suite de la première page

Quand la gauche est aux com-mandes à l'Elysée et à l'Assemblée nationale, il est le dernier bastion de la droite, un «contre-pouvoir» efficace. Quand il est en symbiose avec la majorité au pouvoir il peut - s'il le souhaite - faire contrepoids aux humeurs, en général plus belliqueuses, de l'autre chambre. Dans tous les cas, le president du Sénat nomme le tiers des membres des deux organes régulateurs du fonctionnement des pouvoirs publics : le Conseil constitutionnel et le Conseil supérieur de l'audiovisuel. Enfin - et peut-être surtout il assure, en cas de vacance de la président de la République, l'intérim du chef de l'Etat le temps de la campagne électorale.

M. Monory ne doit rien à M. Pasqua

L'UDF ne pouvait laisser échap-per une telle fonction qu'elle détient depuis toujours. M. Valéry Giscard d'Estaing avait parfaitement mesuré cel enjeu, mais il savait aussi qu'il lui fallait aider la composante centriste de la confédération à conserver une présidence qui est l'un des derniers témoins de sa splendeur passée et le garant de sa survie. Malgré les tentations de certains libéraux d'arracher cette fonction à leurs alliés en s'appuyant sur le RPR, le CDS est sorti vainqueur de cette épreuve, dans des conditions qui prouvent la solidité de l'UDF au sein d'une assemblée dont l'unité est particulièrement difficile à

obtenir. Même si M. Charles Pasqua peut se féliciter d'avoir contraint l'UDF accepter des primaires, système dont il est le chantre, l'organisation de celles-ci n'a pas vraiment répondu à son attente et l'ancien ministre de l'intérieur n'en a pas moins été défait, vendredi, alors qu'il apparaissait depuis quelques années comme le véritable patron du Sénat.

Le nouveau président, M. René Monory, ne doit rien à M. Pasqua, tour était telle qu'il l'aurait emporté au troisième - où la majorité relative était suffisante - si son challenger s'était maintenu, et cela sans même avoir besoin du soutien des socialistes qui étaient bien décidés à empêcher l'ancien ministre de l'intérieur d'être en situation d'exercer, éventuellement, l'intérim de la présidence de la République. Si l'UDF réussit à maintenir son

unité d'un jour, elle peut réduire l'influence prise, ces dernières

ANDRÉ LAURENS

par le groupe RPR et par son pré-sident.

Cette victoire de l'UDF et ce renforcement du CDS ne peuvent que rendre plus ardue la táche confiée par M. François Mitterrand et Pierre Bérégovoy à M. Jean-Pierre Soisson : assurer à la gauche le renfort du plus grand nombre possible de voix centristes, si possi-ble à l'Assemblée nationale pour éviter le renversement du gouversession parlementaire qui s'est ouverte vendredi, et lors des prochaines élections législatives.

Ce retour au gouvernement de cet ancien homme à tout faire du giscardisme et de cet ancien barriste apporte en effet la preuve que le chef de l'Etat et le chef du gouvernement ne veulent pas se laisser enfermer dans le précarré de la gauche, qui se retrécit d'élection en élection. N'ayant pas réussi à attirer au gouvernement des personnalités crédibles de la mouvance éco-logiste, il leur a fallu se retourner vers l'homme qui avait symbolise «l'ouverture» au printemps 1988 pour signifier que celle-ci était tou-jours d'actualité; le simple rempla-cement de M. Jean-Marie Rausch, ancien élu centriste, par M. Gilbert Baumet - qui, s'il est adhérent de France unie, fut dans le passé membre du PS - n'aurait pas été

Mais la mission de M. Soisson est double. Il lui faut aussi - et surtout - au lendemain du référendum, dont les résultats on confirmé le désespoir du monde rural, montrer au monde rural qu'il n'est pas abandonné. D'où son titre de « ministre de l'agriculture et du développement rural».

M. Bérégovoy juge que l'ancien dirigeant de la droite était plus à même que M. Louis Mermaz de réouvrir un dialogue avec le milieu paysan. Le nouveau ministre assure qu'il a reçu, avant d'accepter cette tâche, l'assurance qu'il aurait les moyens de l'accomplir, que ce soit dans le budget de l'Etat ou à Bruxelles, grâce à une position ferme de la France à Bruxelles afin réforme de la politique agricole commune. A l'hôtel Matignon, on explique que compte tenu de la mission confiée à M. Soisson, M. André Laignel, secrétaire d'Etat à l'aménagement du territoire, aura surtout à s'occuper de la reconversion des anciennes zones indus-trielles en désbérence; c'est ce qui explique qu'il ne soit plus rattaché au premier ministre, mais au ministère de l'industrie.

Ce retour de M. Soisson, que M= Edith Cresson avait contrain à quitter son gouvernement, les conditions de son élection à la présidence du conseil de Bourgogne permettant de le soupçonner d'avoir bénéficié du renfort de voix du Front national, est inévita-blement critiqué par la droite, trop heureuse de pouvoir accuser un membre du gouvernement de compromission avec l'extrême droite. Mais cela étonne aussi quelques socialistes, comme M. Julien Dray.

Mener les prochaines échéances électorales

Le reste du remaniement est plus classique, M. Mitterrand tient à ce que le titulaire du ministère du budget soit un fidèle. Après MM. Laurent Fabius, Henri Emmanuelli, Michel Charasse, c'est Ce choix paraît d'autant plus logi que que ce n'est pas ce gouvernement qui aura à préparer le budget de 1994. La seule tache du nouvel hôte de Bercy sera de conduire un difficile débat parlementaire.

Si dans l'entourage de M. Bérégovoy, on explique la création d'un ministère de l'énergie par la volonté de confier la surveillance d'un secteur, important dans le contexte actuel (promesse de déve-loppement des bio-carburants, avenir du Super-Phénix, retraitement en France des combustibles irradiés de divers pays étrangers comme le Japon), le choix pour ce poste de M. André Billardon relève surtout du respect d'une promesse

C'est cette équipe qui, selon toute probabilité, mênera la pro-chaine bataille électorale. Le président de la République et le premier ministre n'ont réussi ni à la rajeunir ni même à la renouveler, alors que l'UDF, en particulier et la droite en général, viennent de montrer qu'elles savaient, quand l'enjeu était d'importance, surmon-

THIERRY BRÉHIER

M. Michel Charasse, un ministre inclassable

Ceux qui partent pour rejoindre le Sénat

mesure M. Michel Charasse a influence la politique budgétaire de la France, mais une chose est sûre: si ses avis ont pesé dans la balance et sur les événements, ils l'ont fait dans un sens presque toujours restrictif. Pas assez, tout de même, pour empêcher M. Michel Rocard, quand il était premier ministre de quand il était premier ministre, de charger la barque des augmentations salariales de nombreuses catégories professionnelles. Mais M. Charasse aura protesté, rouspété, se sera indi-gné et l'aura fait savoir. Car le ministre est du genre rigoureux, Dans les comptes, en tout cas.

Dans l'expression orale an contraire, M. Charasse n'a jamais fait preuve de beaucoup de rigueur. Pendant tout son «rème», ses interventions et déclarations dans le style Coluche ont soulevé protestations, réclamations, indignations. C'est que M. Charasse, qui fut conseiller de M. Mitterrand au début des années 80, est un provocateur né. sans qu'on sache très bien si ses sorties servent une stratégie ou ne sont que le sous-produit d'un tempérament débridé. On est parfois tenté de répondre par la deuxième hypo-thèse quand le ministre du budget menace de contrôles fiscaux deux journalistes de La Cinq, qu'il traite au passage de «salopes», pour la seule raison que ses propos sur les trafiquants de droeue, auxquels « li fera bouffer » leur production, ont été rapportés.

M. Charasse récidivera sous des formes un peu plus douces, intervenant sur tout sans que personne puisse avoir raison de lui. C'est ainsi que les banques sont accusées de a prendre notre ble », M. Arpaillange de se perdre dans les procédures parlementaires et la vie politique, ce qui bouleverse le très sensible garde des sceaux de l'époque. A M. Estrosi, député RPR des Alpes-Maritimes, il est « donné un bon conseil, celui de faire attention à ce qu'il raconte, parce qu'il est dans le collimateur». M. Estrosi avait

Le passage éclair de M. Jean-Marie Rausch

Pendant les quelques mois passés par M. Jean-Marie Rausch au com-merce et à l'artisanat, deux dossiers ont été bouclés : l'ouverture des magasins le dimanche et le toi-lettage de la loi Royer, réglemen-tant l'implantation des hypermar-

C'est M= Martine Aubry, minis-tre du travail, qui a trouve l'astuce permettant de régler la question si polémique - de l'ouverture dominicale des magasins : abansujet, elle choisit de procéder par décrets. Le principe de fermeture était donc maintenu, les ouvertures autorisées étant inscrites dans une liste ou faisant l'objet de dérogations au coup par coup.

Quant au cas de la loi Royer, il a été traité dans le cadre de la réflexion générale du gouvernement sur la « transparence de la vie économique » et la « prévention de la corruption »: la composition des assemblées appelées à se prononcer sur les projets d'implantation a été modifiée, le recours au ministre de tutelle étant supprimé.

Il est difficile de dire dans quelle villa de M. Médecin : il portera réseaux de trafiquants par ces plainte pour chantage. En fait, moyens à la limite de la légalité qui ont posé problème à quelques agents des douanes. C'est encore M. Charasse avis ont pesé dans la balance de dossiers, porteurs de lourds des douanes. C'est encore M. Charasse qui, pour moraliser la vie polisecrets. Apparemment, ce style l'en-

> Ce sont, encore, les propos de M. Charasse qui durcissent les grèves et mouvements sociaux des ngents des finances, mouvements commencés à la mi-89 et qui ne s'achèvent qu'en novembre. On n'en finirait pas d'énumérer les provoca-tions du ministre.

L'action de M. Charasse ne s'est heureusement pas limitée là. Bien entouré; intelligent et souvent com-pétent, le ministre a participé acti-vement à la politique d'endiguement des dépenses budgétaires menée par M. Bérégovoy, Pas une fausse note dans les discussions au Parlement : du boulot bien ficelé dans un climat de harcèlement pourtant difficile.

Avec le ministre de l'économie et des finances, au comportement si différent, M. Cherasse a fait une parfaite équipe.

Le ministre participe activement à la chasse aux trafiquants de drogue : c'est de son cabinet que partira l'idée des livraisons contrôlées, c'est-à-dire la possibilité d'infiltrer les

LIVRES POLITIQUES

'INTÉRÊT de la fiction est,

rasse qui, pour moraliser la vie politique, a obtenu que soient totale-ment imposées les indemnités des élus. Le côté «local» du personnage, qui connaît tout le monde en province, sera utilisé par M. Berégovoy, qui enverra à plusieurs reprises son bras droit au casse-pipe : la réforme des bases de la fiscalité locale sera votée en 1990; la dolation globale de fonctionnement, qui coûte fort cher à l'Etat, sera réformée. Un succès personnel : la transformation en impôt sur le revenu de la part départementale de la taxe d'habitstion à laquelle il est hostile aura phants » du Parti socialiste. Pour le budget de 1993, M. Charasse et son équipe prôpaient pour les seules petites entreprises une réduction du délai de remboursement de la TVA. Mais l'Elysée a imposé la prime aux

étudiants... Pour le sérieux de son action, il sera pardonné à M. Charasse beaucoup d'écarts de langage!

ALAIN VERNHOLES

Si ce n'est pas vrai...

souvent, moins dans ce qu'elle invente et qui, par définition, n'est pas vrai même si c'est vraisemblable, que dans ce qu'elle révèle de la réalité. Sous le couvert de l'imagination, il est permis d'en dire plus que ne le permettent les contraintes et les usages de l'information courante. D'en dire plus et, à l'occasion, avec la distance ironique et la liberté amusée qu'autorise le procédé, surtout lorsqu'il s'agit du monde politique et de person-

nages authentiques et publics. A ce jeu subtil où se mêlent une solide connaissance du milieu et de sa faune, le goût de l'observation psychologique, l'ambition de la prospective et l'envie de franchir les berrières de la convenance, ou de la complicité, qui encadrent tacitement les rapports ambigus de l'information entre ceux qui s'y prêtent at ceux qui la font, l'écriture, sur la distance d'un livre, est sans égale. C'est la raison pour laquelle Christine Clerc, chroniqueuse connue de la via politique - ou plutôt de la scène politique, car alle l'observe essentiellement à travers le comportement et le percours des personnages - revient à ce genre d'exercice avec « le roman de la seconda cohabitation a qu'elle a intitulé les Amants de Maastricht. La couverture du livre s'ome d'une photo préfigurant la rencontre les retrouvailles?, la collaboration? - de François Mitterrand at de Valéry Giscard d'Estaing. On n'en dire pas plus sur le déroulement de l'intrigue qui met en scène ces deux hommes politiques et, bien sûr, tous les autres, I pour na pas gâcher le plaisir du On peut, sans trahir le contenu de cette fiction, s'arrêter sur les ingrédients qui l'étayent et la ren-

dent crédible. Il y a, d'abord, l'accumulation de ces notations de détail, glanées sur le terrain, et qui, dans la description des situations imaginées par l'auteur, font vrai, tout simplement parce qu'elles sont empruntées à la réalité. Il y a, ensuite, la présence des seconds rôles, ou des personnages en retrait (les collaborsteurs, les membres de la famille, la secrétaire, le chauffeur) qui ne sont pas sens influence. Christine Cierc met aussi en valeur le rôleclé, dans la réalité comme dans la fiction, que jouent certains intermédiaires, cas transversaux fonctionnels dans les structures verticales de la politique. Elle rend bien compte de la tension qui régit les rapports, lorsqu'ils existent, des protagonistes principaux et témoigne de l'âpreté de leur com-

Une multitude d'anecdotes, de jugements, de souvenirs, tirés de sa ruche de journaliste, dévoilent le fond passionnel et dur de l'engagement politique : la haine y côtole la fidélité, l'admiration la flagomerie, l'ambition le découragement, la dévouement l'ingrati-

La matière ne fait pas défaut dans cette construction et, si Christine Clerc prend le risque de prédire des événements qui ne se produiront pas forcément, elle I comme c'est le cas dans ce I tion). 252 pages, 95 F.

révèle, sous ce prétexte, nombre de compléments d'information qui éclairent des situations et des comportements passés, présents et, sans doute, à venir ; ils donnem de l'épaisseur à cette longue chronique hors de l'actualité, hors du réel, mais si proche de l'une et de l'autre.

Que ne l'a-t-elle fait plus tôt, se demandera le lecteur? On répondra pour elle, et pour la profession en général, que ce n'est pas si simple. De même que les journaux ne publient ou ne diffusent qu'une partie de leur production informative, faute d'espace, faute de temps, et parce qu'ils doivent opérer des choix jusqu'au dernier moment, les iournalistes ne peuvent pas dire dans l'instant tout ce qu'ils savent len dehors du fait qu'ils ne savent pas tout dans l'instant). ils doivent faire un tri en se fondant sur une hiérarchie des événements et sur ce qui leur paraît appartenir à l'actualité la plus pressante, en cherchant à répondre aux attentes du public. en veillant à la qualité de l'information qu'ils livrent, jusqu'à retenir s'il le faut ce qui ne peut être vérifié, en protégeant leurs sources, sous peine de les voir se tarir, en faisant la part de ce qui relève de la confidence non utilisable et de la manipulation.

Au fil de leurs investigations s'accumule ainsi un stock de nondit, qui enrichit leur expérience professionnelle en attendant de trouver une utilisation décalée,

roman qui est, à bien des égards, aussi vrai que nature. Si l'on veut continuer de s'amuser avec la politique, il n'y a qu'à

se reporter à ce « manuel d'autosatisfaction 100 % cocorico destiné à ceux que L'Europe inquiète». Les auteurs, Kriss et Jacob Dellacque, proposent à cette fin «un texte-culte de l'identité française, un guide de l'intrépide Petit Peuple de France ». Il s'agit - rien de moins - non seulement d'expliquer nos valeurs les plus délicates et les plus précieuses, nos mœurs les plus secrètes et les plus nobles, mais de les faire partager aux étrangers pour les franciser. La Sécu. le climat, le « ouikèn », la pétanque, le bricolage, les grèves, la cuisine, les chiens, Bison futé, bref tout ce qui illustre la spécificité française et les inébranlables certitudes sur lesquelles elle se fonde, se trouve soumis à un traitement décapant qui en révèle la signification pro-Il fallait par exemple, rappeler -

voità qui est fait grâce à ce manuel que l'amour et le baiser moderne ont été inventés en France, que le coq, dans lequel se reconnaissant les Français, est «le symbole du passage à l'acte » et que la Française, cambassadrice de la mode et du charme », règne sur le monde depuis la plus haute antiquité. Un tel egénie national » ne saurait se limiter aux frontières de l'Hexagone !

► Les Amants de Maastricht, de Christine Clerc, Robert Laffont, 272 pages, 110 F.

▶ L'Intrépide Petit Pauple, de Kriss et Jacob Dellacqua. Presses de la Cité (hors collec-

second tour, vendradi 2 octobre, président du Sénat par 200 voix contre 76 à M. Claude Estier (PS). M. Charles Pasqua, président du groupe RPR. s'était retiré à l'issue du premier tour, au profit du candidat centriste. Les dirigeants du RPR, M. Jacques Chirac en tâte, et ceux de l'UDF se sont unanimement félicités de cette élection qui. deux semaines après le référendum sur Maastricht, témoigne de l'union retrouvée de la droite. Dans un télégramme, le président de l'UDF.

M. René Monory (UDF-CDS) a été élu au M. Valéry Giscard d'Estaing, a souhaité à pousuivre entre le Haute Assemblée et le gouver-M. Monory « d'être un homme de sagesse et de nement pour permettre de faire avancer au mieux réconciliation ». Le président du CDS, M. Pierre le travail législatif dans le respect des convictions Méhaignerie, a jugé que le succès de M. Monory constituait à la fois aune victoire » pour son parti et « un test de solidité de l'alliance UDF qui, a-t-il dit. sort renforcée ».

Le nouveau président du Sénat a également reçu les félicitations téléphoniques de M. François Mitterrand et celles de M. Pierre Bérégovoy, qui a formé le vœu a qu'une collaboration pourra se

de chacun et dans l'intérêt du pays ».

Le président du groupe socialiste du Sénat, M. Claude Estier, s'est déclaré satisfait que son groupe n'ait pas su à se «mêler» de cette élection : « Nous ne souhaitions pas choisir entre les deux candidats de la droite, a-t-il indiqué. Je ne comprends toujours pas quelle était la stratégie de Charles Pasqua. Il n'a pas obtenu de vraies pri-

maires. Cette élection montre une grande logique de la majorité sénatoriale. »

M= Hélène Luc, présidente du groupe communiste, a réagi en disant, pour sa part : « C'est une préparation des élections législatives pour la reprise du pouvoir par la droite. Il n'est cependant pas fatal qu'elle gagne. Le scrutin montre que si la droite sait se rassembler il faut que la gauche se rassemble également à partir des mouvements

Un vote tranquille

On attendait Clausewitz, on a eu la comtesse de Ségur. On attendait le Congrès de Vienne, on a eu l'Académic des belles-lettres. On disait les sénateurs florentins, ce n'était que bons pères de famille qui se pressaient, vendredi 2 octo-bre, dans la salle des conférences du palais du Luxembourg, souvent en compagnie de leurs épouses endimanchées. On prédisait une opéra-tion machiavélique pour l'élection du deuxième personnage de l'Etat. C'est tranquillement que M. René Monory a été élu, à la régulière et en quatre petites heures, président du Sénat.

Premier tour: sur 315 suffrages exprimés, 125 à M. Monory (UDF-CDS) contre 102 à M. Charles Pas-qua (RPR), 72 à M. Claude Estier (PS), 15 à M. Robert Vizet (PC) et une & M. Christian Poncelet (RPR), qui n'avait pas fait acte de candidature. Deuxième tour: sur 292 suf-frages exprimés, 200 à M. Monory, contre 76 à M. Estier et 16 à

L'élection de 1989, ses trois tours de scrutin, ses suspensions de alliances, règlements de comptes, trahisons, et son épilogue peu glo-rieux - la reconduction par défaut de M. Alain Poher à la présidence du Sénat - étaient bien loin.

Tout avait été réglé le matin. Depuis que M. Monory avait été le le octobre, candidat officiel de l'UDF, la question était de savoir si les belles dispositions unitaires affichées par ses trois com-posantes sénatoriales allaient résister au secret de l'urne. L'élection se jouerait en effet au premier tour entre M. Monory et M. Pasqua, puisque le président du groupe RPR avait annoncé à l'avance que s'il était devancé il se désisterait. La réciproque était moins vraie, M. Monory ayant assuré devant les siens qu'il se maintiendrait coûte que coûte « au premier, au deuxième et au troisième tour ».

Les réunions de groupe, vendredi, suivies de très près par les diri-geants de l'UDF - MM. Valéry Giscard d'Estaing et François Bayrou en tête. - permettaient d'envisager le scrutin avec optimisme. Celle des Républicains et indépendants (RI), où certains ne cach pas leur sympathie pour le RPR, se trouvait particulièrement sous sureillance. L'échec de leur candidat. M. Pierre-Christian Taittinger, face à M. Monory pour six voix seule-ment risquait de nourrir quelques rancœurs alors que chaque suffrage comptait. Mais en dépit des tentatives de débauchage du RPR, les la formule de l'un d'entre eux, résolument « monorysies ».

des espérances

La séance est ouverte à seize heures. Le doyen d'âge de l'assem-blée, M. Geoffroy de Montalembert (RPR), quatre-vingt-quatorze ans, installe dans le fauteuil de M. Alain Poher et prononce d'une voix rocailleuse l'allocution traditionnelle de rentrée. « Comment ne pas évoquer le rôle primordial de noire Sénat! s'exclame t-il. Comment des lors ne pas s'étonner des jugements superficiels portés sur notre assemblée, des inadmissibles railleries propagées par des rumeurs malveillantes qu'il me paraît urgent e faire cesser!

Il sera entendu, au-delà même de ses espérances. Vendredi, le Sénat n'honorera pas sa mauvaise réputa-tion. Pas de conciliabules, pas d'embrasures assassines, pas d'en-tremises suspectes. Lorsque le pre-mier premier ministre de la gauche, M. Pierre Mauroy (PS), devise dans un coin de la salle des conférences un coin de la salle des conférences avec l'ancien ministre de l'intérieur de la droite, M. Michel Ponia-towski, ce n'est pos l'esquisse d'un marchandage de voix, mais un sim-M. Pasqua s'isole avec le nouveau

get, M. Michel Charasse (PS), ce n'est pas l'ébauche d'une alliance contre nature, mais une conversation complice entre deux amateu de havane. Lorsque le même Charasse s'entretient avec M. Jacques Larché (RI), président de la commission des lois, ce n'est pas pour contrer la candidature de M. Monory, mais pour régler de menus problèmes d'inscription administrative.

Et dans l'hémicycle, lorsque M. Pasqua découvre les résultats du premier tour, qui le placent derrière M. Monory, c'est sans hésiter qu'il tient ses engagements et annonce loyalement son désistement : M. Monory est arrivé en tête. Conformement à la déclaration que j'avais faite, je retire ma candida ture. . Certes, l'ancien ministre de l'intérieur, qui n'a pas l'habitude de faire aveuglément confiance aux membres de son groupe, avait chargé ses proches de contrôler du regard leur «bon choix» électoral. omme ic note M. Lucien Neuwirth (RPR), le président du groupe RPR ne pousse pas non plus « l'élégance » jusqu'à appeler à voter en faveur du candidat centriste. Mais de son côté M. Monory ne s'est pas embarrassé de formes, en ne pre-nant ostensiblement qu'un seul buletin – imprimé à son nom – pou le déposer dans l'urne. L'essentiel est toutefois préservé.

Un transfert discipliné

Le second tour le confirme. Le transfert discipliné des suffrages RPR assure à M. Monory la majorité absolue. Bien sûr, dans les conloirs, on ne résiste pas complètement à la tentation de souligner le nombre élevé de bulletins blance vingt-huit - ou de s'interroger sur le déficit en voix de la droite, mais les faits sont là : le Sénat a un nouveau président. Son élection ne souffre urune contestation. L'union de la majorité sénatoriale a fait ses preuves. Quant aux socialistes, qui s'étaient divisés le matin même en éunion de groupe sur l'opportunité de voter au troisième tour pour M. Monory afin de faire échec à , comme le conseillait l'Elvsée, ils n'ont même pas eu à

M. Daniel Hoeffel, président du groupe centriste, est rassuré : « Le Sénat a montré qu'il peut donner de lui une image responsable, » M. Charles Descours (RPR) est soulagé: « Cette victoire est la victoire de la transparence.» M. Jean-Pierre Fourcade (RI) est rasséréné: «L'UDF a jait la preuve qu'elle est unie. » Le Sénat est décidément redevenu une maison honorable od l'on se presse, M. Jacques Barrot président du groupe centriste de l'Assemblée nationale, vient se féliciter de la découverte de la « disci pline » par l'UDF. M. Pierre Méhai-gnerie, président du CDS, qui avoue avoir été « surpris de la bonne tenue du voie», accourt pour profiter de l'événeme

Dans l'hémicycle, M. Geoffroy de Montalembert a hâte de retirer sa jaquette de président. Il est 19 h 50 : M. René Monory est pro-19 h 50: M. René Monory est pro-clamé président du Sénat. Sous les applaudissements, il gagne à la tri-bune le fauteuil qui lui revient désormais. Il n'oubliera personne dans ses remerciements: ni l'UDF pour sa «fldélité», ni M. Pasqua pour sa «loyauté», ni son concur-rent centriste de la veille, M. Hoof-fel qui en se retirant s'est comfel, qui, en se retirant, s'est com-porté à son égard « exactement comme l'aurait fait un frère», ni M. Poher, enfin, pour sa «convivia-

Il serait discourtois de bouder cet flan de bienveillance. Tous les séna-teurs se lèvent pour rendre hom-mage à l'ancien président, même à gauche, où M. Mauroy, nouveau venu dans cet hémicycle, donne l'exemple à ses collègues. Subrepti-cement, M. Poher s'essuie les yeux.

GILLES PARIS et PASCALE ROBERT-DIARD

La bonne étoile du «shérif»

A Poitiers, on l'appelle le « shérif ». A Paris, c'est « moi, je... ». En 732, il aurait pu être Charles Martel. En 1992, le voici deuxième personnage de la République. Certains seront surpris, pas lui l Yvette, sa secrétaire, pourrait en témoigner. Vous verrez, promettait-il déjà, il y a vingt ans, je serai ministre de l'écono-

1978 : M. Raymond Barre l'installe Rue de Rivoli. Après 1981, la « vague rose » ne provoque chez lui aucun vague à l'âme. Bof, se console-t-il, de toute facon, je serai un jour président du Sénat. Et, à chaque fois, Yvette d'approuver, «le grand homme» ne se trompe jamais. Face à lui, Nietzsche, non plus, n'aura jamais raison. Lui, la certitude ne l'a jamais rendu fou. Le « shérif » a toujours cru en son étoile, sa bonne étoile qui en trente ans 'aura mené du cambouis des capots aux ors du palais de Marie de Médicis. « Il croit toujours qu'il peut aller plus haut, et le pire, c'est que ça marche à tous les coups. »

Même ses amis ont parfols l'impression d'être en face d'un extraterrestre de la politique, capable d'aller vous décrocher toutes les lunes. « Ce type, assure son jeune disciple, M. Jean-Pierre Raffarin, président (UDF-PR) de la région Poitou-Charentes, a une baraka incroyable. Je l'ai rarament vu inaugurar sous la pluie. Dès qu'il arrive quelque part, il fait beau, a Dans un univers politique qui bien souvent tourne à l'envers, M. Monory a toujours su parder les deux pieds sur terre.

La légende du petit garngiste

Ni à droite ni à gauche, en avant l Telle pourrait être la devise de ce John Wayne du Poitou, corrigé Galabru, qui n'a jamais laissé à personne d'autre le soin de ramasser son steak. Les chiens peuvent bien aboyer, il ne se retourne jamais. « Tout se prépare, explique-t-il. La chance passe devant la fenêtre de chacun. Il faut avoir des lunettes pour la voir. » De ce point de vue, M. Monory n'a jameis été myope, parti de rien pour arriver à tout, il était fatal qu'un jour la modestie l'ignore. Car sa vie, assurément, n'aura pas étá benale.

Autodidacte, M. Monory a commencé dans les autos. Fils unique d'un petit garagiste de Loudun, le jeune René a très vite prouvé qu'il avait du caractère. Muni de son seul brevet d'études. à vingt-six ans, il dépose son père qui avait trimé dur pour monter l'affaire. « Ou tu me laisses la place, ou je vais chercher ailleurs I » Le pare s'exécute. Le groupe René Monory sort son enseigne et va se révéler fort prospère. Concessions Peugeot pour la ville, Massey-Ferguson pour la campagne, et fuel pour tout le monde l Ce n'est pas l'ENA. C'est mieux | La légende du petit garagiste de Loudun est née, placée comme une légion d'honneur au revers de son veston. M. Monory serait à la retraite autourd'hui, si, à trente ans, par un de ces nombreux soirs où il ramenait des voitures d'occasion de Paris à Loudun, il ne lui avait pris l'idée de réveiller sa petite ville natale endormie sous les dépouilles de sa splendeur huguenote. L'entreprise Monory va alors s'élargir à la politique : conseiller municipal, maire en 1959, conseiller général du canton deux ans plus tard, le garagiste, progressivement, décolle.

Avec pour tout carburant, un indéniable bon sens paysan, un flair réel et surtout une connaissance presque cynique de la mécanique humaine avec ses oistons d'ambition et ses soupapes de zèla. Son charisme est discutable, mais en tout cas, il a une carrure. Le «shérif» s'est installé. Il s'impose et en impose. Le bouteur est en marche.

«Etre bien dans sa peau»

« Monoryste » lui aurait suffi

comme étiquette. Mais, en 1962,

gneur Pierre Abelin, en le choisis

sant comme suppléant aux élections législatives, le fait adhérer jamais la passion. Vice-président, encore aujourd'hui, du CDS, M. Monory a toujours été centriste plus par commodité que par religion. «Plus égocentriste que centriste», disent certains. «Radical, très, très, très valoisien, tendance Dailly », prétendent d'autres. Qu'importe l'Le pelais du Luxembourg lui ouvra pour la première fois ses portes en 1963. Mairie, conseil général, qu'il préside depuis 1979, Sénat, la machine Monory est en place, labourant par tous les temps des terres fertiles. La Vienne, peu à peu, deviendra ce que la Corrèze est à M. Jecques Chirac. Le «boss» se fait une réputation de hosseur La machine fonctionne bien. Doté d'une mémoire de cheval. il sait récupérer pour son son comme toutes les bonnes idées. sait s'entourer et renvoyer l'ascenseur, à condition qu'il reste à un étage inférieur. M. Monary est partout, inaugurant tout, veillant sur tout, menant ses gens comme dans son entreprise, débleyant tout ce qui peut lui faire

Son animosité pour M- Edith Cresson, l'autre poids-lourd de son département, vient de là. ## ne supportait pas, confie un élu local, qu'elle ait fait miaux que lui en devenant premier ministre. » Les choses vont sans doute maintenant s'arranger | Après les voitures et les tracteurs, la politique devient sa nouvelle conduite ntérieure, son seul centre d'un intérêt blen compris. Ses seuls divertissements : la chasse et la pêche au gros en Afrique. Touiours ce plaisir de braquer et de capturer. « Tout est rapport de force, dans la vie, soutient-il, y compris dans la vie privée, a Pour le reste, Sardou plutôt que Rachmaninov, VSD plutôt que «La Pléiade». M. Monory n'a jamais cherché à faire illusion. e Je suis un oral, résume-t-il. Ma définition de la culture, c'est être bien dans sa peau. » Le dimenche, de siroter le pastis avec ses deux vieux copains Nello et Jeannot. Mais le reste de la semaine, M. Monory met rarement de l'eau dans son vin.

de l'ombre.

C'est en 1978 que les Francais l'ont découvert quand après un bref passage au ministère de l'industria et du commerce, il prend

ses cuartiers rue de Rivoli. La victoire de l'union de la gauche était annoncée, il avait l'opportunité de retourner au Sénat, M. Valéry Giscard d'Estaing lui fut reconnaissent d'accepter ce poste à hauts risques. « Que ferez-vous si la gauche l'emporte?», lui fut-il demandé. « Je reprendrai mon garage / s. répondit-il. Le président avait réclamé au gouvernement un centrista et un sénateur. On lui proposait un symbole bayard de la France profonde et en plus un chasseur. C'était par-



fait i On railla d'entrée « le meilleur économiste de Loudun », mais à la sortie, on sut lui reconnaître son esprit pregmetique, son souci d'indépendence. Avec lui, les Français eurent l'impression de comprendre les mystères de la heute finance. «Si mes analyses sont accessibles à tous, c'est que je ne sais pas les faire compliquées», avousit-il. Et dans la giscardiama finissant, une telle débauche de simplicité ne pouvait passer inapercue. Le temps encore de laisser son nom à un nouveau régime de SICAV et M. Monory aurait pu, au landemain de mai 1981, se laisser, comme bien d'autres, transpercer par le froid de l'opposition. Mais, bre, il lance une association, Défense et épargne, histoire de ne pas laisser en déshérence les petits épargnants. Le Club des démocrates, plus politique, est constitué. M. Monory refait du Monory.

«Du sang sur la copie»

En 1984, il devient champion du monde de la pêche à l'espadon à Dakar et se sent un destin. Agrippés aux basques de Raymond Barre, ses amis cantristes, eux, ne le sentent pas. Il se vengera en se déclarant rapidement favorable à la cohabitation. Devenir premier ministre ne lui feralt pas peur. M. Chirac le consolera en lui confiant, en 1986, le ministère de l'éducation nationale. On le définit comme « le plus chiraquien des barristes et le plus barriste des chiraquiens ». Il est ravi. pourrait dire sujourd'hui qu'il est le plus balladurien des giscardiens et le plus giscardien des chiraquiens, il ne protesteralt pas davantage. Le titulaire du brevet mentaire venant faire la leçon au recteur, cela ne lui feit pas peur. « De l'économie à l'éducetion, tout n'est qu'affaire de bon sens », répète-t-il à l'envi. Combat pour le bon sens, toujours et encors, titre du seul ouvrage qu'il

A leur tour, les enseignants,

comme les fonctionnaires des finances, vont devoir apprendre à faire avec. Cela commencera dans la rigolade, quand pour une première prise de contact, les responsables d'académie s'entendent dire que leur ministre «n'a pas l'Intention de changer d'un hiatus ». Cela se passera difficilement guand il n'aura de cesse, en prenant à témoin l'opinion. d'ébranier la forteresse de la FEN. Cela finira dans le drame après les manifestations contre la projet de réforme de l'enseignement supérieur et la mort dans les rues de Paris du jeune Malik Oussekine. M. Monory immole en rase campagna son ministre détéqué. M. Alain Devaquet, rapplique à la télévision et finit par se prendre les pieds dens le tapis, « Monory, t'es pourri, y a du sang sur ta copie i », scandent les manifestants átudiants de fin 1986. Un Ses collaborateurs ne cacheront pas qu'il vient de prendre un sacré coup de vieux.

La page de la cohabitation tournée, certains imaginent que la page Monory l'est aussi. Il repart sur ses terres s'occuper d'un projet qui prand vita les contours d'un pari hasardeux : la création d'une cité du futur en plein espace betteravier, dont il veut faire cun vivier d'intelligence ». Premier maître d'œuvre : son conseil général, 1.2 milliard de francs d'argent public investis. des remboursements pendant huit ans de 150 millions de francs. M. Monory, une fois encore. passe en force. Avec obstination et courage, il va porter à bout de bres son Futuroscope dont il rebat les oreilles de tout le monde. Il a du mal à convaincre qu'un tel défi pourra être relevé. Il l'est pleinement aujourd'hui, mais personne alors ne s'est rendu compte que dans sa stratégie de conquête du Sénat, le Futuroscope allait devenir un véritable trument politique.

Les invitations pleuvent. Des dizzines de charters sont effrétés, au point de devanir matière à plaisanterie. M. Monory a non seulement beaucoup « soigné » ses collègues sénateurs, mais il leur a prouvé sur grand écran quels merveilleux outils la décentralisation pouvait livrer et ce qu'était au fond une gestion moderne de l'aménagement du territoire. «La décentralisation, c'est d'abord se mettre à son compte s, avait-t-il l'habitude de dire. On ignorait qu'il irait aussi loin dans la définition. M. Monory n'aura décidément reculé devant aucun sacrifice. Vendredi soir, on en plaisantait encore dans les couloirs du Sénat. « Si Hoeffel avait au aussi son Futuroscope en Alsace, sûr qu'il était élu. » D'autres se demendaient si à partir de demain, le nombre des entrées dans cette « cité de la joie » de M. Monory ne va pas connaître un accroissement sensible.

Sa tâche sera maintenant de faire entrer aussi un peu de futur dans ce Sénat bien triste. Il est probable qu'on l'entendra rapidement invoquer le bon sens ou expliquer, selon un de ses mots favoris, «qu'il n'est pas utile d'al-de surprendre.

DANIEL CARTON



The same same to the talk

., .. --

10 PM 5 9 9

region and the

46 200 200

10 Tab

500

have to see a

. . . .

production of the second

.a.

100 mm (100 mm)

A A Control of the second of t

The security of the

-2 :114 4.24

Tables

7.802

1 249 h 🕿

11-1-10-11-12

Section & Compage

10 mm 100 day

Service to the

the area of surgery

 $x \mapsto (t + t) \log_{L^2(\mathcal{S}_{k-1}, \frac{1}{2})} t$

Commence of the

in an Ornade, 🚘

n lenn benedigt.

11 12 12 22

1.27年 2.73

PERSONAL PROPERTY.

* 1 10 to 10

20 June 1987 2000

Control of the Market

THE PARTY OF STREET

and Warren to is.

The second of the second

and a product establish

, क्रान्त्रकार । क्रान्त्रकार । जन्म

50 Halore 8

10 (1 day) = 1 day = 1

gy a s

The second secon

1. 1. 1. A. 18 1.

1. 1. 5. 5PE !

The second second

100 mg

- " " Bright"

n more and

11.4 671.35

A THE RESERVE

10.5

and the later of the

10 mm 10 mm

1. 1. W. Car.

10 mg 1 mg 2

A BOTH A

 $e^{-i\frac{2\pi}{3}} e^{-i\frac{2\pi}{3}} f^{\pm}$

The second section with the second Control "Marie Control 4.41

in a number of

Bertier at en mage a et en entre et en entre a partier. mile du « shérif »

JUSTICE

L'ultime expertise

d'exécuter une ultime vérifica-

tion, la cour d'assises de l'Isère

a décidé, vendredi 20 octobre,

de suspendre jusqu'au lundi 25 octobre l'audience consacrée

aux trois hommes accusés

d'avoir commis, en août 1988, un meurtre, un viol collectif at

plusieurs agressions en se

déplacant à bord d'une 205 GTI

Chaque détail compte et M. Jean-Claude Buet, président de la cour d'assises de l'Isère, souhaite mani-

festement qu'aucun aspect de ce dossier ne soit négligé. Depuis l'ou-verture des débats, luadi 28 sep-tembre, les indices, fragiles mais

concordants, se sont accumulés. Aussi, face à une accusation dont le

crédit se renforce chaque jour, la défense dénonce-t-elle et exploite-t-

elle toutes les approximations ou les

erreurs qu'elle peut relever dans l'instruction.

Selon les avocats, Didier Rossi, Michel Schmitt et Jean Vinterstein

ne pouvaient pas se trouver à 0 heure 20 à Salaise-sur-Sanne, le

18 août 1988, pour tuer Patrick

Sigenza, car un témoin déclare les avoir vus au terrain de camping de Tain-l'Hermitage à 23 heures 50. Ils estiment que leurs clients n'avaient pas le temps matériel de partir du

Pour permettre à un expert

terrain de camping, d'agresser le camion snack-bar de Salaise, de dévaliser les clients, de tuer l'un des gérants et de faire le chemin jusqu'à Saint-Vallier, dans la Drôme, où ils auraient été vus en train d'agresser une station-service à 0 heure 30. Certes, les agresseurs circulaient à bord d'une puissante 205 GTI. Mais, s'il faut en croire les chiffres donnés par les enquêteurs de police, la voiture aurait dû faire une moyenne de 130 kilomètres/houre. Ce que Me Verges considère comme impossible, compte tenu de l'aspect

on par l'autocoute

La cour a donc désigné un expert qui devra, dans la nuit du 2 au 11 F-DE-FRANCE 3 octobre, à bord d'une 205 GTL effectuer l'itinéraire Tain-l'Hermi tage Salaise Saint-Vallier pour véri-lier si les chronométrages avancés par l'accusation sont possibles soit per la route, soit par l'autoroute. En outre, le réseau routier ayant été légèrement modifié, notamment par la mise en place de deux ronds-points à l'anglaise, l'expert devrait en tenir compte.

Les débats proprement dits étant achevés, le président était donc contraint de suspendre l'audience dans l'attente des conclusions de cette expertise qui seront certainement longuement discutées. Avorté en mars dernier, suspendu vendredi après quatre jours de débats aux fins de compléter l'instruction, ce

MAURICE PEYROT

Prisons: un surveillant soup-conné d'avoir introduit une arme dans le centrale de Poissy. - Un surveillant de l'administration pénitentiaire, soupçonné d'avoir introduit, en juillet dernier, un pistolet à grenzilles à la centrale de Poissy (Yvelines), où il était en poste, a été interpellé, vendredi 2 octobre, à Aiton ((Savoie), par les policiers de la direction régionale de la police judiciaire de Versailles. Ce gardien, dont l'identité n'a pas été communiquée, est mis en cause par un ancien détenu de la centrale de Poissy, qui avait fuimême remis l'arme au directeur de la prison avant d'être transféré dans un autre établissement. Placé en garde à vue, le surveillant devrait être présenté, dans le cou-rant du week-end, à M. Richard Pallain, le juge d'instruction chargé de l'information ouverte par le parquet de Versailles à la suite de la découverte de l'arme.

FAITS DIVERS

u Vol de bijoux d'un montant proche de 36 millions de francs à Loudres. - La princesse Firval, quarante-sept ans, ex-belle sœur du roi Hussein de Jordanie, a été victime d'un vol de bijoux d'un montant voisin de 36 millions de francs, apprend-on dans ic Times du 2 octobre. Le vol, qui a notamment porté sur des joyaux ayant appartenu à la duchesse de Windsor avant d'être rachétés par la princesse Firval, a été perpétré le 18 septembre dans les appartemeats londoniens de la princesse. | de voiture du parc, 300 millions de

SOCIÉTÉ

Le procès du trio à la 205 rouge Aux assises de Meurthe-et-Moselle devant la cour d'assises de l'Isère

Viol sans huis clos

de notre correspondante Lors d'un procès pour viol, il est rare que les débats soient publics. La loi prévoit en effet qu'à la damande de la victime la huis clos peut être prononcé d'office, afin de la protéger de curiosités maissaines. Or le procès qui vient de se dérouler durant deux jours à Nancy devant la cour d'assises de Meuritie-et-Mo-selle a échappé à cette confiden-tialité protections d'élle vouleit décidé ainsi, parce qu'elle voulait surmonter sa honte, « pour rexemple, pour que toutes les autres files qui andurant ce que j'ai vécu sachent que le viol ce n'est pas une fatelité et qu'en

perier ça peut aider». Agée de vingt ans, Sendrine est belle, rousse et courageuse. A plusieurs reprises, elle a été viclée per un homme qui lui faisait peur et ajoutait aux violences sexuelles un climat de terreur. Longtemps, cette jeune fille, qui fait des études supérieures de musique, s'est tue. Lorsqu'elle a été assez forte pour échapper à Joseph Béton, trente-trois ans, elle est allée sa réfugier chez une smie. La lendemain, elle est allée à la police; elle est restée six heures au commissariat, e devant un inspecteur compréhensif, à qui elle a raconté tout ca qu'elle gardait caché au fond

Pendant une suspension d'au-dience au procès, elle confie sa surprise de voir la machine judiciaire se mettre en route si facilement. «Les affaires de viol, j'en lisais de temps en temps dens les journaux; on disait qu'il fallait aller voir le procureur de la République pour dénoncer les faits. Mais quand on est un citoyen ordinaire, c'est pas facile de pousser la porte d'un tribunal. Lorsque j'ai enfin tout dit, c'est comme si l'avais fibèré des

vannes à l'intérieur de moi-même. Cela m'a aidé. J'avais basoin de parler, j'avais honte. Mais cela m'a parmis de me persuader qua ca n'était pas moi la coupable mais kii, que le sale, c'était kii. Le

procès, c'est le point final.» Sandrine s'est donc efforcée Sandrine s'est donc efforcée d'exorciser sa honte. Assise devant un public très cleirsemé, elle regarde droit dans les yeux celui qui l'a blessée et humiliée. Lui, il baisse la tête, parle à voix basse, presque douce. Il dit qu'il n'était «pas lui-même quand [ii] a fait ça ». Lorsqu'il est entré dans le box, il a eu pour Sandrine, confie calle-ci. «un recard charaé confis celle-ci, cun regard chargé de tellement de haine, c'était très dur, et puis il a complètement changé d'attitude pendant le pro-

Elle a beaucoup réfléchi avant de décider de refuser ce huis clos protecteur qu'en lui proposait. Son avocate, Mª Fabienne Villemin, lui a expliqué qu'en ne lui en tiendrait pas rigueur, que c'était un droit pour elle. Mais elle a dit ernon », parce qu'elle pense aux autres jeunes filles. « En parler, ne plus cacher, tout cale était important pour moi. Le regard des autres, celui des gens normaux qui m'acceptaient avec ce que j'avais vécu, m'a permis de com mencer à assumer cette sale his-

Le procès public, c'est la fin du voyage. Les experts psychiatres qui l'ont examinée disent qu'elle en'est ni mythomane, ni fabulatrice, qu'elle est profondémen meurirle per ce drame et que son devenir de femme est perturbés. Elle sait tout cela. Elle vit avec. Elle pense su jour où Joseph , Béton sortira de prison, elle a peur. L'avocat général, qui s réclamé huit ans de réclusion a été largement dépassé. Joseph Béton a éciaté en sanglots en entendant le verdict : quinze ans de réclusion criminelle.

MONIQUE RAUX

SPORTS

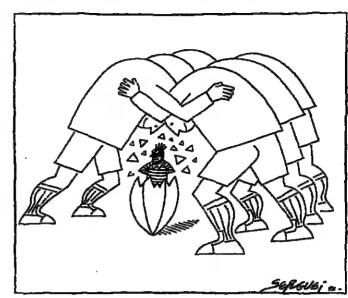
RUGBY: dix-huit ans après leur dernière tournée en France

Le grand retour des Sud-Africains

La tournée française des rugbymen d'Afrique du Sud commence, samedi 3 octobre à Bordeaux, per un match contre une sélection d'espoirs français. Cette tournée - qui compte neuf rencontres dont deux « tests-matches », les 17 et 24 octobre, et qui se poursuivra par quatre rencontres en Angleterre - constitue la première sortie officielle des ex-Springboks depuis l'abolition de l'apartheid et la fin du boycottage international à l'encontre des sportifs sud-africains.

Les hommes au maillot vert myrte n'avaient plus foulé une pelouse française depuis 1974. Leur dernière apparition hors de leurs frontières remontait à 1981, lors d'un match contesté contre les All Blacks néo-zélandais, qui s'était achevé sous les sacs de farine jetés d'un avion par des militants anti-apartheid. En ce temps-là, ils s'appelaient encore Springboks. Les équipes du monde entier oscillaient sans cesse entre l'envie de se frotter à leur jeu rugueux et la réprobation légitime que suscitait leur régime de ségrégation raciale.

Pour la sixième tournée francaise de leur équipe les joueurs qui commencent à Bordeaux n'ont officiellement plus droit à l'appellation de Springboks, même si l'antilope reste cousue sur leurs maillots. Depuis l'anifi-cation des deux fédérations, la noire et la blanche, en avril 1992 - le mois où les réformes de M. De Klerk étaient approuvées par référendum, - ce nom, symbole de l'ordre ancien, a été proscrit. Ils ne sont plus que des Sud-Africains, qui renouent douce-ment avec le reste de la planète ovale, après des débuts difficiles à domicile contre les Néo-Zélandais et lesy Australiens. Trente rugbymen blancs, un peu déboussolés



par de longues années d'isolement

Paradoxalement, c'est cette équipe unicolore, héritière directe de la situation crée par l'apar-theid, qui est censée représenter, au travers de cette tournée histo-cione le surplus contif le ligirique, le symbole sportif le plus marquant des bouleversements en Afrique du Sud, Car les stades de rugby ont été longtemps le point de ralliement de la minorité blanche la plus conservatrice. En entonuant l'hymne des afrikaners pendant la minute de silence dédiée aux victimes de violences match contre la Nouvelle-Zélande teurs nostalgiques de l'ordre ancien ont montré qu'ils n'entendaient pas se laisser ravir leur sport fétiche.

Le hant niveau pratiqué par les Blancs

A la suite de cette affaire, le Congrès national africain (ANC) a affiché un profil bes, sans souhaiter remettre en question la tournée des anciens Springboks en Europe. Le mouvement de M. Nelson Mandela mouvement de M. Nelson Mandela a prouvé ainsi l'importance qu'il attache à la conquête de ce symbole, comme s'il souhaitait prendre ce bastion blanc en douceur. Longtemps éloignés du jeu ovale, par rejet, Noirs et mêtis sont aujourd'hui encouragés à se jeter dans les mêtées. La nouvelle fédération mixte, la SARFU – coprésidée par le Blanc Danie Craven et le Noir le Blanc Danie Craven et le Noir Ibrahim Patel, tous deux présents à Bordeaux, - consacrera en 1993 des sommes importantes au développement de ce sport dans les zones défavorisées du pays. Pour l'heure, le rugby de haut niveau, celui qui avait assuré la réputation des Springboks d'antan, reste pratiqué par des Blancs, même si les structures sont maintenant ouvertes à des joueurs de couleur.

En s'indignant de l'absence du moindre joueur noir, en refusant d'assister à ce premier match bordelais, qu'elle aurait « voulu plus symbolique de l'évolution actuelle de la société sud-africaine» (le Monde du l= octobre), M= Bredin est tombée dans un piège. Et le ministre de la jeunesse et des sports s'est trouvé contrainte de condamner de fait une équipe trop proche à son goût de l'apartheid sans avoir songé à faire obstacle à la tournée. L'encadrement de la formation sud-africaine lui a rétorqué que la sélection était désormais composée des représentants de toutes les races, et que le seul critère retenu n'était plus la cou-leur, mais bien la valeur du rugby-

JÉRÔME FENOGUO

□ 'FOOTBALL : le tirage au sort des coupes européennes. - À l'issue fes tirages au sort pour le deuxième tour des coupes européennes (matches aller le 21 octobre, retour le 4 novembre), vendredi 2 octobre à Genève. l'Olympique de Marseille rencontrera les Roumains du Dinamo de Bucarest en huitièmes de finale de la Coupe des champions (aller à Bucarest). Engagé dans la Coupe des coupes, Monaco se déplacera chez les Grees de l'Olympiakos-Le Pirée. En seizièmes de finale de la Coupe de l'UEFA, Auxerre sera opposé au FC Copenhague (alier au Danemark). Enfin, si sa qualitication contre le PAOK Salonique est confirmée samedi 3 octobre à Zurich, le Paris-Saint-Germain rencontrera Naples (aller en Italie).

Un entretien avec le président de Walt Disney Company

« Nous ne pouvons laisser s'installer l'idée que nous avons en partie échoué », nous déclare M. Michael Eisner

ORLANDO (Fioride)

de notre envoyée spéciale e Six mois après l'ouverture d'Euro Disney, quel bilan pou-vez-vous tirer de l'opération?

- Formidable. Et optimiste.

Nous sommes satisfaits de la façon dont les choses se sont organisées et satisfaits de l'accueil du public. Les six millions de visiteurs recen-Les six millions de visiteurs recen-sés il y a trois semaines battent tous les records enregistrés par nos autres parcs dans le même laps de temps. C'est mieux que Disney World, beaucoup mieux que Tokyo Disneyland, qui, en neuf ans, a déjà attiré 100 millions de visidéjà attiré 100 millions de visiteurs. Euro Disney est en train de
surpasser nos autres pares. Du
14 juillet 1992 à la dernière rentrée
scolaire, nos hôtels ont counu une
fréquentation excellente, comparable à leurs équivalents au Japon et
aux Etats-Unis. Il y a même eu un
jour où nous avons dépassé le seuil
limite des 90 000 visiteurs. Je
trouve cela fantastique, très prometteur, vraiment. Euro Disney va
devenir la première grande destinadevenir la première grande destina-tion de vacances de toute l'Europe. Et cela malgré la fine bouche de quelques médias, les barrages d'agriculteurs et quelques mau-vaises humeurs syndicales.

- Vous avez tout de même eu - La première grosse surprise, c'est ce fameux permis à points qui a bloqué la France une semaine ou deux, en déclenchant la colère des camionneurs. Impossible pendant ce temps-là d'accèder à Euro Dispose.

Dour beautours heurogenes ney. Pour beaucoup heureusement cela ne fut que partie remise. La deuxième surprise est une bonne surprise : c'est le degré d'accom-plissement et de perfection du parc

sur lequel nous avons travaillé depuis 1984. - Et le choix de la France? - Primo, la France est au centre géographique de l'Europe de l'Ouest. Secundo, nous avons eu le RER à notre porte - moi qui ai grandi à New-York, je sais la différence que cela fait. Tertio, le TGV qui circulera bientôt par le tunnel sous la Manche pouvait nous amener des youaseurs de toute l'En-

- On a beaucoup parlé d'impérielisme culturel...

 Ahl ce fut assez dur, évidemment. Un peu stupide même, et bien peu hospitalier. Des attaques qui frôlent la vérité peuvent blesser. Mais qu'elles prennent cette. ampleur, vous sentez tout de suite que c'est du cinéma! Mais le cap le plus redoutable, c'est aujourd'hui que nous l'affrontons. Car nous ne pouvons laisser s'installer l'idée que nous avons en partie échoué. Il faut que nous arrivions à rectifier l'erreur qui consiste à clamer que nous sommes pleinement ravis, mais tout en nous abstenant de paraître prétentieux ou arrogants. C'est une communication difficile à manier et d'autant plus délicate que nous sommes l'invité de la

- Vous evez l'habitude des

- Ce qui m'a sidéré tout de même, en France, c'est l'absence de télévision locale et donc l'imde télévision locale et donc l'impossibilité d'affiner nos messages,
de les cibler et de nous adresser
parfois uniquement à la communauté de la région parisienne,
comme je voudrais le faire pendant
l'hiver par exemple. Or, quand on
passe sur TF I ou France 2, c'est
toute la France qui entend le message, lequel est forcément brouillé
et inadéquat. Il nous faut donc et inadéquat. Il nous faut donc apprendre à utiliser radio et affichage, notamment dans le metro. - On a accusé le gouverne-

ment d'avoir été bien trop com-plaisant à votre égard... - Ma réponse est simple. Paris a été cette année la ville européenne dont la fréquentation touristique a littéralement explosé, avec des records de visiteurs anglais, allemands et italiens. Marne-la-Vallée aura engagé environ 25 000 personnes pour travailler sur le projet Disney. En bien, je crois que dans une économie internationale en pleine crise, qui n'épargne pas la France, Euro Disney aura été une chance formidable. Jacques Chirac

m'a d'ailleurs personnellement félicité, non pas d'Enro Disney, mais

du nombre de touristes drainés

gens vivent à moins de deux heures d'avion. Enfin, depuis soixante-dix ans, la Compagnie Walt Disney a beaucoup d'affinités avec la culture française.

ainsi vers la capitale. Nous avons nous-mêmes investi des milliards de dollars dans cette affaire. Le gouvernement français l'a rendu réalisable. S'il ne l'avait pas fait, si gouvernement français l'a rendu réalisable. S'il ne l'avait pas fait, si nous n'avions pas eu le RER, c'est en Espagne que nous serions allés. Il s'agit bel et blen en fait entre nous d'une histoire d'amour.»

> Propos recueillis par ANNICK COJEAN

POUR VOTRE SÉCURITÉ ____ Action de Rappel ____ Le présent avis s'adresse aux personnes

NETTOYEUR HAUTE PRESSION "KÄRCHER" K400

ayant acquis un:

Cet appareil a été mis récemment sur le marché après avoir obtenu, tant pour la France que pour l'ensemble des autres pays où il est commercialisé, toutes les homologations nécessaires à sa diffusion. Dans le cadre de ses contrôles permanents de sécurité, KARCHER a poursuivi les tests de fonctionnement de cet appareil, le soumettant à des conditions d'utilisation allant au-delà des Il s'est ainsi avéré que certains d'entre eux pouvaient présenter, à l'usage,

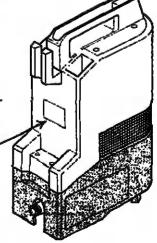
un risque de court-circuit qui, dans l'hypothèse d'une utilisation sans mise à la terre malgré les instructions d'emploi, peut entraîner un risque d'électrocution.

Doucieuse de votre sécurité totale, la société KÄRCHER demande à tous les propriétaires d'un matériel K400 portant un numéro de série allant de 18 329 à 22 728 - 28 924 à 32 745 de se présenter avec leur appareil sur le lieu de leur achat*, ou il sera

l'échange contre un KARCHER K400 neuf nouvelle série.

D'ores et déjà et dans tous les cas, de ne plus utiliser votre appareil.

Lette formule d'échange a été délibérément choisie par KARCHER afin de ne vous occasionner aucune gêne et ne pas vous priver de votre appareil le temps qui aurait été nécessaire à une intervention technique. Nous vous remercions de votre concours et de votre compréhension pour ces mesures destinées à vous permettre de disposer d'un matériel vous offrant toutes les garanties de confort et de fiabilité.



mécanise le nettoyage.

*En cas d'impossibilité, venillez nons contacter an numéro vert 05 10 12 12 où la procédure à suivre vous sera indiquée.

Avec un projet de budget de 53,7 milliards de francs, en augmentation de 5,25 % par rapport à 1992, le ministre de la recherche et de l'espace. M. Hubert Curien, maintient de justesse, malgré l'austérité, la priorité accordée depuis plusieurs années à la recherche. Mais ces crédits, s'ils sont votés, ne permettront pas à la France de porter, comme elle l'avait souhaité, ses dépenses de recherche à 3 % du PIB.

u Nous pourions avoir des craintes compte tenu de la volonté du gouvernement de maîtriser la progression des dépenses publiques. Finalement, le budget civil de la recherche connaît une augmentation sensible par rapport à d'autres secteurs. » L'expansion est plus

Le prix Crafoord à Adolf Seilacher

L'Académie royale des sciences de Suède a remis le 1st octobre à l'Allemand Adolf Seilscher, profes-seur à l'université de Tübingen et à l'université américaine Yale, le prix Crafoord 1992 qui est d'une valeur de 2,3 millions de couronnes (environ 2,1 millions de francs). Le nouveau lauréat est un paléo-écologiste, c'est-à-dire qu'il est spécialiste du développement de la vie sur Terre et des liens qui existatent entre les organismes disnorus et leur milieu.

Les prix Crasoord ont été créés grace à une donation d'Anna-Greta et Holger Crafoord. Ainsi, chaque année depuis 1982, l'Académie suédoise peut-elle décerner à un ou plusieurs scientifiques de grande valeur un prix qui concerne une discipline différente ne rentrant dans aucune de celles qui sont couronnées par les prix Nobel. Selon le cycle voulu par les donateurs, les recherches sur l'écologie et la polyarthrite rhumatoïde sont favomodeste que les années prece-dentes, note un chercheur, « dans la mesure où, avec 53,7 milliards de francs (1), le projet de budget pour 1993 n'augmente que de 5,25 % pour ce qui concerne les dépenses ordinaires et les autorisa-tions de programme, contre 7 % en 1992, 7,3 % en 1991, 7,1 % en 1990 et 7,6 % en 1989.»

Malgré ce fléchissement dans la croissance d'un secteur qui fut toujours soutenu par le gouvernement socialiste, le projet de budget 1993 est donc de nature à rassurer les milieux scientifiques. C'est ainsi que les dépenses ordinaires (DO), qui couvrent presque exclusivement les salaires des personnels des organismes publics, s'élèvent à 26,6 milliards de francs, soit une aug-mentation de 5 %, tandis que les autorisations de programme (AP), qui conditionnent l'avenir de la recherche, se montent à 27,1 mil-liards de francs, soit une augmentation de 5,5 %, qui se partage entre les activités de recherche publique (+ 500 millions de francs), les programmes spatiaux (+ 600 MF) et le soutien à la recherche industrielle (+ 300 MF).

Les crédits de paiement, eux (CP), avec 26 milliards de francs, connaissent pour la deuxième année consécutive une croissance (5,7 %) légèrement supérieure à celle des autorisations de programme. Ces efforts se traduisent pour l'ensemble du budget civil de recherche et développement (BCRD) par une affectation des deux tiers de la dotation, soit 35,5 milliards de francs, en faveur de la recherche publique, tandis que le reste se partage entre les activités spatiales (9,5 milliards de francs pour le CNES et METEOSAT) et e développement technologique et le soutien à la recherche indus-trielle, qui reçoivent 8,9 milliards

Les trois poids-lourds

Une analyse plus fine montre que les budgets des organismes mobilisent près des trois quarts des dotations du BCRD. Comme chaque année, le CNRS, le CEA et le CNES se taillent la part du lion avec plus de 28 milliards de francs à eux trois. Le CNRS progresse de 4,5 % avec 12,4 milliards de francs (DO + AP) et le CNES de 7 %, avec 9,2 milliards de francs. A la veille de la conférence des ministres européens de l'espace qui se réunira début novembre à Grenade, cela marque la continuité de l'effort français pour l'espace mais ne résoud pas pour autant les diffi-cultés budgétaires du CNES, confronté aujourd'hui à un lourd

Quant au CEA, fortement ébranlé cet été par des projets de réforme de ses statuts et de ses missions, il connaît, après une lon-gue période d'austérité budgétaire, une petite embellie. Ses crédits, avec 6,5 milliards de francs, sont en augmentation de 3,8 %, mais ces promesses ne semblent pas convaincre la CGT, qui s'inquiète, dans un communiqué publié début septembre, du devenir d'une partie de la subvention civile du CEA, s'élevant à environ I milliard de francs, inscrite aux projets de budget des ministères de la défense (300 millions de francs) et et de 'économie et des finances (740 millions de francs).

Au-delà de ces opérations, un effort tout particulier est fait en direction de la recherche médicale 6.6 % d'augmentation pour l'IN-SERM, 10,5 % (210 MF) pour l'Agence nationale pour le sida (ANRS) et 40 % pour le Centre d'études du polymorphisme humain (CEPH), dont les travaux sur le séquençage du génome ont fait l'objet d'une percée remarquée. Enfin, l'INRIA se voit doté de crédits en augmentation de 7,5 % pour ses travaux en informatique et automatique et l'ADEME d'une croissance de 9,5 % pour ses la maîtrise de l'énergie.

tent bien sûr celles prises en faveur de l'emploi. Quatre cent soixante-dix emplois nouveaux seront en effet créés en 1993 pour les person-nels de recherche : 300 postes concernent les chercheurs, dont 70 d'enseignants-chercheurs au titre de la mobilité avec l'enseignement supérieur et 170 autres pour les ingénieurs, techniciens et adminis-

ministère, ce sont 1 625 emplois de chercheurs et de cadres scientifiques auxquels s'ajoutent 1 500 autres pour les iTA, dont 1 208 (1 014 pour les ITA) dans les éta-

1989 et 1993. Malgré l'austérité et une conjoncture mondiale difficile, ce dispositif budgétaire devrait per-

blissements publics à caractère scientifique et technique (EPST),

qui auront été ainsi créés entre

mettre à la France de se maintenir au quatrième rang des puissances industrialisées pour seur effort de recherche derrière le Japon, les

Etats-Unis et l'Allemagne. JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) Somme à laquelle il conviendrait d'ajouter les crédits affectés à la recherche militaire, qui s'élèvent à quel-que 30 à 35 milliards de francs. La défense porticipe également à l'effort en faveur des activités spatiales, avec 3 à 3,5 milliards de francs.

(2) Les crédits d'aide en faveur de la recherche industrielle s'élèvent à 8,6 mil-liards de francs en tenant compte des subventions accordées aux programme adronautiques civils, dans ce secteur of

La France et la Russie signent un protocole d'intention pour jume ler leurs centrales nucléaires. - Lo ministre de l'énergie atomique de Russie, M. Victor Mikhailov, et le président d'EDF, M. Gilles Ménage, viennent de signer un protocole d'intention prévoyant le jumelage systématique entre les centrales nucléaires des deux pays. Ce protocole « doit trouver sa concrétisation avant la fin de l'annee», précise EDF dans un communiqué publié jeudi 1" octobre. Son objectif est de renforcer la coopération entre les exploitants, de déterminer des domaines concrets de développements communs ou de partenariat, « particulièrement dans le domaine de l'amélioration de la sûreté et des méthodes de travail», et de mettre en place une société commune dans le domaine de l'ingénierie d'exploitation nucléaire.

EDUCATION

A l'occasion de la leçon inangurale de l'écrivain Umberto Eco

M. Lang annonce un plan de rénovation du Collège de France

Peu avant d'assister à la leçon inaugurale de l'essayiste et romancier italien Umberto Eco, qui tiendra cette année la chaire européenne créée en 1989, M. Jack Lang, ministre de l'éducation nationale et de la culture, a rendu public, vendredi 2 octobre, un plan de rénovation et de modernisation des locaux du Collège de France, qui n'a subi aucun changement majeur depuis 1937. La lecon inaugurale d'Umberto Eco sera commentée dans «le Monde des livres a daté vendredi 9 octobre.

Dans deux ou trois ans, la foule anonyme qui se presse pour assister aux prestigieuses leçons inaugurales ne devrait plus s'agglutiner, qui dans l'embrasure d'une fenêtre, qui dans une salle sous-dimensionnée, exiguë qui devant un écran vidéo en guise de professeur, comme cela a été le cas vendredi 2 octobre pour le très médiatique professeur Umberto Eco. Le Collège de France va faire peau neuve et apparaît déjà comme l'un des derniers «grands chantiers» du president Mitterrand.

Conçu par l'assemblée des profeseurs elle-même, avec l'aide du secrétariat d'État aux grands travaux, le plan de modernisation annoncé par le ministre de l'éducation nationale est destiné, non seulement à arnéliorer l'accueil du public, mais aussi à assurer une plus grande cohérence dans l'organisation du travail de recherche de l'établissement auquel le temps avait donné des allures laby rinthiques et peu rationnelles. Un grand ménage intérieur est donc programmé pour rajeunir physiquement cette vénérable institution atypique, créée par François 1º en 1530, sous impulsion de Guillaume Budé, où les professeurs sont recrutés saus aucune condition de grade, où aucun programme n'est imposé et où les cours sont libres et gratuits.

Le plan prévoit ainsi, dans sa première phase, la construction d'un amphithéatre de quatre cents places, en sous-sol sous la cour même du Collège, ainsi que l'aménagement, sous les bâtiments existants datant de

la fin du dix-huitième siècle, d'un foyer et de plusieurs salles de seminaires. Un concours d'architecture devrait être lancé début novembre. sur la base d'un cahier des charges établi par les grands travaux. La pre-mière phase du plan, qui doit s'étaler sur trois ans, a été évaluée à 100 millions de francs, dont 30 millions ont déjà été inscrits au budget de 1993. financés à part égale par les grands travaux et l'éducation nationale.

sprivatis

Me genera

A terme, les professeurs du Collège et leur administrateur, M. André Miquel, pourront donc miser sur des laboratoires modulables, les scientifiques sur une bibliothèque qui leur faisait défaut, les invités étrangers sur des lieux d'acqueil plus conviviaux et adaptés. Le Collège, récomment, s'est d'ailleurs résolument tourné vers le monde. Ainsi un décret, paru en août, est venu modifier les conditions de recrutement pour chacune des cinquante-deux chaires permanentes de l'institution afin de pouvoir nommer tout autant des personnalités étrangères que françaises.

Dans ce cadre, le linguiste allemand, Harald Weinrich, dejà titulaire en 1989 de la chaire européenne qu'occupe aujourd'hui Umberto Eco. devrait tenir désormais, à titre permanent, la chaire de philosophie de la connaissance. Tandis que l'historien médiéviste et député polonais. M Bronislaw Geremek deveau prochainement occuper, pour une durée d'un an, la chaire internationale, nouvellement créée, et pour laquelle M. Mikhail Gorbatchev avait été un temps pressenti.

Par ailleurs, M. Lang a rappele qu'un contrat quadriennal de déve-loppement de la recherche et des études doctorales avait été signé en sout, garantissant en particulier au Collège des crédits annuels d'un montant de 33,87 millions de francs. accords antérieurs. Le ministre de la culture a enfin souhaité que, « dans l'esprit du Collège », dont l'enseignement s'adresse tout aussi bien aux érudits qu'au grand public, certains cours puissent être retransmis par la future chaîne éducative qu'il appelle de ses vocux.

JEAN-MICHEL DUMAY

DÉFENSE

Selon le projet de budget

Les armées françaises perdront 22 400 emplois dont 16 500 d'appelés

Le projet de budget pour 1993 du ministère de la défense s'élève à 197,8 milliards de francs (hors pensions), soit une augmentation de 1,35 % par rapport à 1992, et il prévoit la suppression de 22 400 emplois, dont 16 500 postes d'appelés. Ces dépenses se répartissent ainsi : 102,9 milliards de francs de crédits de paiement pour l'équipedes armées (soit un maintien à francs courants par rapport à 1992), et 94,9 milliards de francs (en hausse de 2,86 % par rapport à 1992) de crédits de paiement pour le fonctionnement (rémunérations

activités industrielles de la déléga-tion générale pour l'armement (DGA). La suppression d'emplois civils sera obtenue par des départs à la retraite anticipés et des reclassements, sans licenciements. En 1992, les armées françaises réunissent 297 357 cadres d'active, 224 966 appelés du contingent et 112 582 personnels civils.

Paralèlement à ces suppressions, le budget prévoit la création de 1 000 emplois de gendarmes (750 d'active et 250 auxiliaires, issus du contingent). Il garantit la création de 60 places d'élèves à Polyechnique II instaure aussi un relève. que. Il instaure aussi un relèvement de 10 % de l'indemnité pour

Pour les crédits d'équipement, 102,9 milliards de francs sont prévus. La part consacrée à la dissua-sion nucléaire baisse de 11,5 %, pour s'établir à 25 % du budget

d'équipement (contre 30 % d'il y a deux ans). Déjà, en 1992, cette part du nucléaire était en régression. Celle affectée au renseigne-ment et au spatial – deux priorités de M. Pierre Joxe – augmentera de plus de 13 % (la hausse en 1992 a été de 17 %), bénéficiant notamment aux programmes de satellite militaire d'observation Hélios, de satellite de transmissions Syracuse et de satellite radar Osiris. Les crédits oour les études et recherches un autre «cheval de bataille» du ministre - progressent de 6 %.

Les crédits alloués aux armoments classiques progressent de 4,6 %. Selon le ministère de la défense, les grands programmes (avion Rafale, char Leciere, hélicoptères de transport NH-90 et de combat Tigre) sont sauvegardés, mais leur réalisation sera sensiblement étalée dans le temps pour

ENVIRONNEMENT

a Le pavire de Greenpeace est arrivé à Cherbourg. - Un navire de l'organisation écologiste Greenpeace, le Beluga, est arrivé, vendredi 2 octobre, à Cherbourg (Manche) pour y attendre le cargo japonais Akatsuki-Maru, qui doit prochainement prendre livraison d'une tonne de plutonium produite par l'usine de retraitement de La Hague. Cette opération, dont la date de réalisation est tenue secrète, mais dont beaucoup estiment qu'elle devrait avoir lieu dans la deuxième quinzaine d'octobre, mobilise activement les associations de défense de l'environnement opposées à la multiplication des transports de cette matière radioactive « sensible » brûlée par les réacteurs nucléaires.

Se Mande L'ÉCONOMIE

REPÈRES

NUCLÉAIRE Défauts de soudures à la centrale de Şaint-Alban (Isère)

Les autorités de sûraté et Electricité de France viennent de mettre en évidence des défauts métallurgiques sur le réacteur numéro 1 de la centrale nucléaire de Saint-Alban (Isère). Les premiers défauts, découverts durant l'été à l'occasion de contrôles réalisés lors de l'arrêt de l'installation pour rechargement en combustible, affectent des tuyauteries du circuit secondaire dans lesquelles circule la vapeur nécessaire à l'alimentation des turbo-alternateurs. Plus de deux cents anomalies de ce type, liées à des erreurs de fabrication, ont été répertoriées. Mais, selon les experts, deux seulement posent un problème et donneront lieu à des réparations avant le

MÉDECINE

En un an. le nombre de cas de sida a augmenté de 23 % en Europe

redémarrage de l'installation.

Selon les statistiques trimestrielles publiées per le Centre européen pour la surveillance épidémiologique du sida (hôpital national de Saint-Maurice), au 30 juin dernier. 76 696 cas de sida avaient été déclarés en Europe, soit une augmentation de 23 % par rapport à la même période de 1991. La répartition des cas déclarés en fonction du groupe de transmission montre le maintien d'une prédominance marquée, à part égale, des groupes homo/bisexuels masculins et toxicomanes. Ainsi, en France, sur un total de 20 250 cas de sida déclarés, on comptait 10 236 cas transmis par voie homosexuelle et 4 387 cas liés à l'utilisation de seringues par voie intraveineuse.

Environ 12 % des ces déciarés appartiennent au groupe hétérosexuel qui continue d'augmenter. Enfin, pour ce qui concerne le nombre de personnes transfusées (non hémophilesi atteintes du sida, l'écert continue de s'accroître entre la France et les autres pays (hormis

la Roumania) : au 30 juin, on comptait en France 1 115 personnes atteintes du sida à la suite d'une transfusion, contre 167 en Allemagne, 187 en Italie, 160 en Espagne et 78 au Royaume-Uni. Quant aux hémophiles malades du sida, on en comptait à cette même date 292 en France, contre 345 en Allemagne, 170 en Italie, 416 en Espagne et 311 au Royaume-Uni,

CATASTROPHES

u Vaucluse : solxante-trois communes déclarées zones sinistrées. ~ Un arrêté ministériel déclarant zones sinistrées soixante-trois communes du Vaucluse dévastées par les intempéries qui ont frappé le département le 22 septembre dernier devrait prochainement paraître au Journal officiel. Ce texte, qui devrait être signé dans un délai de dix jours, est le résultat d'une réunion tenue, vendredi 2 octobre, par une commission interministérielle composée de représentants de la sécurité civile, des ministères de l'économie et des finances, du budget, de l'intérieur. Cet arrêté - très attendu - devrait permettre une indemnisation rapide des victimes.



30

14

et entretien).

Les réductions d'effectifs visent 16 500 postes d'appelés, dans l'ar-mée de terre essentiellement; 1 500 emplois de militaires d'active (1 100 pour l'armée de terre, 315 pour l'armée de l'air et 85 pour la marine), et 4 400 civils

De 1990 à 1991

Le coût des actions humanitaires de l'armée a quadruplé

En un an, le coût pour les armées françaises de leur participation aux actions dites humanitaires a pratiquement quadruplé, passant de 128,8 millions de francs en 1990 à 467 millions de francs en 1991. Cette estimation figure dans le der-nier numéro du bulletin Objectif-Dé-fense que le ministère de la défense publie à l'intention des comman-

Les armées classent en quatre catégories les actions dites humanitaires qu'elles exécutent, dans un cadre national ou international, sur l'initiative du gouvernement fran-çais. Il s'agit de l'évacuation éventuelle de ressortissants français ou binationaux (comme au Zaîre, en Somalie ou en Ethiopie); des inter-ventions dans le cas de catastrophes

naturelles ou technologiques; de l'assistance à des populations soumises à la sécheresse, à la famine ou à des épidémies, ou enfin des actions mili-taro-humanitaires (en particulier, via l'ONU). En 1991, le coût de ces actions s'est réparti ainsi par armées ou services : 160 millions de francs pour l'armée de l'air (au lieu de 50,9 millions de francs en 1990); 140 millions de francs pour l'armée de terre (au lieu de 5,3); 135 millions de francs pour la marine (au lieu de 60,2), et 32 millions de francs pour le service de santé (au lieu de 12,4).

el a situation internationale, écrivent les rédacteurs du bulletin du ministère de la désense, laisse à pen-ser que le montant de 1992 sera aussi élevé, voire plus élevé que cehui de 1991.»

de ses services. Certaines tâches pourraient ainsi être sous-traitées par des entreprises privées. Dès lumpéserait ellectifs municipaux, forts aujourd'hui ellectifs municipaux, forts aujourd'hui ellectifs d'un edégraissage »

M. Jean-Paul Giraud (PS), conseil

M. Jean-Pau Graud (PS), conseiler municipal, qui il fermement opposé il privatisation il la régie foncière, regrette que la majorité municipale il choisi e le plus pour brader patrimoine v. Selon lui «les ventes, il les ventes vientes de le les ventes de le les ventes de les v

de logements vien-

encore agg le de l'immabilier dans la ville ». L'un un deux élus écologistes, M. Raymond Avrillier, déplore que depuis un met demi il conseil municipal il Grenoble il gransformé in salle des

administratifs to the latest like deli-

bérations prises par l'asserublée. Il mainsi bloqué la mainsi un groupe immobilier, pour une manure de 30.6

millions, d'une partie des plages bor-dant la municipale, afin de

financer on partie or reconstruction.

patrimoines »

M= Annie Deschamps (PS),

de l'imatti repousse ces

critiques. Il admet un la gestion de commerces et la book industriels

par une commune pouvait in justi-lim il y a vingt ans, pour agr sur le économique. « Mais aujourd'hui une telle démarche est totalement

archalque », prévient M. Carignon moyens me dispo-es outils. Il donc urgent, affirme l'élu, de sc

· faux patrimoines, dont la valeu

très fluctuante», pour mieux capi

taliser un a patrimoine foncier lourd ». La ville a ainsi acquis

15 heclares de terrains qui vont la permettre d'agir sur la développe-economique de certains sec-

Quant à l'argent issu des privatisa-

tions, il déclare vouloir l'affecter, en priorité, un désendettement financier

rie la unice en pla

de nouvelles manural de solidarité de la domaines, selon lui priori-

taires, du logement, du soutien sco-laire : l'insertion professionnelle.

(1) La maîtrise in terrains dont la ville propriétaire in été confiée in métablis-public foncier. Il motamment habitité à procèdes à manuel opérations

bilières 🔳 foncières, 🖿 particulier

CLAUDE FRANCILLON

municipale.

Les privatisations de M. Carignon

Par touches successives, le maire de Grenoble définit une nouvelle façon de gérer le patrimoine de sa ville, en concédant de nombreux services municipaux

de www.correspondant régional

ville dolt devenir collectivité maigre. » M. Alain Cari(RPR) définit
ainsi la politique qu'il mise en dès la but de deuxième mandat la maire la Grenchle Quelques semaines après noble. Quelques semaines après municipales de mars 1989, et à la surprise générale, il annonçait la privatisation du service des caux

Abondant, cher, naturellement pur – il fut envisagé il quelques années de le sceau la capitale des Alpes – liquide incolore la capitale des Alpes – liquide incolore la capitale d'un rude la capitale ses vrais domaines de compétences que sont la préparation de l'avenir, la solidarité, l'environnement et la cadre de vie », précise moute la maire.

Après une pose stratégique pour digérer cette nouvelle orientation, il rouvert, il y a un an,
des privatisations, La ville a tout
d'abord décidé de vendre, par appel
d'offres, ses qu'elle qu'elle qu'elle atout
l'infinos la france. La cèssion par appel
ce petrimoine propréée pour une Lrouvé d'acquéreur.

Parkings et restauration collective

329,466

14 4 14 14 14 15 TH

100

5,1700

B. WOOLA T.

By Larger Street

 $\{g_i^{p_i}\}_{i=1}^{p_i}, \forall j \in \mathcal{I}_{p_i}$

4-2-14

- - "<u>43 r</u>gbers

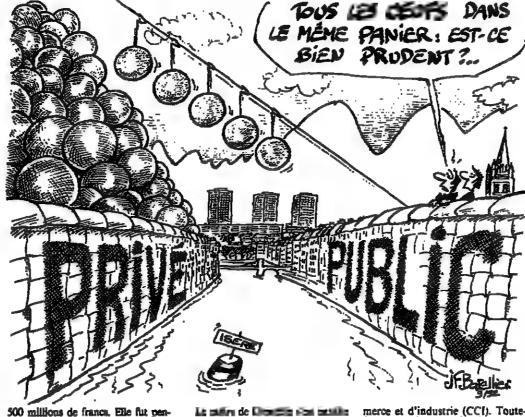
 $\gamma_{k_0 k_1} + \gamma_{k_0 k_1} = -d$

Company of

4 7 Add " Was the second 14 m

*****→ * *

Au mois d'octobre 1991, le conseil municipal a examiné le projet de dis-solution de la régie foncière. Cette véritable institution, au 1998 pour min en valeur mon encore Grenoble, fut transformée plus management société d'économie mixte (SEM). Elle gérait un patrimoine d'environ quinze un patrimoine d'environ quinze espaces industriels artisanaux installés au mande la cité, mini qu'un carrés, Grand'Place, construit mi 1975 par la municipalité socialiste de M. Hubert Dubedout pour accompany. gner réalisation de nouveaux quartiers sud, la Ville-L'ensemble du patrimoine district per la régie a ill estimé à



500 millions de franca. Elle fut pende longues and laurence privilégié de la politique de tion de l'habitat insalubre et d'habitat insalubre et d'h bilitation des men quartiers.

importants bénéfices régie foncière enre qui s'allient à 1,2 million de francs en 1989 et 10,5 millions de francs en 1990. La vente de Grand-Place à une filiale des Assurances générales de France (AGF), le groupe SOPHIA, spécialisé dans la gestion ≡ l'animation de centres commerciaux, rapportera la ville 143 milions de francs, when we ce patrimoine avait in millions in francs. oriels, attention to commerciaux, the

Le bilan la la vente la la régie sera-il positif? « Peut-ètre », répon-dait au mois de juin M. Carignon, qui missosait pas du prix
dissolution permettra de réaliser
millions francs d'économies »,

attaqué service de restauration de la ville, qui prépare aux scolaires, ser personnes agées et aux naires municipaux un million et de pur budget, qui par la location des commerciales de Grand'Place permirent de combler notamment le déficit structure.

Mais depuis quelques années.

Le par la location des commerciales de francs, représents une lourde charge pour la commune. Elle a calculé qu'elle économisera au moins 4 millions de francspar an, soit près de un point d'impôt, par an, soit près de la commercial de la comm privée, «La production de

> mières d'une ville», M. Pierre Gascon (UDF), premier adjoint du maire in Grenoble. Le conseil municipal a d'autre part concédé, le 9 juillet, I 🖿 Compagnie de sarriem et d'équipements de l'a-tionnement, une fuiale de la Compa-société d'économie mixte qui réaliall in mhontal bénéfices. «// n'est pas dans mission essenticle

d'une ville le par les voitures», fait observer de ma côté l'adjoint au

M. Christian Gauduel, également

charge de l'économie,

repas n'est pas dans les mais pre-

institut di Ilministrati. Le même jour, la majorité muni-

cipale mettait gratuitement à la disposition de la CCI son Palais des congrès. L'association qui avait jusmulatum en charge sa gestion était

D'autres privatisations sont envisagées par le ville, comme de du des expositions. ture execution associative ne correspond plus a ses missions commervolume de affaires traitées (le budget annuel d'Alpexpo s'élève 📗 près 🛍 100 millions de francs). La municipourrait égale-se séparer d'autres minicomme and all remains verts, du ramassage des ordures ménageres ou Tentretien in la voirie.

L'opposition socialiste, commudeposition socialiste, comme de cologiste redoute qu'après le « privatisations techniques », comme cantines, et privatisations idéologiques », celle de l'eau ou de la régie soncière. qui ma remis a cause la longue Indition grenobloise a gestion munale directe, la ville initie président il chambre i com- politique de privatisation rampante »

Envol régional

tricht, appelaient de las manurapide vigoureuse ia politique d'aménagement all territoire. 🖦 🕍 moins, 📰 le 🔤 📖 sufpour devoir souligné, prinistre du limit

Le projet 🗯 loi de finances attribue 🔳 effet 🛮 🔳 André Laionel, secrétaire d'Etat u charce dossier, et 🛮 délégation i l'aménagement ill immi et I l'action régionale (DATAR) crédits un progression 📠 23 🖫 rapport | l'enveloppe votée le Familie pour la Le la atteint même %, si l'on compare projets, es les ebleus > Tem | Tem Ce cha pitre apparaît probablement dépenses, augmente le plus M. Jean-Pierre Balligand (PS), député 🛶 l'Aisne, rapporteur budget la commission finances, www souviers pas d'avoir vu un tel 🚃 depuis 📻 très nombreuses

Ce succès 💷 🗓 mettre 📟 compte 🖿 l'influence, discrète mais réelle, qu'a pu M. Leignel auprès 🍱 M. Bérégovoy 💷 de l'Élysée, et du quasi consensus qui, 🖆 🖬 🖼 à la gauche, iliam les iliam comme iles campagnes, au Paris ment ou dans les s'exprime régulièrement en d'une meilleure répentigéographique des III des investissements, en un mot nem solidarité régionals.

Les grincheux remarqueront qu'il ne s'agit en de que (2,7 mlred a que l'argent le col ne sert pas I grand-chosa si une de rééquitibrage se mariem pas à mun les áchelons 🍱 l'appareil d'Etat, des organismes publics iii iiiii grendes entreprises nationales Laurs réserves nu menguant pas in fondements.

De même faut-il sevoir um n'est promise le budget de la DATAR et que la politi-TGV, in orientations qui muni decessi su acidena d'Ile-de-France, les d'accompagnement de la politi que agricole commune, influent sur la géographie économique du que subven-tions i PME auvergnate ou un prélèvement 🍱 plusieurs millions francs pour aménager 🖺 circuit 🖊 📉 de Magny-Cours I la Nièvre, M. Bérégovoy n'est sûrement pas le dernier il comprendre tout l'intérêt-y compris – qu'il v 🛊 i remolir 🛍

FRANÇOIS INCIDENTIAL

La nouvelle génération des cités-jardins

Au Plessis-Robinson, la réhabilitation de l'urbanisme des années 30 et de 🖦 ensembles de logements réservés à l'habitat social 🛍 révèle délicate

A verdure désordonnée 🕮 jardins ouvriers n'arrive pas i égayer murs gris immeubles environ-En ce début d'automne, la cité-jardin du Plessis-Robinson, département Hauts-de Seine, un triste aban-donné, il difficile d'imaginer endroit fut l'un l'habitat social de l'entre-deuxguerres, à une époque in l'on chera populations laborieuses » de la

d'un de pensée du du siècle, du cités-jardins incarnèrent un modèle d'urbanisme, fortement marqué [a] le socialisme utopique. In mili époque. Il fallait édifier 📭 villes dédensifiées la campagne, pour offrir 🖛 vie saine aux citadins victimes de l'insalubrité de certains quartiers de la capitale. Quinze cités-jardins 📹 🚟 🚛 🗝 🖭 en lle-de-France par IIIII public Leabrations I bon marché (HBM) la Seine, sous l'impulsion in son dirigeant i l'époque, Henri Sellier.

La cité du Plessis, conçue par Maurice Payret-Dortail et construite sum RUS et 1939, se partage entre une cité basse (241 logements) une (1 960 logements). Sur ce plateau se succèdent, long d'une avenue, le bâtiments de quatre étages en forme U l'intérieur unit jardins familiaux.

La cité-jardin du Plessis-Robin-appartient à la seconde généra-tion — la logements, note M= Anu-Caroll Werquin, archi-détudes sur forme d'habitat. I l'influence moderne impose of formes rectilignes, cubiques, 📹 le petit immeubla remplace peu à peu 🗈 pavillon pittoresque. « Par rapport » 🖺 🕬 🗃 cités-jardins, comme la fluor Rouge à Châtenay-Malabry, celle du Plemis, arm son plan orthogonai, 📰 « un peu austère », reconnaît M= Anne-Caroll Werquin.

Des normes of confort dépassées

Tout, ici, montre un souci du détail caractéristique de la cités nouvelles. Le plan pecte l'équilibre entre mana collectifs m privatifs, entre tion 🛮 végétation. L'architecture 🍱 béton, aux détails soignés, offre un exemple de la production architecturale du mouvement moderne.

Mais cette cité-jardin vit me der-

depuis plus il vingt ann En prévision IIII travaux, elle a IIII relogée du Plessis, plus récent. Un peu nostalgique IIII III même, Madelcine, s'estime satisfaite : = Pour / III francs de loyer, au lie de l'Int. j'ai une pièce en plus, en en plus grand et en meilleur état. Je pur juste les jardins, que je pouvais regarder depuis ma lenêtre.

Lim logements 🔐 🗎 cité-jardin ne respectent per les normes de confort actuelles des HLM. La population ■ vieilli et, si les anciens locataires 💵 veulent 📭 partir. 🖿 jeunes ménages refusent Me venir s'installer dans 📠 logements vacants. Depuis quelques années. certains appartements sont murés, aggravant l'aspect it du quar-

En 1989, devant in mili estimés d'une réhabilitation totale, l'Office HLM M Hauts-de-Seine, propriétaire Im bâtiments, décide de détruire la cité haute. Une décision qui provoque un la habitants a d'urbanistes. Depuis le milieu années 80 s'amorce en effet un mouvement de redécouverte cités-jardins. Ainsi, en 1986, la 📶 niers jours. Peu depuis la Plessis-Robinson a été inscrite à me la destruction.

guerre, l'urbain l'inventaire des sites du départe-a mai vieilli. Madeleine y habitait meut pour l'accuractère pittoresment pout was « caractère pittores-

> Face à la mobilisation générale, le préfet demande E constitution d'un groupe de travail pluridisciplid'études, m groupe confirme la décision de détruire me cité haute, mis à mn les 139 pavillons m quelpetits immeubles. Il impose in directives très précises architectes participant au concours pour la reconstruction. Il s'agit de recréer un quartier présentant qualité urbaine.

Le programme du concours exige notamment le respect des tracés d'origine de la cité-jardin. « Mail M. Bernard Althabegoity, un des architectes il l'équipe lauréate. La ville s'est toujours reconstruite sur la ville, et 📖 respectons l'œuvre 🖃 Payret-Dortail. La conservation des tracés anciens a enrichi notre projet. » La géométrie générale se retrouve donc dans le futur quar-

> CÉCILE MAILLARD Lire la suite page 🛄

(1) L'inscription impose l'accord al l'ar-Mars on Manager of Francis (ABF)

QUATRE NOUVEAUX CENTRES DE RECHERCHE PRIVEE

SUR "RENNES ATALANTE"

En 1990, CANON Inc.(Japon) annonçait la création i la Technopole "RENNES ATALANTE" d'un Centre 🔤 Recherche Développement spécialisé dans les télécommunications appliquées à la bureantique, loauguré récemment, il accueillera i à 120 personnes i trois

Depuis and date, plusieurs entreprises françaises i internationales ont choisi "RENNES ATALANTE' pour leurs

Il v a quelques mois, le groupe allemand WANDEL & GOLTERMANN, leader mondial dans 🔤 systèmes 🔳 appareils de mesure pour les télécommunications, créait à Rennes son européen III compétence les domaines du RNIS ■ de l'ATM (RNIS deuxième génération). It atteindra 53 personnes ■ 1993.

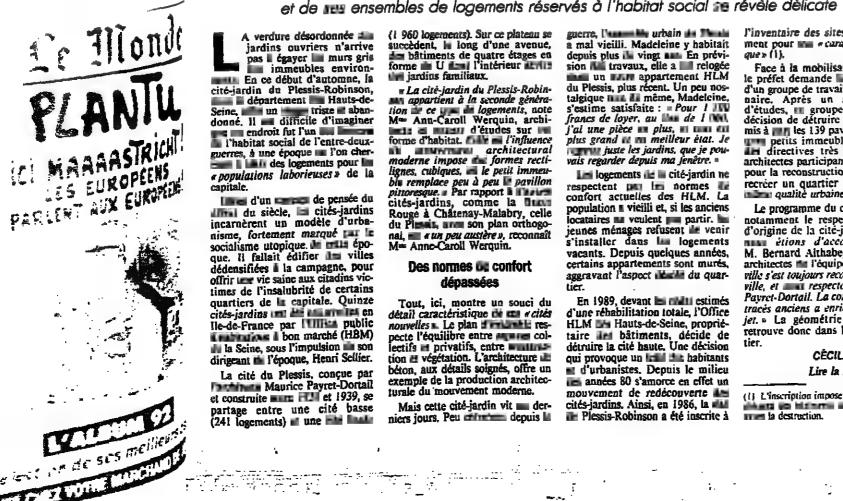
recemment, DEBAT, spécialisés dans la pharmacie humaine. vétérinaire 🔳 les cosmétiques, 📖 decidé d'implanter m centre de recherche m biologie sur la Technopole. Ce accueillera III personnes.

Enfin. BARPHONE, société m développement a de fabrication de accessor téléphoniques multiservices, démarge l'activité de mu centre de Recherche M Développement réseaux (NUMERIS, PABX...) qui occupera 25

Interrogées sur les raisons 📰 choix 🖿 leur implantation le district E Rennes, les entreprises ont cité : le poids des universités. Econcentration d'entreprises high tech, les avec Paris.

RENNES ATALANTE

11, udu Clos-Courtel 35700 Rennes Tél. 33 28



هِ كذا من رلاميل

14

C INQ mois après l'arrivée du métro i la Défense, l'établissement public d'aménagement (EPAD) vient d'ouvrir à la sortie 👪 la 🐠 tion Esplanade un nouvel Info Défense. Le premier avait 🐠 inauguré il y a deux ma devant le CNIT. m pied de la Grande Arche.

Habitants, hommes d'affaires. visiteurs, touristes, peuvent trouver dans me deux kjosques des informations pratiques (plan, horaires, transports, manifestations culturelles ou sportives), mais aussi ilii nouvelles sur l'évolution du quartier. 🖹 travaux 🖪 l'arrivée 🔳 🛶 velles entreprises.

On peut également | voir une présentation du quartier : mm histoire. 🚃 actualité. 🚃 projets 🕮 développement. In maquettes permettent aux visiteurs de suivre l'opération d'aménagement dans son contexte local m régional. Des panneaux 🖦 uma l'histoire 🖦 la Défense. Un espace vidéo permet wisionner les films réalisés par l'EPAD, un de revivre les grands moments de la Défense comme concert des droits de l'homme 🖛 le spectacle Jean-Michel Jarre en 1990.

NORD-PAS-DE-CALAIS Euralille

en chantier

H UIT mois avant la mise en du TGV Nord, les mand du TGV Nord, les mand du d'affaires Euralille, autour d' la nouvelle gare 🔝 la capitale du Nord, ont débuté. Sur plusieurs dizaines d'hectares, la Cité III affaires (trois tours de bureaux), le Triangle III gares (pôle III remains merces et 🍱 loisirs) et un palais 🌃 congrès and en chantier pour aux livraison prévue 1994.

Pour cette première étape d'un projet qui comptera à 1000 000 m², une somme 11 3,5 milliards de france doit être apportée mer des capitaux privés II 1,5 milliard par l'Etat et II collectivités. Premier III liste des livraisons, le Triangle des gares comprendra notamment un hypermarché, 130 boutiques et \$ 500 places \$\mathbb{M}\$

Le financement i deux des trois trum de la Cité des affaires mi achevé. Pour la 🗤 🚾 l'atrium du World Trade Center (45 000 m² mm total). un protocole d'investissemust a his signé avec l'IJAP et la Caisse Mi dépôts ■ consignations, qui scront les investisseurs les plus importants. Quant m Crédit lyonnais, qui possède déjà trois tours à Lyon Part-Dieu, à la Défense a à New-York, il s'est porté acquéreur 🔤 🖫 seconde 📟 (14 600 m2), 270 millions

PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR

Un noureme magazine municipal à Nice

A PRÈS le départ 📰 M. Jacques Médecin (CNI), ancien maire, et la liquidation de la dispendieuse ciation para-municipale Nice-Communication (137 millions 🖿 déficit), 🖿 ville de Nice a redéfini sa politique m relations publiques sur des bases plus réalistes. Du petit ciniste, qui comprenait sept ou huit titres, ne subsistent plus que deux publications, E Lettre du maire (dix numéros par an) et Nice quartiers, à périodicité variable.

Mais, après avoir fait Mar rase du passé, la municipalité a manuf la nécessité 🖿 disposer d'un organe d'information grand public. Aussi vient-elle 🔤 lancer un magazine, intitulé simplement Nice, qui se présente sant la forme d'un bimes-24 pages, en quadrichromie, sans publicité, tiré | 190 000 mm plaires 🔳 diffusé 🛌 chaque foyer par une société privée. Il en coûte 2 400 000 francs au budget de la

Ce magazine, qui se distingue par une mise m page soignée m un ton chaleureux, weut un outil de communication interactif. rédacteur un chef M M. Alain Lefeuvre, ancien grand reporter à Nice-Matin et ancien directeur de l'unité de presse du groupe GMF- 54-74-71-85.

Le projet de budget pour 1993

Solidarité, intercommunalité et prise 📺 compte du statut de l'élu caractérisent les aides de l'Etat aux collectivités

projet in loi il finances pour 1993 a le double mérite de « satisfaire » à la fois M Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat chargé in collectivités locales, et M. Jean-Pierre Fourcade (UDF), président il Comité finances locales. En effet, Im aides que l'Etat destine un secteur public local progressent, and année encore, le façon soutenue, puisqu'elles s'élèvent l 258,5 milliards de francs. Elles augmentent II 6,1 soit deux fois plus vite les propres dépenses l'Etat (+ 3,5 %).

Ces annum – ainsi dénommés parce qu'ils an prélevés en les charges de l'Etat, u non sur une seule ligne budgétaire représentent environ le tiers collectivités locales. Ils 🚃 🖿 quatre ordres : sides au fonctionnement, aides | l'équipement, compensations liées aux transferts de compétences, compensations fiscales. L'augmentation qu'ils devraient connaître a fait dire à M. Fourcade, le III septembre, que

Les devraient avoir un autre motif de satisfaction, estime dans le changement des règles du jeu financières ». Cette année, modification n'affecte is structure Jei concours financiers = l'Etat. Pourtant, le projet de budget amplile gouvernement depuis 1991.

urbaine (DSU), destinée aux villes qui beaucoup de loge-ments sociaux, mais peu d'entreprises, atteint un milliard il francs. Le fonds Le correction Le déséquilirégionaux voit le jour. La dota-tion globale d'équipement = rééquilibrée » en firmar du monde rural

Au un ma de la loi il finances, le gouvernement poursuit pur incita-tion | l'intercommunalité. La dotation 🏭 développement rural, destinée mus bourgs-centres et projets de développement portés pu groupements li camua. double, comme prévu dans la loi 📟 l'administration territoriale de la République. Elle atteint 600 millions et francs, malgré le diminu-tion prévue des les fiscales et

Une dotation pour la Corse

Après avoir obtenu, l'an passé, le d'un tall sur le de l'élu », le gouvernement au aujourd'hui IIII petites communes II III mettre en œuvre. La loi du 🛭 février 1992 www les conditions d'exercice des mandats locaux donnait & ces collectivités la possibilité d'améliorer indemnités il leurs maires. Or, milieu rural, beaucoup n'ont pas pu appliquer = texte, faute = ressources. Le projet de loi de finances crée donc une dotation de 250 millions de francs, que M. Fourcade ■ qualifiée de *■ bonne* surorise».

e gouvernement depuis 1991.

Ainsi, la dotation e solidarité ment (DGF), principal concours

financier de l'Etat van collectivités locales, s'élève I 96,2 milliards de francs Indexée IIII l'inflation et le produit intérieur brut. en registre augmentation de 4,3 %, quasi-get, M. Michel Charasse, M. (le Monde 11 16-17 août), projet 1 loi infinances revoit les clauses relatives I la «régularisation» 🖮 🗎 DGF. Désormais, 🔤 🔤 devraient percevoir une «rallonge» un cours d'année, quelle que soit l'évolution

En raison de certains mécanismes de péréquation internes à la DGF, 🔳 📾 collectivités ne doivent s'attendre une identique et cette recette. Dans E grandes villes, elle devrait progresser, moyenne, the 2,4 %, soit moins la hausse prévisible du coût de wie, remarque, man inquiétude, l'Association am maires grandes villes 🚈 France.

réelle indices montion des-

quels and dotation and calculée.

Le projet 📨 🖾 🖼 finances 🚃 porte une anomalie», selon M. Fourcade: la stagnation du fonds compensation TVA, qui s'élève, comme l'an dernier, a 21 milliards de francs. Ce fonds pour objet il compenser iii versements i TVA que les collectivités acquittent forsqu'elles effectuent investissements. Sa stabilisation s'explique, selon M. Sueur, une surestimation M son montant l'andernière. Si les tortu qui l'alimentent s'avéraient insuffisants, ils pourraient IIIm books then une to de finances rectificative.

Pour i primi fois apparaît une globale décentralisation la Cara qui s'élève à un milliard in francs. Les compensations d'exonérations In III diverses (foncière, professionnelle, taxe d'ha-bitation) page 1 = 51 à 56,7 mil-la-Ha de francs. En 1993, l'Etat devrait done garder son Illim lie

La construction d'un parking rue des Saints-Pères relance le débat sur la « circulation modulée »

Paris-piétons

A place Saint-Germain-des-Prés va-t-elle mi réservée aux piétons? d'un réaménagement du quartier, un certain nombre il riverains suggérent de laisser aux flåneurs i und de village. Aux vices techniques i Ville d'étudier proposition. François Collet (RPR), maire de l'arrondissement, ne voit per d'un bon œil m projet. Il rama qu'au pied du clocher roman, il n'est per possible de modifier in flux de circulation,

Peut-être garde-t-il m mémoire souvenir de la malheureuse expérience 📦 📭 piétonne. lancée par la Ville il y a quelques années, rue Saint-André-des-Arts. Le laisser-aller qui s'était lamail dans muite venelle du vieux Paris ■ suscité le manyous will riversing qui ont demandé - m obtenu - que vesm affaire mai préparée. Mali le quartier Saint-Germain-des-Prés qui a perdu a confidence tranquille pour laisser place um pizzeries et façades « design », a besoin d'un sérieux coup de ravalement.

Li « cauchemar » des riverains

A quelques mètres il place, où sous 🛍 pavés dorment 📖 premiers Mérovingiens, l'étroite rue des Saints-Pères connaît une animation particulière. Aux mauvaises conditions III circulation du quartier, s'ajoutent aujourd'hui, pour les nement. La cause M cette effervescence est l'énorme manue d'une long la faculté la maria pour manhant on parking in me in was marked places sur sept niveaux. Pour stationner, le bout de trottoir, rue 👫 Saints-Père, ma Jacob, rue Pérronet s'arrache à d'injures.

· III cauchemar v. William W. nverzins. . L. enjer », merçants, illustration de galerie de R. As. | peinture, éditeurs. Les miram in

stationnement acheen septembre [1944 L'ensemble um places - u demande un très - concédé une durée soixante-quinze ans. Coût l'occupation : 275 Mill francs (valeur janvier 1989) payables trois fois. « En fait affirme un riverain qui m déjà retenu une place, cela reviendra fin INVI # 400 000 francs ». « Les manuel ainsi dégagées seront contrôlées par 🖹 Ville qui per disposer pour le sinande per di stationnement déficitaires » précise la direction 🖦 la voirie 🜬 📓 mairie de Paris.

licession

Pour tenter M calmer le jeu, M. Patrick-Olivier Picourt (UDF) conseiller I Paris a demandé, lundi 🌃 septembre lors d'une du conseil 🖫 Paris, 📖 préfet 🕍 police 🕼 prendre 🛶 réserver la soir 🖪 N week-end in circulation in le stationnremai una riverains de 🖪 na des Saints-Pères v. [1 précise : v il y a quelques annèes, 🗰 telles 🖚 avaient 💵 prises dans 🗓 🗷 📖 dissement pour M never allant 🔝 🖊 place Saint-Germain-des-Prés 🖫 🖊 place de Furstenberg. Une telle initiative s'était révélée particulière-MMM efficace lorsque M préfecture de Paris mettait | le terrain le personnel nécessaire. . Il l'édile d'indiquet : . La situation engendrée les manuel minimum cet effort pour un secieur délimité par la rue Bonala rue 🖮 🚾 🖷

M. Picourt wanted: a Cecl perconséguences : d'un aménagement ultérieur d'une circulation en faveur des riverains. | Cette * circulation modulée », qui pourrait IIm appliquée i d'autres secteurs illi la capitale, vise & limiter M HMM et venues des impliment livraison à Millionia Straton Le troubel de l'actidevrait ouvrir, is les prochaines semaines, cet épineux dossier.

JEAN PERRIN

L'avenir au pied des tours

il y a une semaine, à Mantes-la-Jolie, quatre soit 480 logements, ont été detruites dann le quartier du Val-Fourré (le Monde daté 27-28 septembre). Assiste-ton 🖥 une nouvelle façon de gérer l'habitat 🗪 Île-de-France? L'urbanisme sa prati-que-t-il aujourd'hul à l'aide d'explosifs ? M. Michel Giraud (RPR), président du conseil régional d'Ile-de-France, explique son point de vue.

Aujourd'hui, tran frappant de notre époque, on se réunit pour fêter la des-truction la plusieurs

Leurs implosions are retransmises It la télévision, et c'est un spectacle qui suscite des sentiments ambigus et nejouir 🗷 réjouir que devenues fantômes la logements désertés, disparaissent, i on ne l'ampleur la min du logement la la difficulté la trouver la solutions pour faire revivre ités, in sortir de leur

C'est imir une époque in la

construction du losement | | | | | France qui est mise en accusation. Une tour détruite 🚃 la manifestation criante d'un Faudra-t-il détruire toutes les grandes les logements qu'elles représentent, pour beaucoup de gens, un long moment de leur vie? Détruire implique que nous sachions et puissions mieux, in façon plus humaine, au plus près in la vie active aver ses nouvelles right en matière d'environnement, de ports, de circulation, d'activités économiques, d'enrichissement culturel.

🕮 a comment trouver aujourd'hui pour transformer progressivement ces cités, afin que habitants ne se tent plus de exclus? Toutes éner-ges, le la lalents de mêtre mobiisés au mevim de ces quartiers, ma par travail intelligent
l'espace urbain aussi le développement des emplois, une amélioration qualité du public,
la formation, de l'insertion, A l'Etat d'être, im premier, exemplaire.

Alors sera-t-il plus justifié de se réu-nir pour le premières pierres d'une retrouvée.

MICHEL GIRAUD

DÉBAT

Redéfinir le développement local

par Michel Nault

ARTE à crème discours politico-écono-mique » M. Maurice Ligot, maire de Cholet, «thème à mode, vague et ambigue qui charrie réalités et des diverses » d'après M. Paul Houée, ancien maire de Saint-Gilles-du-Mené, Côtes-d'Armor, « expression banalisée que l'on véhicule sans que l'on sache toujours ce que l'on y met » aux III M. Jean-Pierre Worms, député de Saône-et-Loire. Il développement local III devenu l'auberge espagnole.

« De quoi parle-1-on? », intermed M™ Jacqueline Mengin, III ■ Fondation pour la recherche sociale, qui que développement soit devenu « un concept ambigu fondant avec les d'emplois d'équipements ». Quand le maire Vesdun [Cher] que créent, organisent, interprétent le spectacles nourris culture fondée situations qu'ainsi qu'ainsi le melting d'où naîtront projets locaux mobilisant de moyens le de exclure d'autres et que, de la même assemblée, un de collègues explique que, pour augmenter population, il important propulation, il important provision, celles-ci s'y approvisionnant y scolarisant leurs enfants, important deux maires-là parlent-ils il développement?

Alors on s'interroge, Babel Babel réunions où l'on parle de développement local. « S'ugit-il de jeux illusoires d'une société fatiguée au contraire, d'ébauches d'un social où s vellent modes fonctionnement société civile ses l'État?», reprendre de M. Paul Houéc.

Une étiquette trop utilisée

il avait all il pondu l'all question, il y a près le dix par une réflexion» produite la DATAR : « Il faut la clairement développement avertir que mode de développement parce qu'il met question des concepts, au manières de d'ètre d'agir. » M. Jacques Bonnel, chercheur au CNRS, précise qu'il s'agit d'opposer, la ma à terme, « la modèle développement caractérisé par le productirisme, l'économisme, dimension entrifuge et exogène,
des contre-modèles à tonalité endogène, solidariste,
horizontale. Les difficultés par les définitions développement probable leur très idéologisée.

Mais M. Paul Houée voit ce male développement Dans la période 1965-75, les pionniers de ce ment n'étaient pas des idéologues, ou de moins ... considéraient-ils pas comme tels. ■ s'ils étaient parteur d'une idéologie, c'était une bonne idéologie. Celle d'une plus grande autonomie locale pour un autre développement, pour a contrôle de son propre développement, pour « décider, vivre u travailler au pays », donner leurs chances aux lieux, rechercher il appartenance à une communauté une sécurité devant les risques 🏜 🖺 🚛

Dans la période 1975-85, am mouvements plus profonds mais plus diffus sont and notamment is la reconquête du mutal intérieur de l'appareil productif local. La vide de participer à la gestion des affaires publiques et la développement du mouvement en sont la illustrations. C'est equi fait dire la Jean-Worms que « les chases le beauco évolué depuis lendances au hors la société productiviste. L'idée qu'il existe in ressources inexploitées est toujours présente, mais l'image développement local aujourd'hui in mobilisation potentiels locaux pour insérer dans in réseaux économiques qui débordent in main in territoire.

Im a bezucoup évolué, certes, mais peut-on coller l'étiquette . L'éveloppement local » sur toutes in maliania d'intérêt local? N'est-ce pas le message que de dire l'on fait » du déve-loppement local quand territoire un établissement industriel ou tertiaire dirigé l'extétieur? Quand on obtient une subvention et/ou un prêt pour un équipement standardisé, même si l'on ainsi um demant locale?

li faut toujours parter vrai

Dans ce cas, in développement un peut être perçu minduit, par l'effort que les une communauté pour valoriser potentiel maîtriser promotion, mais comme d'une déconcentration investisse mais comme i in de deconcentration investissements nationaux pour agement plus fin et plus diversifié du territoire. Il s'agit-là développement localisé ou d'aménagement local in actions rielles et verticales qui témoignent d'engagements puissance publique centrale, donc de déconcentration économique qui fut longtemps l'unique politique d'aménagement du territoire.

En attendant tout in l'Etat, on in en friches des intelligences, 🕒 sensibilités 🖪 📭 savoir-faire locaux. On dévitalise di situations renouveau économique et social, on laisse inerte leviers de développement, enfin on ne donne pas leurs

* A faut, écrivait Vidal M Blache m siècle dernier, partir 📥 💶 🔐 qu'une contrée 🔤 un réservoir 🖷 dorment des énergies dont l'emploi dépend de l'homme. «
Les acteurs du développement le ceux qui réveillent énergies-là. Les autres, ceux qui
rails de la routine, pérennisent ce sommeil privent rive le développement général d'une valeur ajoutée

Faut-il briser un consensus tacite en s'élevant la polysémie d'une locution? Oui, parce qu'il faut touiours parler vrai. Parce que l'on ne peut faire bien dans in flou exceptionnel. Parce qu'il s'agit in se transformer à partir de ses propres investissements. Parce que, source d'incertitudes pratiques ethéoriques, la polyséentretient incertitudes et s'en nourrit Question sémantique? : objectif de société.

Michel Nault est secrétaire général du Comité

BLOC-NOTES

AGENDA

□ Formation □ [UDF-PR], président de l'amin's districts de Formal organise, mardi 6 un sur Consumption begins a final

□ La juges ≥ la discontraction - L'intervention des juges prévue 📂 développer? Le juge financier, civil, administratif, ou pénal a-t-il lim muyuw remplir sa sa Cinq juridictions d'appel, tribunal de grande

instance, instance, CONTRACTOR III (MATTER) régionale - organisent, jeudi 8 et 9 - au régional 📭 Provence-Alpes-Côte d'Azur, un colloque

l'intervention des Juges 5. ►Renseignements au (16) 91-76-22-00.

□ Attachés territoriaux. - Le syndicat national tenir son troisième congrès 🛮 Belfort, vendredi 9 m samedi 10 nome. Au programme et ces iournées. oroblèmes ces Dersonneis.

PUBLICATIONS

 Guide des ratios des régions
 1990. – La direction générale des
collectivités locales (DGCL) vient de
publier le « Guide des ratios des régions 1990 », qui passe au crible la situation financière des vingt-six situation financière des vingt-six régions, en pourcentage et en francs par habitants Les données utilisées proviennent des proviennent des proviennent des proviennent des proviennent des régions en 1990. On notera notamment une comparaison provière de l'endettement des régions et leur marge de manœuvre, à du potentiel fiscal, des recettes de fonctionnement et de l'annuité de la

 DGCL, 2, place des Saussales, 75008 Paris. □ Le Moniteur à Lyon, - Les publications du « Moniteur », du groupe CEP Communication, viennent de créer à Lyon leur première rédaction permanente en province Ce bureau est confié il M. Pierre Delohen, qui s'appuiera sur une équipe de correspondants, dans la région Rhône-Alpes, où 🕍 🌃 🚾 🚾 travaux publics et du bâtiments compte | 553 abonnés, sur un total de 76 054. Le groupe ouvre également une librairie et parvient ainsi

à un total de six emplois nouveaux. Jusqu'ici, il comptait à Lyon un bureau de deux salariés. Une politique de décentralisation rédactionnelle est angagée, depuis le mois de février, avec une nouvelle rubrique, « Le Moniteur des régions ». Ele doit se poursuivre avec la création d'antennes de même nature à Nice, rais à Lille et Il Strasbourg.

The second second

Contraction of

\$ \$3, 1 -- 1

Aller garages

 $\label{eq:control_eq} \partial_{t} \hat{\mathbf{q}}(\mathbf{q}) = \partial_{t} \hat{\mathbf{q}}(\mathbf{q}) + \partial_{t} \hat{\mathbf{q}}(\mathbf{q}) + \partial_{t} \hat{\mathbf{q}}(\mathbf{q}) + \partial_{t} \hat{\mathbf{q}}(\mathbf{q})$

 $((\varphi_{k+1}, \varphi_{k+1}, \varphi_{k+1}), \mathcal{B}_{k+1})$

 $|g_{a_{2}}|_{L^{2}}+2a_{2}S=|a_{2}|_{L^{2}}+2c_{2}S=|a_{2}|_{L^{2}}$

 $(q_{1},\ldots,q_{n}) = (q_{n},\ldots,q_{n}) \in \mathbb{R}^{n} \times \mathbb{R}^{n}$

ient local

And the second s

A CONTRACTOR

high are see

The family of Artist Co.

TO SHARE THE PARTY TO

100 May 1778

A Charles and the second

Salaman Control Section and sections of

An and the same

Secretary and

State of the state

The state of the s The second secon

Section of the sectio

And the second second

- mental and a second

The second secon

And the state of t

And the second s

And the second

24 3 1844

17-14-54

provided to

Water State

communes misent largement sur une baisse des impôts locaux pour encou-

rager im homologues à s'im-planter. derniers condi-tionnent de leur transfert l'existence d'un réseau routier.

Ce sondage la l'Institut Louis Har-le la la faire apparaître, la même thème, la décalage entre

réponses «ouvertes» et celles induites par une liste et propositions. S'agismunes, décalage peut faire et décontenancer. Celle-ci ne qu'en et librarges de la indées for-

librement par les maires dans leur quête d'emplois nouveaux. Les premiers réflexes des élus seraient plutôt de mettre à la disposition de

punot de mettre à la disposition de sociétés intéressées des terrains, des locaux, des aides financières diverses, ou le d'avoir rent la publicasser, par ailleurs, les relations intercommunales en tête de liste la actions de développement éconorai-

Un pourcentage très élevé d'élus (98 %) se disent par à a participer à la création d'une communauté acommanses. La loi du 5 février 1992 oblige en effet la municipalités à

s'engager peu ou prou dans cette voie. Les maires des petites villes ne sem-

(1) des potites de France, 5-7, rue Paul-Courrier, 75007 Paris. Tél : (16-1)

blent pas s'y opposer.

tion des petites villes in France (APVF) viennent in se livrer à une couragense introspection (1). Quelle est aujourd'hui la situation des villes de moins de 2000 habitants et celle des bourgs de moins de 2000 personnes? De quelle image disposent-ils? Ont-ils encore quelque attrait? Autrement dit, croient-ils en leur avenir? L'Institut Louis Harris a posé ces questions tut Louis Harris a posé ces questions à la fois aux marres de ces com-munes, à leurs administrés, à des cita-dins et à des chefs d'entreprise (2). L'APVF devait en présenter une syn-thèse samedi 3 octobre à Paris, à l'oc-cusion de son assemblée générale.

الملاقة لتنصر ري

Server 2 Lab

ing the state of

STATE OF

1.3.2%

that they are

19 5042

77.2 200

1 310 1 222

not a promise

or or Professional

North Target

the North Res

168.00 FEB

a Domain Tab

1.12.中海季等

1. 1. 2592132

 $\eta_{\rm co} \simeq 303$

1. 1. 1. 2.25

3990 (3.5)

11 1000

1. 1800 15 - - 12º

1 200

100 1002

 $(v_1)\in \mathcal{E}^{M(1,2)}$

11275

100.00

mer all

a profit

, de 7.7.5

gentle and en

1,2 (1,5) 5X

4.445

1.00

37 11 2 386

74 21 595

Target 1

Cette enquête à plusieurs voix permet de prendre le pouls des cam-pagnes. Une constatation s'impose : la situation n'est pas brillante, puisla situation n'est pas brillante, puisque 80 % des élus concernés estiment que leur commune est aujourd'hui « sous-peuplée ». Ils sont plus nombreux encore, sourtout parmi les maires jeunes, à souhaiter y remédier. Question de survie. Sur les thèmes sensibles abordés ici, rares sont les interrogés, toutes catégories confondues, qui « ne se prononcent pas », selon la formule rituelle, et les réponses font preuve d'un réalisme parfois brutal. Ainsi, la moitié des habitants des petites villes ne croient pas au développement de leur commune.

D'ailleurs, si quelques candidats au déménagement se laissaient tout de même séduire, la majorité n'imagine pas que cette aubaine puisse se présenter dans un avenir proche. Moins pessimistes, sept maires sur dix estiment disposer d'atouts importants pour attirer des résidents supplémentaires, mais ils se montrent bien moins confiants dans leur capacité à faire venir des entreprises.

Angoisse des villes, hantise des champs, l'emploi s'affirme comme la première, voire l'unique préoccupation. Ce souci transparaît dans toutes les réponses. Les élus disent spontanément, par exemple, qu'ils aimeraient

ES responsables de l'Association des petites villes de l'Association des petites villes de l'Association des petites villes de moins de l'Association de l'Asso nouveaux venus si ces derniers peuvent trouver de travail sur piaca?

Les paradoxes des chafs d'entreprises

Le ton est le même chez leurs administrés. «Attier des entreprises», telle est selon eux la priorité des prio-sur dix se disent prêts à payer davantage d'impôts locaux pour inancer la création d'une zone vités ou la construction de bâtiments industriels. Aucun des services propres a faciliter la vie quotidienne n'obtient un tel score. Car, face à l'emploi, l'amétioration des liaisons routières, l'animation culturelle ou les loisits propriétes, comma des et et l'emplois propriétes comma des et et le liaisons propriétes propriétes comma des et et les e loisirs apparaissent comme des en

Plus surprenant : les habitants des petites villes, y compris les chefs d'en-reprise qui sont installés, se décla-rent majoritairement satisfaits des modes de soins, des crèches, des équi-scolaires qui leur offerts. I'm pas que leurs besoins soient comblés, mais, décidément, il y a plus grave.

a plus grave.

Comme s'il en la besoin, les déclarations des citadins viennent justifier cette obsession de l'emploi. Près de 70 le d'entre aux estiment « pélérable» de vivre dans une petite ville ou une commune rurale, plutôt que dans une acciomération importante. Cohérents, les mêmes envisageraient éventuellement de s'y installer à condition... d'y trouver du travail. Ancune considération ne peut rivaliser avec celle-là, pas plus la qualité de la periornes. C'est de la sainsi que s'expriment spontanément les personnes interrogées. Face

l'intercommunalité mobilise les maires des grandes villes

maires de grandes villes de (1). nombreux comparer expériences velle coopération intercommunale ». Mentil de ment manure

 🌬 🏚 communauté 🕒 com-6 février 1992, il fut beancoup
tion de districts lors
tre, voire il consideration depuis
longtemps, in I. M. Jacques Chaban-Delmas (RPR) est-il venu
ler les vingt-cinq d'existence
de la communanté arbaine el Bordeaux, il quelques ni qui
ont ponctuées. M. Il quelques ni qui
(PS), président du syndicat d'agglomération nouvelle el Cergy-Pontoise,
a, pour sa part, il un bilan en
demi-telnte le relations
imposées il leur aux tillusvelles.

La «nouvelle génération», celle qui va devoir franchir le pas de l'inter-communaité dans les prochains mois, est venue, l'a aussi, présenter de aituations l'il allemme. A l'instar de Nantes, l'agglomérant toulou-mourrit un projet de district.

Chief devrait voir le jour en 1993, et, fort de ses 110 000 leurs, il

Rapports de voisinage

de la loi

Le calendrier initial prévu pr

loi, A ce jour, la la grande la s'être prononcée la qu'elle met-tre en place. Troisièmement, après avoir dénoncé multiplication

forme de malles intercommunales,

communauté de troisième type».

Ainsi, im responsables in a commu-

actuellement à une « région urbaine lyonnaise » s'étendant jusqu'à Vienne, Valence ou Saint-Etienne, M. Robert

Vigouroux (PS) rève, lui, a aire

Enfin, l'assemblée ■ énoncé une

série d'interrogations techniques, liées aux dispositions fiscales et aux procé-de struc-

🚃 🔳 coopération. 🛂 Jean-Pierre

pris note, donné quelques assurances, laissé qu'une loi partir amendée.

more inter-

M, V,

Expérience ancienne au simple projet

ANTES voisines viennen: de crèer un districe: de vingt communes. Il y avait avions pris beaucoup de netard. » Ainsi exprimé M. Marc Ayrault (PS), maire de pième agglomération française, marti septembre, par l'Association maires erandes villes de vienne agrandes villes de l'anterior (100 000 habitants) qui entretient i relations qui entretient i relations informelles i Meudon, Saint-Cloud, Sèvres et Issy-les-Moulineaux. M. Paul Graziani (RPR), maire de Boulogne-Billancourt, aimerait plus loin. Pourquoi des villes proches, même à l'ombre de Paris, pourraient-elles se saisir, ensemble. Il grands in transports? un nun transports? Les limites

> Le maire de Metz, M. Jean-Marie Rausch (Majorité présidentielle), pré-de l'association, l'a d'ailleurs tourné Jean-Pierre Sueur,
> chargé le collectivités locales, pour l'interroger le
> de la loi. Le communauté
> ville, d'abord, semble guère avoir
> convaincu. Contraignante,
> boudée par le leus qui préfèreraient raient communauté
> ul communes, plus souple, en
> principe réservée

pourrait devenir le plus important de France. Ailleurs, les négociations n'en sont parfois qu'au stade des balbutie-ments : les maires de Limoges, Mar-seille, Toulon ont, par exemple, évo-qué leurs relations difficiles avec leurs

Pour ceux qui se sont exprimés lors de cette journée.
s'impose comme une
Tous ces étus savent, en entraîne, pour le rôle de villecentre, avec les charges, d'équipoments culturels soportifs qu'il
entraîne, pour le sur le budget. Tel n'est pas le cas de Boubudget. Tel n'est pas le cas de Bou-

Un cahier de textes

HAUTE-NORMANDIE

REPÈRES

aux couleurs 🚣 🖢 Seine-Maritime

LES élèves de cinquième de l'A collèges in départe-ment de l'Seine-Maritime peuvent utiliser, cette année, un cahier 🖛 distribué gratuitement we le conseil général. Edité 25 000 exemplaires, a cahier date leur permettre de noter leurs devoirs, mis man disposer d'un guide pour leurs and d'éducation civique. Quelques per présentent le fonctionnement de la collectivité départementale donnent des indications **ur** la géographie, l'histoire m la démographie 📭 m Seine-

Le cahier de tentes manuel également un aperçu de 🗸 vie littéraire française a travers A man d'écrivains qui un vécu lum le département. Cette première édition a été général un collaboration avec l'inspection académique. Il 📖 prévu d'associer conseignants i la réalimin de la prochaine édition.

MIDI-PYRÉNÉES

Le metro creum son tunnel man la Ville men

L E premier juillet 1993, habi-la Ville de son agglomération (608 000 personnes) pouvoir emprunter up noumoven in transport. Le métro doit ments as rames as service d'automobilistes L la recherche d'un moyen A locomotion plus performant. Après quelques hésitaentre le 🌃 📶 le tramway, 🖿 mairie de Toulouse a opté 🖊 🖛 rames du VIIII automatique léger (VAL), conçu et Mana Matra Transport.

Pour la première ligne, baptisée A, longue de 10 entre Mirail et Jolimont, quinze sont prévues, ce qui représente un investissement de plus de 3,3 milliards : estimé à environ 110000 par jour, une prévision qui suppose un principalement par une augmentation 🍱 la taxe transport versée en les antreprises.

La ligne B, qui reliera le centre ville Rangueil Compans, fait l'objet 🗪 ce moment d'un avantprojet sommaire. Quant de l'agglomération, avenue étude préliminaire n'a encore de lancée.

POITOU-CHARENTES

Poitiers double ses retinoured in any

LE district de Poitiers vient de pompages pour l'alimentation eau potable de cette agglomération de 110 mm habitants. D'une capacité i 16 000 mètres cubes par jour, ces le le le permettent le limiter au strict minimum le manura il l'eau de rivière. La taux itrates m i pesticides i i sensiblement baissé, d'autant que les phréatiques utilisées, situées sous IIII and doma-

niale, fournissent une eau d'excel-

lente qualité. Le district il Poitiers avait fait le pari, il 🛮 a quelques années, 🖿 s'orienter and la recherche 🗠 📟 tir lie traitement le eaux d rivière. Finalement in choix s'avent avantageux sur 🖿 plan quantitatif. la strang ayant fortement initial le 🚟 la rivière Clain, qui tra-

🝱 supplément a 📶 📥 avec la Véronique Le Billon, IIIII (Lyon), Guy Porte (Marseille) et de correspondants : Etienne Banzet (Rouen) et Michel Leveque (Poitiers).

(2) Étude réalisée au mois de septembre en milieu urbain, auprès de 400 chefs d'entreprise et des la communes communes rurales, auprès de 800 habitants, maires de chefs d'entreprise Une succession difficile

A l'occasion de son prochain congrès, l'Association des maires de France doit désigner le remplaçant de M. Michel Giraud

devront élire un successeur à
M. Michel Giraud dont M. Giraud ne m représenters pas, puisqu'il ran démis de ses tra-tions de maire, en application de la la mandats, le cumul de mandats, le lendemain de son élection à la prési-

Prévil, à l'origine, pour la fin octo-bre, date traditionnelle, le congrès a été repoussé « pour des raisons techniques». Officieusement, ce retard serait dil à d'ultimes arbitrages politi-ques concernant le choix des candi-dats, lui-même lié aux résultats des élections sénatoriales.

Certains estiment en effet que « la présidence de l'AMF servira de compensation à celle du Sènat». L'éventuelle candidature de M. Marcel Lucotte, (UDF-PR) d'Antun (Saône-et-Loire) et président du groupe républicains et indépendant au Sénat, relèverait de cette 1 le. Ce maire d'une petite ville (18 000 habitants) préside, depuis trois aus, la commission de réforme de l'AMF. A ce titre, il préconise une meilleure intégration des associations départementales (le Monde daté 20-21 octobre 1991), ce qui devrait hi assurer les voix de nombreux élus de Certains estiment en effet que « la assurer les voix de nombreux élus de base. De plus, il se déclare totalement hostile à l'organisation d'un système collégial, revendiqué de longue date

par la gauche. La possible candidature de M. Lucotte paraît, aux yeux de cer-tains, plus «crédible» que celle, décla-rée, de M. François Paour (UDF), qui possède une notoriété politique mom-dre. D'un point de vue arithmétique, M. a pourtant ses chances. Le A pourtain se chantes lui control du président de l'AMF (sun maire, une voix s) donne une large majorité à l'électorat rural. Or M. Paour est maire d'une toute ou le large majorité à l'électorat rural. petite commune de l'Ain, Saint-Bernard, et président de la Fédération nationale des maires ruraux, créée en réaction à une loi de 1971 sur les fusions de communes, dite «loi Marcellin». L'inquiétude de certains êlus face à l'intercommunalité pourrait jouer en sa faveur. «Le référendum

t-il membre i RPR ou de l'UDF? La question ne paraît pas encore tran-chée. Au RPR, M. Robert Poujade, maire de Dijon (Côte-d'Or), pourrait, dit-on, briguer ce poste, mais il ne confirme ni ne dément. M. Poujade confirme ni ne dément. M. Poujade est souvent apparu comme le «dauphin» d. M. Giraud, à l'occasion, notamment, de rémions avec les prédassociations départementales. Sa qualité d'ancien président de conseil général pourrait le servir auprès de l'électorat rural, à la différence de son titre de maire d'une carande ville (146 000 heireants). grande ville (146 000 habitants).

Vers une réforme M l'institution

Personnage relativement consensuel, M. Bernard Bosson (CDS), maire d'Annecy (Haute-Savoie), ancien secrétaire d'Etat aux collectivi locales, sera-t-il candidat? Si c'était le la il pourrait bénéficier certains socialistes. « Au second je pour hij», affirme M. Jean Auroux, président moyennes (FMVM) = maires de villes moyennes (FMVM) = maire de une ville de la région II = Alpes.

Certains estiment pourtant qu'invoiontairement M. Bosson montre

elus de petites, moyennes grandes villes (le uns et im mare mai tellement divernégociations à PAME (mg pm back

L'élection in président pourrait s'accompagner d'une réforme d'une institution octogénaire. Les élus 🖿 droite, majoritaires, veulent départementales dispod'un quota de voix au dernier congrès, H. M. dernier congrès, H. M. dernier congrès, H. M. dernier congrès de la congrès d que cette tentative de - its d'un man qu'il vinne de

mini le résultats, mens un avril rendus publics. Frameurs, l'audit aurait la mérite la pour d'une grande d'exerce responsabilité de président le l'AMF », explique M. Dominique Baudis (UDF-CDS), premier de Toulouse, qui, contrairement aux rumeurs, affirme ne pas être candidat. L'Association noncerait en faveur la monorerait en faveur la monorer besoin de l'AMF pour défendre ses comme le souhaitent ses commandi-

La nouvelle génération des cités-jardins

La time de conservée, confirmant grand retour de rue, Le
l'urbanisme de l'architecture
nouveaux bâtiments est également
emprunte 30, indique
M. Christian Labbé, architecte
l'opération, il s'agit
du plot, bâtiment cubique, aviai plusieurs typologies.

Un des éléments novateurs vient de place a mille la végétation. L'objectif consistait à retrouver l'équi-L'objectif consistant l'etrouver l'équi-libre de privés l'accommendant privaire collectifs, traditionnellement bien res-pecté dans les cités-jardins. Jusque la les jardins ouvriers officient un bout terrain privatif, « mais confis-quaient l'espace collectif », M. Jacques Simon, paysagiste d' l'opération. Pour le un grand part urbain sera un en hocgrand parc urbain sera arm en bor-

Deuxième ouvernire Il l'environnement, la verdure delle miller aux bâtiments. «accrochée à l'architec-Simon. Des privées ront les immeubles entre eux, surgiront des métages.
la cité, l'ancienne végétation
presque conservée,
un la impératifs le pro-Les jardins ouvriers seront mainte-

nitent ses commandi-nitent ses commandi-d'un ovale par une haie, ménageant un libre RAFAĒLE RIVAIS

man armi densa d 1 1M coretruits, plus spacieux. Le quartier m gés sur le territoire de la commune en ment dans la nouvelle cité-jardin, whether Man 513 Am complipremière est pour l'instant engagée (319 logements, india in juillet 1993).

Ma la rompre l'uniformité de ce genre de quartier, où seul l'habitat est représenté, in nouveaux équipements devraient être introduits, commerces in the leaves Normalement, En 1 394 nouveaux

Appartements logements sociaux. Une ly qui satisfait pas M. Philippe (RPR, maire Plessis-Robinson depuis 1989). 70 logements la logements la logements la logements la logement la loge dans prévoir logements intermédiaire cité-jardin. » La doter du centre qu'elle n'a jamais eu. # Situe | plateau, Concenl'essentie | logement social, la
partie basse, plus résidentielle, il devra
fédérer ces différents quartiers», explique | manière | redynacette | de la counerse ile Paris. l'Addic delle les années II. l'enjeu III celui III l'aménagement III II région pari-

CÉCILE MAILLARD

LA MÉTROPOLE L'ILLOISE AFFIRME SON AMBITION: ELLE AMÉNAGE ET DÉVELOPPE LE TERRITOIRE

UNE ÉQUIPE DE CONCEPTEURS DE GRANDE QUALITE, pluridisciplinaire, disposant de sérieuses références est recherchée.

TRAVERSÉ PAR LE CANAL DE ROUBAIX.

Date limite de candidature | 27 octobre 1992 Renseignements: AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ET D'URBANISME DE LA MÉTROPOLE LILLOISE. – Tél. 1 20-63-33-26. niser de la favo-

la formation un le recrutement

d'animateurs compétents. La politi-

d'incitation, toujours par le « Contrats Musiques nou-velles», s'exercera également direction festivals,

lyriques 🔣 🗺 🎹 subven-

Le directeur de la musique a fait

remarquer que les scènes nationales, contrairement aux salles de concert,

sont des lieux fortement structurés, bien implantés dans la vie culturelle

d'une région ou d'une localité. L'im-

portance et la solidité de ce réseau

pourraient permettre à la main

un moment où les directeurs

faudra informer of former ces der-niers à leur nouvelle mission:

Michel Rostain,

Pour une meilleure sensibilisation le locaux, 2 millions, pris au budget des commandes, terrain

d'autre pur déconcentrés et gérés conjointement par régions ou (délé-gations régionales à l'action cultu-

Un chapitre de 📻 mesures 🚍

faveur il la création musicale con-cerne enfin «l'exemplarité pari-

a li est prévu que les salles de la Cité de la musique (ouverture à la rentrée 1994) sinsi que la salle modulable de l'Opéra-Bastille (le projet pourrait aboutir en 1995) serviront de locomotives au train d'actions ministérielles. La question de la sande salle du Centre Pompidou

la sande salle du Centre Pompidou reste posée: « Dans quelle mesure profite-t-elle de son insertion dans un

grand équipement culturel fréquenté par un public large?»

chargé il hulli (m. paul

Les créateurs au théâtre

Le ministère de la culture en quête de débouchés pour la musique contemporaine

Il a de plus en plus de compoqui composent, qui recoivent commandes. Il y a de moins moins exécutées en public ou diffusées 📰 les 📖 la Ce paradoxe a amené le la culture, via la direc-tion de la musique et de la danse, l réunir mars li juillet diffé-parties intéressées - diffu-consultations devaient être rendues publiques samedi I moder par Thierry le Roy, directeur III la musi-

un budget de la culture qui année dépasser 1 % du budget national. La création musicale millions, le qui lui permettra danta di manœuvre. L'innovation du nouveau plan ministériel 📹 que 📱 millions 🛭 consacrés au financement de «Contrats Musiques nouvelles».

L'originalité L'es contrats
qu'ils s'adressent en priorité
nationales, Aux
aux vingt-six l'es dramatiques qu'il subventionne, l'originalité contractuel souple» pre la inviter à leur in dans leur programmation de concerts de créations, pour qu'ils accueillent mésidence : jeunes compositeurs, u pour qu'ils hébersent des formations spécialisées : l'exécution de la musique contemporaine. au Quartz de Brest pour la danse, aux Nanterre à Nanterre la depuis la saison dernière).

Toujours en s'appuyant sur de structures existantes, la de musique pour la première fois l'Office de de de artistique (ONDA), équivadu l'industrie cinématographique coll == Michel Guy en 1975, at Aml ont principalement bénéficié jusqu'alors jeunes compagnies de la jeunes L'ONDA, 📰 échanga, aidera 🖥 📭

Le mouvement et le tempo

Engorgés par 🛍 budgeta 🕮 fonctionnement m 🛏 frais in III walanta subventionnés, 14 studios de création), grevés par in coût, www. unum croissant, ilm l'Opéra de Paris, im systèmes de francement de la direction in in musique musique condamnés i i'immobilisme, 🖦 l'absence d'un grand projet qui bouleverment, priorités. Politiquel'ouverture 🗰 📖 décisions. qu'annonce la rue Dominique peuvent persitre plus symboliques décl-sives. après une une période où 🔚 compositeurs musique pu sentir, à tort 📖 🛢 reison, mai simés, Thierry Le Roy prend le contre-pied de son prédéces-seur Michel Schneider principal détait ment i mare du public 🖿 des jeunes musiciens) et fait 🐃 🖍 📠 🖺 🖫 création una prio-

D'ici à mars 1411, ces

ANNE REY

PHOTOGRAPHIE

La griffe Bettina Rheims

Bettine Rheims est une photographe III mode, IIII publicité, meis aussi une portraitiste II succès dont les images sexy pimentent la presse et dont la signature apparaît en gros caractères dans les magazines pour bien montres is in the state of the state of

Bettina Rheims III égalem depuis dix ans une photographe qui fait des person-nelles : stripteaseuses, portraits d'anl-maux empaillés il d'androgynes. En septembre dernier, im présental la Aveugles au Festivel in photoreportage de Perpignen I, aujourd'hui, Chambre Ia galerie Maeght, accompagnée d'un livre dans la compagnée Sarge Bramly.

See with maker to Address in son opportunisme porté par un indéniable. Il ses un perd'une bonne de photo-graphes : Helmut Newton, Guy Bourdin, Avedon, Mapplethorpe maintenant Sophie Calle.

Autant aller eux meilleures scresses, ILI IIII a bon goft : Heimut III pour la pro-sexy manufacture de sado-ma-sochisme, Guy Bourdin pour les couleurs III les accessoires III Robert Mapplethorpe
Richard Avedon pour les natures
mortes Mais si les portraits
Mais si les portraits
besucoup apporté à l'esthétique
des années 70 et 80 le Bourdin,
par exemple, a b consommation), b copie dische rarement dische représentem pompière et tepe-à-l'cell. Bettina Rheims, en effet,

n'emprunte que l'apparence images qu'elle admire (accessphères, tem pour produire séries plutôt creuses. Alle de close, qui présente comme rune de fiction; min et photographique ». On y jeunes femmes plus 💷 moins dévêtues, surprises dans leur intimhé et acceptant de poser dans des intérieurs kitech et des attitudes provocentes.

La griffe Bettina Fiheims - pour lui éviter le qualificatif de miso-gyne - vient des défauts assumés des corps, des couleurs saturées du papier paint et du couvre-lit, et surtout de m relation aux teure personnages qui lui d'angers, mals bien pour, finalement, se dévoiler, le une Drains rame design une inte fausse avec ses modèles, ni complice ni anonyme, 🔤 comme 🛎 elle ne la conneissait pas, prend mais ne donne la et finit par Larger Land III voyeunsme magazines magazines

MICHEL GUERRIN

THÉÂTRE

Céline, avant

A Londres, Céline découvre l'art a la danse, l'«anatomie» a danseuses. Puis il part pour le Cameroun, y reste dix mois m pleine brousse. Il revient Paris. La Fon-Rockefeller propul-en France, équipes pro-phylaxie tuberculose. Céline s'y inscrit, part des exposés distribuer des dépliants dans écoles Bretagne. En même temps, il ses études

Un médecin américain de la Fondation Rockefeller. profes-Gunn, 1924, envoie Céline Genève (les Américains subventionnent is d'hy-giène » la SDN). Le docteur giène » la SDN). Le docteur Rajchman l'engage, et il part mission Cuba, Afrique, Amérique. A Genève, il rencontre l'Eglise, qui désigne l'autre (il l'appelle aussi «la Princessa (il l'appelle aussi »l'appelle aussi «la Princessa (il l'appelle aussi »l'appelle » cesse de Léman »). Il en fait, l'acte III, une satire effrayante. Il invite Rajchman I lire le manuscrit. Bien sûr, il est licencié.

Il revient & Paris, propose a pièce chez Gallimard, qui la lui tard, autre chose (quatre plus tard, but la nuit, sans plus de succès). s'installe alors, sans pouvoir IIII 🛍 suite 💷 payer un vrai cabinet. 🖡 Clichy. Train Craig II là, mais bientot II repartir pour New-York, promettant de revenir. Jamais elle

ne reviendra. Telle fut, de 1915 1 1930, 🖿 vie 🔙 Louis-Ferdinand Céline. d'est e que raconte l'Eglise: «J'ai dans mon genre petite pièce de thédire.

plus tard Celine. C'était assez inossensis. fail... quand y'avail la substance.» Ratée, ça non l Sûrement pas! Sur qu'il en jeu, la guerre, le colo-nies, la vie new-yorkaise, la diame organismes internationaux (sa description de la EUM anticipe l'ONU), la prolétariat des faubourgs il Paris, la médecine, la maladie, Céline un regard qui n'appartient qu'à lui.

Une in attention aussi à man souffrances d'autrui qu'il n'est possible, écoutant l'Église, de dire douze ans plus tard, Céline allait basculer dans le racisme. Il n'est que l'antiraciste auteur la Réflexions tre, il inscrit, en exergue de son pius roman, la Nausée, une phrase l'Eglise: C'est un garimportance collective, c'est juste un individu.» La phrase prononcée, la la pièce, i prode Bardamu-Céline, le doc-teur Rajchman.

Jean-Louis Martinelli l'Eglise une scène superbe. Eléments simples décors et respiration le lumières s'entraident à peu à peu une vision médiumnique, un peu intérieure, un peu magique, mais infiniment étendue, de toutes

choses impalpables qui planent dans l'air des lleux, qui imposent l'esprit 📥 lieux, et qui 📥 en jeu, dans ce un pensent et ce que disent et ce que font in frim vivants qui sont il (décors il René Caussanel, lumières in Claude Couffin). Les manuel musi (Elizabeth Neumulier), personnels, viais, la force d'illu-

Charles Berling crée un Céline ouvert, disponible, rapide, d'une anxieté qui pèse la part cruei par distraction ou même par charité, ferme m moral, physiquement mu trop fort. Jean-Pierre Sentier m fort aussi dans l'ami que Céline s'est de Afrique, Cli-chy, détruit par l'ami et les Illvres : Sentier signes signes étranges, fragiles, d'un rêve rêve aucun. Cél figures : celle d'Elisabeth Craig deux figures : celle d'Elisabeth Craig, junée véronique d'une d'une d'une d'une d'une de l'une de l'u poésie violentes, u Falls de Vera Stern, jouée par Géraldine Viossat, présente par Ceradine viossat, présente l'im d'un ascendant plus intime. Christine Gagnieux est excellente, il y une nuée d'acteurs, il saisissants, Gérard Barreaux, Jean-Claude Bolle-Redat, Jean-François Per-

« Et puis, un moment donné, 📗 fin...», Bardamu. Et Louis-Fer-dinand ajoutait : « Est-ce appris?»

MICHEL COURNOT

Amandiers, lundi au samedi i 20 h 10 16 Jusqu'au 25 octobre, Tél. : 46-14-70-00.

semblable la première. Deux nou-

CINÉMA

Lettre à Jean Aurenche

Aurenche, scénariste. dialoguiste et réalisateur, 📷 mort le 29 septembre lie Monde du 2 octobre). En 1973, pour son pramier film l'Horioger 🐿 Saint-Paul, Bertrand Tavernier lui avalt demandé d'adapter un roman de Simenon. Il devait travailler encore 🕯 📖 reprises avec Jean Aurenche 🗎 qui II rend ici hommege.

par Bertrand Tavemier

« Je n'al pas ement de chagrin, alors j'en profite pour travailler», après la mort de sa femme, tu te rappelles Jean? Certainement, parce que ce mai magnifique, bou-leversant, la l'avais donné au Régent de Que la fête Dubois, ajoutant : «Tu vois, Il faut se nourrir de tout ce que 🛍 vois, de que tu entends. La

Il faut dire per tu m Martin imagination la distribuer pasargent dans le le de Capra, toi, tu faisais raître l'insolite, la cocasserie, la poésie. La producteur s'appelait forcément Tramichel, «Tra» comme IIII-Middle A peine montait-on the le de l'allur qu'un aveugle devant nous m' mettait à d'une voix antoritaire un payage Braintas difficult in celui pu nam traversions. Je 🖭 voyais decrit livres avec an adjectifs, in épithètes - internet eur, bon technicien, adaptateur qui me semblaient si mensongers, si mesquins, il loin il toi, vagabond de l'imaginaire, vif argent, curiosité, toujours prêt à piétiner im régles.

🌬 pensais 🕻 l'extraordinaire fin de la Traverste Paris, l'admi-méconnu Occupe-tol d'Amèlle où tu avais l'idée folle de plus de present ann avant Woody Allen Dourpre du Caire, Lettres d'amour, Douce et à son «impatience m révolte» que disti Roger Pigault en réponse au « Patience et résignation » de Marguerite Moreno. Je pensais i tes films publicitaires i Coup i i de que mu avions écrit, Dieu. a Tout ce qui au dans ce film

Que la fête municipal tu m'avais répété : « Qu'une la nous plati, on la développpe plan, construction. Ecrivons Dour 🖢 plaisir, sans savoir 🖼 📰 Les imposeliberté, de l'incertitude occasionde stads moments d'angoisse où tu doutais de tout. Si on tenait bon, on IN voyait débarquer un jour à le gare Saint-Lazare, tirant un objet boursoussé, cicatrisé,

moribond que tu baptisais «valise». I marges d'un livre de pache. III avais griffonné torchon exemple où Nono-Eddy Mitchell menaçait Cordier-Noiret: a Par Lucien, tu commences | m'ombrager!» Qu'est-ce qu'il veut dire par la demandait Cordier | Huguette-Stéphane Audran : « Ca will eire rap-I ton métier, vu que tu

l'ombre.» To differente la turne de dialoguiste : « En peinture, c'est s'il y and des peintres qui me s'occupaient in la tableaux and ill arbres. 🖙 🕍 appellerait 🕮 arbustes. » Tu préférais quand tu heureux, en forme, m comme un écrivain. 📭 plutôt quelau'un qui doit inspirer son "Un scena-il réussi, disais-tu, ça bler I une lettre d'amour qu'on envole 🌡 📟 réalisateur 📟 espérant 🕶 🐸 🖟 troublera, l'excitera, 🕍 arrachera des scènes 🚟 je 🖿 renevativai 📁 🕾 🚎 j'ai écrit. »

Ces 🚾 d'amour, Jean, je 🔤 m'en m'en d'autres.

Démissions à la commission de la diffusion

Estimant Peristence un with cinématographique indépendant, indi manieri de la commission de la diffusion, Fran-çoise Bévérini, déléguée générale du Groupement national des cinébert, président du Syndicat re-cinémas d'art, de répertoire et d'esdu Sy des distributeurs indépendants, nul démissionné le

Ces démissions interviennent moins 🌌 deux 📶 après celle d'Alain Rocca, producteur Ma la Discrète, s'inscrivent de le conflit entre distributeurs indépendants grands circuits (le serie).

2₩ septembre.

fisamment vivace pour assurer la pluralité a la diversité de la créacinématographique ».

Ce communiqué vise l'échange d'actifs IIII Gaumont I Pathé. conclu en janvier dernier (le du 15 janvier), aux duquel Pathé à Gaumont la quasi-exclusivité salles pari-que les Gaumont 🕍 Caen, Grenoble, Toulon, Nice, passaient resident Pathé. Les trois signataires du communiqué soulignent que == accord a = « quasi-unanimement dénoncé», aussi « il apparaît Impensable de la ratifier, la film indirectement ». Ils estiment indispensable d'attendre 🖺 🛶 🚥 🐔 Constil de la concurrence, saisi du dossier Gaumont-Pathé en juillet par 🖢 ministre 🏙 l'économie 🔣 des finances, M. Michel Sapin.

HEATRE INTERNATIONAL DE LANGUE FRANÇAISE la Villatto ESQUISSE JRL'AFRICHE! 7 au 14 octobre YENENGA 'ation d'Irana Tassemb 9 au 11 octobre MISERE PAVILLON DU CHAROLAIS 16 au 18 octobre VERITE AU CREUX DU MENSONGE Proverbos, contes, legender Groupe 7'ti (T) PAVILLON LOCATION 43.28.60.97 Prix des places : 190 F et 70 F 海療機能はPion avec La Grande-Habre-La 学議会会 ASST-Cio Ft. hope Adrien

LES AVENTURES DE PACO GOLIARD au Théâtre de la Bastille

Ihm m décor in jouets Fisher Price - maisonnettes, lampions, franches jaune, bleu, vert, rouge - un jeune homme au gilet brodé d'étoiles, le Pari Goliard II titre (Jacques Mazeran) annonce qu'il va faire une annonce, mais d'abord arrivent me personnages en lammed uses le décor : un garçon m (Philippe Girard), une jeune fille in blanc (Irina Dan) qui intermédiaire d'une burette m se colle une corne sur le front, une pulpeuse créature en (Elizabeth Mazev), un romantique tourmenté (Michel Fau), gavroche en salopette rouge (Bénédicte Savoy), un savant per (Amaud Churin), ils y vont de monologue, de leur petit numéro

Jeu léger qui consiste I énumérer ce que chacun m giané pour les autres dans la journée et à se donner des gages.

charmant, vif, drôle, accomret rive gauche D'author à plusieurs reprises, on pense au comique absurde de la rouge. Olivier Py, Aventures de Paco Goliard, n'a certainement lie e pouvait représenter, il beaucoup, beaucoup trop jeune. Mais qu'il en retrouve, mieux encore qu'il en min l'esprit, n'mi pas désagréable. Vian, Papa-takis, 🖦 Frères Jacques, Yves Robert, with mine y and man

Finalement Paco IIII III annonce: il ne veut plus voir III III Du mardi au samedi IIII Les démissionnaires estiment autres, III s'en va. Piul sur une 19 h 30. Dimanche à 15 h 30. que la commission n'a pas réussi à luagu'au 25 octobre. Tél.: cle, pour présenter une la face 43-57-42-14.

personnages arrivent : le père (Bruno Sermonne), | le conseiller municipal barbu (Jean-Marie Bon), qui attend in Paco une parade Comme décor, le spectacle se répète presque à l'identique. Malgré un texte poétique aven légèreté, graciensement insolent, in ce que l'on appelle des « bonheurs d'écriture », il n'est ni assez riche ni assez virulent pour que l'on ne ressente pas de temps en temps une pointe d'ennui, qui, heureusement, n'a pas le temps de s'installer. La représentation al courte, un plaisir la domine. Aigus, drôles, les comédiens sont pour beaucoup.

COLETTE GODARD

CINÉMA

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHARLLOT (47-04-24-24)

SAMEDI

Brave Branco: Vertiges (1985), de Laures, 16 h 30; Journ Starings II will de Valerie Sarmiento, E 30; Continue (1991), de Caribie Dubross, 21 k.

Bravo Bracco : le Territoire (1981, v.o. s.t.f.), de Beouf Pluiz, 16 h 30 ; les Amenta terribles [1981]. Derrible Dubrout: 18 h 30 ; Francisco (1981, v.o. s.t.f.), de Menosi de Oliveira, 21 h.

PALAIS DE TOKYO

(47-04-24-24)

144

UMANCHE

A THE PART SEE STATE

Side of Street, or other transfer.

6-1 6'- LAMS : 12 28 28

State State

Se cross and a cross and

THE OWNER WHEN THE PARTY OF THE

200 F 1200 TO SE \$10 12

The state of the s

d premie a popularisment and

等以及過程。

rgie : M. André Bille

ere nor me i ii 📸 📸 😉 141 44 44 100 Colored Size Steel

> or the state of The second second second illa i fra estinte 🕮 and the same the read in 1922 1:15 大型電流工具 .. . - r 120 1 7 1 1 1 1 1 1 1 1 100 mm 5 k - --

11.00

Company of the last time

PARTE

The state of the s

医骨髓

Land on the State of the State

The state of the s

The state of the s

100 1 17

12 - 12

12 TEXTS.

THE THE ME

3141

1000

100

KEE

٠.

THÉATRE

AKTÉON-THÉATRE 18-74-62). 1 20 h L'amour est 22 h. ANTOINE - SIMONE-BERRIAU AN 10 INE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). L'Amour foot : 17 h et 20 h 45. dim. 15 h 30. ARCANE (43-38-19-70). Eté 36 chez les Pujola : 20 h 30. dim. 17 h. A R T I S T I C - A T H E V A J N S (48-08-36-02). L'Eloga de la folie : 18 h et 21 h.

ATALANTE (46-06-11-90). Moulin rouge at noir : 17 h et 20 h 30. ATELIER (46-06-49-24). L'Antichembre : III h, III 15 h 30. BASTILLE (43-57-42-14), Les Aven turas de Paco Gollard : 19 h 30, dim. 15 h 30. Weimarland : 21 h, dim. 17 h. BERRY-ZERRE (43-57-51-55). de groupe avec dames : 20 h 30. Dim. Les Champt : 20 h 30. Dim. BOUFFES : SIENS (42-96-80-24). La Jalouse : In et 21 h, III 15 h 30.
BOUFFONS-THÉATRE IN MINISTRE (42-38-35-53). Sous un réverbère il a'y a plus d'étoile : 21 h,

CAFE DE LA NAME (42-78-52-51). III Graphique de Boscop : 20 h. Qui vous Mayez : 22 h. SAVEZ : 22 h. CARTOUCHERIE-ATELIER DU CHAU-DRON (43-28-97-04), Image : 20 h 30,

CARTOUCHERIE-THEATRE DE LA TEMPÈTE (* 12 h 3.26) IL Les : 21 h ...

CARTOUCHERIE-THEATRE DE LA TEMPÈTE (* 12 h 3.26) IL Les : 21 h ...

CE LA REPUBLIQUE (42-78-44-45), 1 a-1-8 un dans le salle 7 : 21 h, dim. 15 h 30, GENTRE CULTURIEL IN L. CLEF (42-26-15-64) (43-36-15-64), Intell ou est donc passé cet Olog Alifanov? : 20 h 30, dim. 16 h, CENTRE GEORGES-POMPIDOU de l'ole : Il h 30, dm. Il h. CHAYELET-THÉATRE IL DE PARIS (40-28-28-40).Dm.

CIRQUE D'HIVEN-BOUGLIONE
(40-68-00-06), Dim. ii prince, Luis Marteno : 15 h, 18 h 30.
COLLEGE MEERLANDALS
(47-97-77-62), Lucus La Tel mol : 18 h 30. Mademoisele Julie : 20 h 30, dim. 18 h 30. Mademoisele Julie : 20 h 30, dim. 18 h 30.

COMEDIE CAUMARTIN 21 h. COMEDIE DES CHAMPS-ELYSÉES

L'Epouse prude : 21 h, dm. 15 h 30, COMEDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire-Roussest : 18 h et 11 h 30, dim. 15 h. COMEDIE-FRANCAISE (40-15-00-15).

Caligula: 20 h 30,0im, (phiganin: 20 h 30, im mesque: 14 h. CONSERVATORES NATIONAL SUPERIEUR D'ART DRAMATIONAL (42-46-12-91), La Dámon blanc: 20 h 30, dim. 16 h. 2.61.6

Forenge ; 21 h, dim; 15 h 30. DEUX ANES (46-06-10-26). Lee Fous d'humour : 21 h. ELDORADO (42-49-80-27). Marlenne-rnes amouns: 14 h. Monsieux Amédie: 18 h et 21 h. ESPACE PROCREART (47-53-73-61).

La Emi m 6 : 20 h, dm. 15 h. ESSAION DE PARIS (42-78-48-42). Cent Jours : 18 h.

FONDATION DEUTSCH-DE-LA-MEURTHE (47-00-67-37). Piment can-nibete II: 20 h 30, dim. 17 h. FONTAINE (48-74-74-40). Le Clen des : 1 30 at 20 h 45. GAITÉ-MONTPARNASSE

(43-22-18-18). Confidences pour clarimette: 17 h et 20 h 45, dim. 16 h.
GUICHET MONTPARNASSE
(43-27-88-61). au

: Th. Les Larmes du crimes:
Dh. Violaine, de rire:
22 h 16

22 h 15. GYMNASE MARIE-BELL (42-48-79-79). Ima: 17 h et 20 h 30. HÉBERTOT (43-87-23-23). L'Ecole des HEBERTON (43-47-23-23). Lecon des HUCHETTE (43-26-38-99). La Caracteriste (43-26-38-99). La Caracteriste (43-26-38-99). La Caracteriste (43-47-23-23). La Caracteriste (43-47-23-23).

LA VIEILLE CHARLES THEATRE-RESTAU-LE FUNAMBULE THÉATRE-RESTAU-RANT (42-23-88-83), Le Bosendorfer : III h 30,0im. Hortense III 4 Je IIII Théâtre noir. Le Parit Prince: 18 h 45-7-34). Théâtre noir. Le Parit Prince: 18 h 45-7-34). Fau la mère de madame: U 18 h 45-7-34). Fau la mère de madame: U 18 h 45-7-34). Théâtre noige. Il y a des matins difficilles: 18 h 15. Adieu monsieur Tehákhov 20 h. Le Bestielra: 21 h 30.

MADELEINE (42-85-07-08). Long vers in ruit: 16 h et 20 ii 30, dm. 15 h. MARAIS (42-78-03-53). L'Ecole des MARIE STUART (45-08-17-80). Gogh: Value 1 19 h 15. Savage Love: 21 h 15. Dim. Requiem for a Heavy-weight (en angleis): 17 h, 20 h 30.

MARIGNY (42-56-04-41). Suite royale: 17 h, 30 et 21 h, dm. 15 h.

MATHURINS (42-65-90-00). Palmes de M. Schutz : 20 h 30, dim. MÉTAMORPHOSIS (42-61-33-70). Marchand de rêves : 21 kr, dim. 15 k. MICHEL (42-65-35-02). Les Avieteus :

MICHODIÈRE (47-42-95-22). La Pace à Torelle: 17 h et 20 h 30, dim, 16 h. MOGADOR (48-78-04-04). Las Bes-. fonds : 15 h us 40 h 20: MONTPARNASSE (43-22-77-74). Marcel et le Beille Excentrique : 18 h 30 et 21 h 15, dim. 15 h 30. NOUVEAU THEATRE MOUFFETARD

(43-31-11-99). Les Enfants = sience : 20 h 30, dim. = h 30. NOUVEAUTES (47-70-52-76). Les Juneaux : 18 h et 21 h, dm. 15 h.

DEUVRE (18-74-12-52).
de M.(Riley: 20 h 45; dire. 15 h.
OPERA PARIS (44-73-13-00). Les Noces de Figuro :

.18 h 30.

SENTIER DES HALLES (42-36-37-27).

Deux Orphelines : 20 h 36, 15 h 30,
THEATRE DE DIX-HEURES
(46-06-10-17), le le pire mastro-attagne: 20 h 30, Calbaraine:
THEATRE DE L'EST PARISIEN (43-64-80-80). Sganarelle en la Cocu imaginaire, le Meriege forcé : 20 h 30,

dm, 15 h,
THEATRE GREVIN (42-46-24-47),
Chantal Ladesou : 20 h 30,
THEATRE DE LA MAIN-B'OR BELLS-DE-MAI (48-05-87-89). Arbine. Uno historia de l'esi : 22 b.
THEATRE DE LA MAINATE (42-08-83-33). Ame Minima ou La farme qui stire la piule : 22 h, din.

THEATRE NATIONAL DE L'ODECHI (43-26-70-32). Yo tengo un tio en Ame-rica (an aspagnol): 20 h 30, dim. 15 h. THÉATRE NATIONAL DE L'ODEON (PETITE SALLE) (43-25-70-32), L'En-fact bitard: 18 h 30, THÉATRE DE NESLE (46-34-61-04), Dérives > 18 h. Shi Y a mill feire:

THEATRE (40-1-01-12), to tango: 20 h 30.
THEATRE OU ROND-POINT
THEATRE OU ROND-POINT
(42-56-60-70). Grande selle. Pirosmani, pirosmani (an Ituerien): 20 h 30.Dirs. Oncie Vanie ian Ituerien): 17 h.
THEATRE SILVIA, MONPORT, 45.Suno-95.31 Theatre, sortedos: 320 h 30, dim. 17 h.
THEATRE DI. TAMBOUR BOYAL

VARIÈTES (42-33-09-92). Thé à la menthe ou t'es gitron : 17 h 30 et 20 h 45, dim, 15 h,

BOBIGRY (MAISON DE LA CULTURE).
(48-31-11-45). Lègendes de la forêt viernoise: 20 h 30, dim. 15 h 30.
BOIS-COLOMBES (SALLE JEAN-RE-NOIR) (47-82-68-11). Font à Val à Conventiond: 20 h 30.
BOULOGNE-BILLANCOURT (THÉA-TRE) (48-03-60-44). La Charte sur un toit brüsent: 20 h 30, dim. 15 h 30.
CHELLES (THÉATRE) (60-08-55-00).
La Mégère apprévoisée: 21-la, dim. 15 h 30.
CHOISY-LE-ROI (THÉATRE PAUL-

15 h 30.
CHOISY-LE-RO! (THÉATRE PAUL-ELUARD) (48-90-89-79). L'Evasion : III h 30.
CLAMART (CC JEAN-ARP) (46-45-11-87). Causel le Grand Orches-tre du Spiendid : 3u h 30.
CLICHY (PETIT THÉATRE) (40-87-12-72). L'Onclomer : 20 h 48.
COLOMBES (SALLE DES PETES ET DE SPECTACLES) (47-81). Omifie: 17 h. COURBEVOIE (CENTRE CULTUREL) (43-33-63-62). Seymour Brussel : 20 h 45.

20 h 45.
COURCOURONNES (ESPACE BREL-BRASSENS) (64-97-86-02). In of Douby: 21 h.
ELANCOURT (LE POLLEM) 30-62-82-81), Crac i: 20 h 30.
GENNEVILLIERS (THEATRE) (47-93-26-30). La Coriania: 20 h III. dm. 17 h. MONTREUIL (TJS) (48-59-93-93). MONTHEUIL (139) (49-39-39-30).
Cappucetto rosso; 20 h 30, dist. 17 ft.
NANTERRE (THÉATRE DES AMANDIERS) (40-14-70-00). Grands selle.
L'Egiase: 20 h 30, dist. 15 h.
NEUILLY-SUR-SEINE (L'ATHLÉTIC)
(48-24-03-93). Autent ouvrir les portes
in la cer. 18 h 30. de la mer : In n 30. NOISY-LE-GRAND (ESPACE MICHEL-SIMON) (48-31-02-02), Je

veux faire du cinéma : 21 h. ORLY (SALLE ARAGON-TRIOLET) (48-82-39-29). Toma-Americana : 21 h. dm. 17 h. DE SAINT-CLOUD) (48-02-70-40).

DE SAINT-CLOUDS (46-02-70-40).
Taruffo: 20 h 46.
SAINT-DENIS (THÉATRE GÉRARD-PHILIPE) [42-43-00-59).
Serrent La Refereto: Chaften: 1. M.
SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (THÉA-TRE ALEXANDRE-DUMAS)
[30-87-07-07). C'était hier: 20 h 45.
TREMBLAY-EN-FRANTIE (ESPACE TREMBLAT-EN-PRANTIN (ESPACE YEAN-ROGEN-CAUSSIMON) (48-61-00-85), Lo Biblé de M. Laurent: 20 h 30. VANVES (THÉATRE LE WANVES) (48-45-48-47), Le Diable: 20 h 30, din. 16 h.

PCCHE-MONTPARMASSE
(45-48-92-97). Selle L Les Emigrés 1
21 h. dim. 15 h.
POTINIÈRE (42-61-44-16). Minisorel:
17 h et 21 h. dim. 130.
PANELAGH (42 Jesselles de style:
20 h 30. Le Troisième Ligne: 22 h. dim.
18 h 30.

.18 h 30.

**RENAISSANCE (44-63-06-60), Les mile et une mile: 14 h.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47); Une aspirine pour Geus: 17 h 30 et 20 h 45, din. 15 h.

SPLENDID SAINT-MARTIN

THEATRE CLAVEL (43-71-93-73).

20 h 30.
THEATRE MAUREL-MICHEL GALA-BRU (42-23-15-85). Gelsomins: 20 h 30, dim. 15 h 30. Tropique du Cencer; 22 h, dim. 17 h. Olm. Maupensant: 20 h 30. THEATRE MATIONAL DE LA COL-LINE (43-66-43-60). Oh, les bosux

jours! : 16 h et 21 h. THEATRE NATIONAL DE L'ODÉON

THEATRE DU TAMBOUR ROYAL (48-08-72-34), Dramie Show: 20 h 30, THEATRE DE LA VILLE (42-74-22-77), Le Compagnie des hommes : 20 h 30. TOURTOUR (48-87-82-48). Hier à TOURTOUR (48-87-82-45). 188F a verif?: 20 h 30.
TREMPLIN-THÉATRE DES TROIS-FRÈRES (42-84-91-00). L'Embreadère: 20 h 30. dm. 17 h.
TRISTAN-BERNARD (48-22-08-40).

REGION PARISHENNE

Akuman, 20 h 30.

ANTIGUME 97-ALL; Epos as Boss, 54(3-37-57-47).

L'ARME FATALE 3 (A., v.a);

Marignan Concorde, 9 (43-58-82-82);

George V, 8 (45-82-41-46

1.7.9); v.i. Momparnasse, 8 (45-74-94-94 36-85-70-14);

Paramount Opdra, 9 (47-42-58-31 38-85-70-18); UGC

13-(45-81-94-95 38-85-70-45); Image (45-82-47-94);

LES AVENTURIES D'UN HOMME INVISIBLE (A., v.a.); Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88); v.f.: Cinoches, 6 (46-33-10-82);

BALLAD OF THE SAD CAFE (A.-81L., V.A.); SALLAD OF THE SAD CAFE (A.-81L.)

(46-33-10-82).

RALLAD OF THE SAD CAFE (A-Brit., v.o.): hunges d'ailleurs, 5-(45-87-18-08).

RALLROOM DANCING (A., v.o.): Forum Orient Euruss, 1-(42-33-42-26-36-85-70-87): Lucernaire, 8-(46-44-87-34): UGC Biarritz, 8-46-82-20-46-88-83-71-81

(45-82-20-40 36-65-70-81).

Salle Jean Grégation : Réprespective Made Camadal : Cheus son albi (1960, v.o. s.t.f.), de Mario Camadal, 17 h ; Calle Les Gressiel : Description v.o. s.t.f., or meno Cameria, 17 ft; Salle Jenz Epszala : Programme Agnile B. : les Corps servages, v.f., de Tony Richardson, 19 ft; Fernily Life (1971, v.o. s.t.f., de Kenneth Limit, 21 h.

Salla Juan Grámillon : Rámospactive Mario Camadoi : Don Camilio et les contestemires (1972, v.o. s.t.f.), de Mario Camadoi, 46 h 30 ; Salla Juan Epstein : Programma Agnès B. : Cuntre Garçona dans le vans (1964, v.o. s.t.f.), de Richard Laster, 19 h ; Deut Anglaises en délire (1968, v.o. s.t.f.), de Deamond Davis 21 h ;

GEORGES-POMPIDOU SALLE GARANCE (42-78-37-29)

SAMEDI Le Cinéme potonais: Guand les anges sombent (1958, v.o. s.t.f.), de Roman Potenait; Meurre (1957, v.o. s.t.f.), de Roman Potenait; Meurre (1957, v.o. s.t.f.), de Roman Potenait; le Cousses dans l'eau (1982, v.o. s.t.f.), de Roman Potenait, 14 h 30; le Dishout (1938, v.o. maturion simultanie), de Michael Waszynski, 17 h 30; Fhomme de far (1981, v.o. s.t.f.), d'Andrzej Wajda, 20 h 30; Payange après la bataille (1970, v.o. s.t.f.), d'Andrzej Wajda, 14 h 30; Histoire d'un péché (1975, v.o. s.t.f.), de Walerian Borowczyt, 17 h 30.

CENTRE

Le Cinéme poloneis : le Seut (v.o. a.t.f.), d'Edward Bernstein : le Terre de la grande promesse (1976, v.o. a.t.f.), d'Andreej Wejde, 20 h 30.

MIDIOTHIQUE DE PARIS

2, Grande-Galerie, porte Salot-Eustache, Forum des Halles 40-76-82-00 SAMEDI

La Rue : Rue de l'oseille : Bande annonce : Dens les rues (1933) de Viotor Trives, Macidam (1946) de Marcel Blistène, 14 h 30 ; Rue des sofitaires : Paris passages (1990) de Sylvain Poubelle, la Feu follet (1963) de Louis Mafle, 16 h 30 ; Rue des écoliers : Bande annonce : Boulevard (1960) de Julien Durivier, les Cuatre Cents Coups (1959) de François Truffest, 18 h 30 ; Rue du hasserd : le Pont du Nord (1960) de Juoheuerd : le Pont du Nord (1980) de Jec-ques Rivette, 20 h 30.

DIMANCHE Lin Rue: Rue des meuvels garçons: les Jeunes du square Saint-Lambert (1962; de Françoise Dumeyet et J.-P. Charller, Dans les ruts (1933) de Victor Trives, .14 h 30; Rue de la solidarité: Eclair journel, Rouge Baiser (1985) de Vera Belmont, 16 h 30; Cité du rendez-vous: Bande annonce: le Pont du Nord (1981) de Jacque Rivette, la Featans de l'avianter (1990) d'Eric Rohmer, 18 h 30; Rue Git-le-coser: Bande anyonce: Copps à cour (1978) de Paul Vecchiell, Nuit et Jour (1991) de Chental Alkurman, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS AGANTUK LE VISITEUR (nd., v.o.): Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-35); Las Trille Luxembourg, 6- (46-33-97-77 36-65-70-43); Sept Parassetens, 14-43-20-23-29 (43-20-32-20). ALBERT SOUFFRE (Fr.) :

ALBERT SOUTFRE [Fr.]:

(47-07-55-88].

ALIEN 3 (1-[A., v.a.]: Gournont Lea
Halles. 1= (40-26-12-12): Gournont
Marignan-Concorde, 8-[43-59-92-82]:
George V. 8= (45-62-41-46
36-65-70-74): v.i.: Rex. 2(42-38-83-93 38-65-70-23): UGC
Montparnassee. 8= [45-74-94-94
36-65-70-14].

L'AMANT (Fr.-Brit., v.a.): Epde de
Bois. [43-37-57-47]: Grand Paveis,
15-(45-54-46-12).

LES ANANTS DU PONT-MEUF [Fr.]:
Clind Besthourg. 3= (42-71-52-36):
Derdert, 14-[43-21-41-01].

ANTIGONE (Fr.-ALL): Epde de Bois, 8(43-37-57-47).

L'ARME FATALE 3 (A., v.a.):

BARTON FIRK (A., v.o.) : Ciné Bess-bourg, 3+ (42-71-52-36) ; Saint-Lam-bert, 15- (45-32-91-58). BASIC INSTINCT (**) (A., v.o.) : Forum

BEIGHETS DE TOMATES VERTES (A., v.o.): Forum Horizon, 1-45-08-67-67 38-65-19-11]; UGC Odion, L. 42-25-10-30 36-85-70-72]; UGC Rotendo, L. (45-74-94-94-36-65-70-73); UGC Barrizz, 3-41-10-41 38-85-70-81]; UGC Opira, 9-(45-74-95-40 38-85-70-44); UGC Opira, 9-(45-74-95-40 38-85-70-44); UGC Opira, 9-(47-07-55-88); Mostpermane, 14-(43-20-12-08); BOB ROBERTS (A., v.o.): Geomont Opira, 2-(47-42-80-33); Ciné Beautourg, 3-(42-71-52-38); UGC Odion, 6-(42-26-10-30 38-85-70-72); Geomont Ambanando, 8-(43-59-19-08

6 (42-26-10-30 38-85-70-72); Gasmont Ambassada, B [43-59-19-08 38-65-75-08); Gaumont Gobalins (ex Fauvetts), 13- (47-07-55-89); Bianvanta III. [38-85-70-38]. BOOMERANG (A., v.o.): Gaumont Marignen-Concorde, B (43-59-92-82); Gaorge V, 8- (45-82-41-46 38-85-70-74); v.f.: Rex, 2- (42-38-83-93 38-85-70-23); Montparhassa, (45-74-94-94 38-85-70-14); I — Opéra, 9- (47-42-56-31 38-85-70-15); toc. Gobalins, 13- (45-81-94-95 38-85-70-48); I — Clichy, 18-

ASHAKARA, Film franco-suleso-es-pegnol de Gérard Louvin : Pitz, 18-(46-06-58-60). LA CITÉ DE LA JOIE. Film américain

LA CITÉ DE LA JOIE, Film ambricain de Roland Joffé, v.o.: Gaumont Lee Hatles, 1 = [40-26-12-12]; Pathé impérial, 2 (47-42-72-52); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Gaumont Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82); UGC Normandie, 8 (45-63-16-16-36-86-70-82); Sept Parmasiens, 14 (43-20-32-20); 14 Juillet Basugrenalle, 15 (45-75-79-79); UGC Maillot, 17 (40-88-00-18-36-50-61); v.f.: (48-80-018-36-50-61); v.f.: (48-80-018-36-60-76-11); v.f.: (48-80-018-36-60-76-11); v.f.: (48-80-018-36-70-61); v.f.: (43-87-35-43); Páramount Opéris (47-42-55-37-86-65-70-18); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59-38-65-70-94); Gaumont Gobelins bis [ex Fauvetta bis), 13 (47-07-55-88); Mistral, 14 (36-85-70-39); Mistral, 14 (36-85-70-94); Le Gambette, 20 (46-36-10-96).

LES ENFANTS VILLE THE 6- (46-33-79-38); La Pegods, 7- (47-05-12-15); Chemps-Bysées, 8- (43-59-04-67); La 11- (43-07-48-60); Gau-mont Grand Ecran Italie, 13- (45-80-

LE CHÉNE Bloss, v.o.): Pethé impérial, 2: (47-42-72-52); Ciné Besubourg, 3: (42-71-52-36); 14 Juillet Odéon, 6: (43-25-59-83); 14 Juillet Bestille, 11: (43-57-90-81); Les Montparnos, 14:

Besuregard, (42-22-87-23); Les Trois Batzac, 8 (45-61-10-60); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20). CONTES (Can.): H Juliet Parnasse, 6 (43-28-58-00). LE COUP DE FOUDRE (Al., v.o.) : Epée de Bois, 5- (43-37-57-47). DELICATESSEN (Fr.) : Forum Orient

Eppe de Bois, 5' (43-37-57-47).

DELCATESSEN [Fr.]: Forum Orient
Express, 1° (42-33-42-26
36-85-70-67); Studio 5'
(43-54-72-71); Studio 5'
(43-54-72-71); Saint-Lambert, 15'
(45-32-91-68).

LE DERNIER DES MOHICANS (A., v.o.): Forum Orient Express, 1°
(42-33-42-26-36-65-70-67); Breusgne, 1°
(42-33-42-26-36-65-70-67); Breusgne, 1°
(43-65-70-37); Gaumont Ambeens, 5'
(43-65-70-74); v.f.: Breusgne, 8'
170-37); Gaumont Gobelins
Feuverni, 13' (47-07-55-88); Gaumont, 14' (38-65-75-14); Pathó Cichy, 19' (45-24-46-85); Saint-Lambert, 15'
(45-32-91-65).

LA DOUBLE VIE DE VÉRONROUE §7', Pol., v.o.): Epée de Bois, 5'
(43-37-57-47); Raflet Médicis Logos sale Louis-Jouvet, 5' (43-54-42-34).

sale Louis-Jouver, 5- (43-54-42-34). EPOUSES ET CONCUBINES (Fr. Chin. v.o.) : image d'ailleurs, 5-(45-87-18-09) ; Lucernaire, (45-44-57-34) ; Bysées Lincoln, (43-59-36-14) ; 15-

(45-32-91-88).
L'EUNUQUE IMPÉRIAL (Chin., v.o.):
14 .iuilet Parmesse, 8- (43-25-58-00).
FISHER KING (A., v.o.): Cinoches, 6(46-33-10-82).
HISTOIRES DE FAINTOMES CHINOIS
L'Alenge Konn, v.o.): 14 .iuillet Par-II Blong Kong, v.o.): 14 Juliet Par-nesse, & (43-28-58-00). HOOK* (A., v.i.): Cinoches, 6

HOOK* (A., v.i.) : Cinoches, 6(46-33-10-92);
(45-32-91-68).
HORIZONS LOINTAINS (A., v.o.) :
Forum Orient Express, 1* (42-33-42-28
38-65-70-67); UGC Rottonde, 6(45-74-94-94 38-65-70-73); Gaument
Marignan-Concorde, 8- (43-59-92-82);
UGC Normandie, 8- (45-63-16-16
36-65-70-92); v.f.: Paramount Opére,
9- (47-42-56-31 38-65-70-18); Gau-

(47-07-55-88); Miramar, 14-(38-65-70-39); UGC Convention, 15-

138-65-70-39; UGC Convention, 15138-65-70-47);

UMPTOYABLE (A., v.o.): Gesmont Lea
Halles, 1= (40-28-12-12); Gessmont
Opdra, 2= (47-42-80-33); 14 Juillet
Oddon, 8= (43-25-59-83); Gesmont
Marignan Concorde, 8= (43-89-92-82);
Champs-Elysdes,
(47-20-78-23); 1a 11(43-07-48-60): Escurial, 13(47-07-28-04): Francise, 14(43-35-30-40); Gesmont Grand Ecran
Grenalle (ax Kinopenorama), 15(43-08-50-50); v.f.: Rax (le Grand Rax),
2= (42-36-83-93-36-65-70-23); Gesmont
14= (43-20-12-08); Pathé
The Life (45-22-47-84).
INDOCHIME (Fr.): George V,
145-82-41-46-38-65-70-749.
IPS (Fr.): 14 Juillet Permasse, 6-

IPS (Fr.): 14 Juillet Permasse, 6-(43-26-58-00). J F PARTAGERAIT APPARTEMENT

(\$4. v.o.): Gessmont Les Helles, 1-(40-28-12-12): Gessmont Les Helles, 1-(40-28-12-12): Gessmont Opéra, 2-(47-42-60-33): Gessmont Heintefeuille, 8-(48-33-79-38): Gessmont Ambassaide, 8-(43-58-19-08 38-65-76-08): UGC Learn. (45-62-20-40 38-65-70-81): Gessmont Parmasse, 143-35-30-40): 14 Juillet Beaugrenelle, 15-(45-75-79-79): Les Learnelle, 17-(42-38-83-93-38-65-70-81): Parmasse, 14-(43-85-70-81): Parmasse, 14-(43-43-01-59 38-85-70-84): Gessmont Gobelins (ex 147-07-55-88): Learnelle, 14-(38-65-75-14): Montparnasse, 14-(43-20-12-06): Farun Wegler II, 16-(45-22-47-94): Le Gemerale, 16-(48-48-94): Le Gemerale, 16-(

20 10-88).

KAFKA (A., v.o.): Lucernaire, 4(45-44-57-34).

1, 627 (Fr.): Forum Horizon, 1=(45-08-57-67-36-65-70-83); Baragne, (38-85-70-37); UC Odéon, (42-25-10-30-38-85-70-72); UGC Champs-Elysées, (45-62-20-40-36-85-70-88); UC Opéra, UC

LES FILMS NOUVEAUX

77-00); Gsumont All 14 5-85-75-14); Bienvenüe Montpernasse, 15 (36-65-70-38); v.f.; Les Nation, 12 (43-43-04-67). L'ESPRIT DE CAIN.

L'ESPRIT DE CAIN.
cain de Pelme, v.o. : Forum Horison,
[* (45-08-57-57 36-85-70-83);
Pethé Impérial, 2* (47-42-72-52);
[43-25-59-83];
[43-25-59-83];
[43-25-59-83];
[43-25-59-83];
[43-26-41-46 38-65-70-74];
[44-3-70-32-20];
[44-3-70-79];
[44-3-70-32-20];
[44-3-70-79];
[44-3-70-79];
[44-3-70-79-79];
[44-3-70-79-79];
[44-3-70-79-79];
[44-3-70-79-79];
[44-3-70-33];
[44-3-70-33];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-70];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-79];
[45-70-70];
[45-70-70];
[45-70-70];
[45-70-70]; 2. (42-36-83-93 36-65-70-23); Dośra, | (47-42-56-31 36-85-70-18); Lyon Lyon 12· (43-43-01-59 38-65-70-84); [47-07-55-88]; Montparnesse, 14 (43-20-12-08) ; Montage Wepler (45-22-47-94) ; Le Gembette, 20-

(46-36-10-96). UNE WE INDÉPENDANTE, Film Opére, (47-42-60-33); Ciné Beaubourg, 3: (42-71-52-36); (43-28-19-68); Les Inglés (43-81-10-60); La Bestille, 11- (43-07-48-60); Sept. Parnessiens, 14- (43-20-32-20).

(45-74-95-40 36-65-70-44); 14 11- (43-57-90-81); (43-43-04-87); UGC (45-81-94-95 38-65-70-45); 14- (38-65-75-14); 14 (Bosugrenelle, 15- (40-68-00-18); 16-65-70-61); Clichy.

15- (45-75-79-79); v.f.: Gaumont Opérs, 2- (47-42-80-33); Saint-Lazere-Paquies, III (43-87-35-43); Pathé Français, 9- (47-70-33-88); Les Nation, 12- (43-43-04-67); UGC L. Bastille, (43-43-01-59-36-85-70-84); UGC Gnbelins, 13- (45-61-94-95-36-85-70-45); III (38-65-75-14); Montparnasse, 14- (43-20-12-08); UGC Convention, 15- (45-74-93-40-36-85-70-47); Pathé Wegler, III (45-22-47-94); Les batta, 20- III (10-95), LA MAIN LE BERCEAU (7) (A., v.o.); Publicia

LA MAIN LE BERCEAU (*) (A., v.o.) : roug Orient Express, 1"
(42-33-42-26 /0-67); Publicia (42-22-72-80); George V, (45-62-41-46) 38-65-70-74); UGC Normandie, 8-45-63-11 1 -70-82); v.f. : Rex, 2- (42-36-83-93 36-85-70-23); UGC Montpernasse, (45-74-94-94 36-85-70-14); Paramora Opéra, (47-42-86-31 36-85-70-13); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01 38-85-70-84); Legal 13- (45-61-94-95); Mistral, 14- (36-65-70-41); LigC Convention, 15- 38-65-70-47); Paus Carchy, 12- (46-38-10-98). OBSESSION FATALE (*) (A., v.o.) : Horizon, 1- (45-68-57-57)

OBSESSION FATALE (7 (A., v.o.) :
fforizon, 1= (45-08-57-57
36-85-70-83) : U. Danton, 8(42-25-10-30 36-65-70-88) : USC Initz, 1 (45-62-20-40 36-65-70-81) ;
v.f. : Rex, 1 (42-36-83-83
; UGC Montpermasse, 8(45-74-94-94 36-85-70-14) ; Paramount Opéra (45-74-94-94 36-85-70-14); Paramount Oppra, (47-42-56-31 36-65-70-18); UGC Lyon Bestille, 12-(43-43-01-59 36-56-70-84); Language (45-61-94-95 36-65-70-45); Language (45-74-93-40 36-65-70-47); Pathé Clicty, 18 (45-24-794), OMBRES ET BROUILLARD (A., v.o.): Basubourg, (42-71-52-36); Reflet Médicia Logos sella Louis-Jouvet, 5-(43-54-42-34).

Reflet Médicis Logos selle Louis-Jouvet, 5: (43-54-42-34).

L PESTÉ (Fr.-Brit.-Arg., v.f.): L [4-68-65-70-42].

RESERVOIR DOGS [4, v.o.] L [4-68-65-70-42].

Resubourg, 3: (42-71-52-35): UGC Odéon, 8: (42-25-10-30 36-65-70-72); UGC Rotonde, 6: (45-74-84-94-38-85-70-73); George V, [45-82-41-46 38-65-70-74].

RETOUR | HOWARDS END (Brit., v.o.): Champs-Elyeées, [7]

: Champs-Elysées, II (47-20-76-23). LA SENTINELLE (Fr.) : Utopia, S-

(43-26-84-85). LE SILENCE DES AGNEAUX (**) (A., the Siterior Des Ashradu (*) (A., v.o.) : Cini Beaubourg, 3° (42-71-52-36) ; Cinochas, 6° (46-33-10-82) ; Irga V, 8° (45-62-41-46 38-55-70-74) ; Grand Pavola, 15° (45-54-48-85) ; Saint-Lambert, 15° (45-32-91-88).

SILVESTRE (Por., v.o.) ; Latins, 4° (42-42)

SILVESTRE (Por., v.o.) : Lerins, 4(42FALONS AGUILLES (Esp., v.o.) :
Lucemeire, 6- (45-44-57-34) ; UGC
Triomphe, 8- (45-74-93-50
38-85-70-76); TERMINATOR (A., v.o.) :
Beaubourg, 3- (42-71-52-35) ; Grand
Pavols, 15- (45-54-48-85).
THE PLAYER (A., v.o.) :
Express, 1-- (42-33-42-26
38-65-70-67) ; Sudio des tromphe, 8(43-28-19-09) ; UGC Triomphe, 8(45-74-93-50 38-65-70-76) ;
Pavois, 15- (45-54-48-8)
THE UNBELIEVABLE TRUTH (A.,
v.o.) I Gaument

Pavois, 15 (45-54-46-8)
THE UNBELIEVABLE TRUTH (A., v.o.): Geumont 1-(40-26-12-12); Espece 1. (44-07-20-49); Espece 1. (44-07-20-49); Espece 1. (43-59-38-14); Geumont Grand Ecran Italie, 13-(45-80-77-00); Sept Permasiens, 14-(43-20-32-20).
TWIN PEAKS (*) (A., v.o.): Images d'ailleura, 5- (45-64-48-85); Seint-Lembert, 15-(45-64-48-85); Seint-Lembert, 15-(45-64-48-85); Seint-Lembert, 15-(45-64-48-85); Seint-Lembert, 15-(45-63-70-83); Geumont Hautefeuille, 146-33-79-38); UGC Danton, 6-(42-26-10-30 36-85-70-68); UGC Montparnasse, 45-74-84-94 (36-85-70-14); Geumont Ambassade, 8-(43-59-19-08 38-65-75-08); Ilazara-Pasquist, 8-(43-87-35-43); UGC Biantiz, 8-(45-62-20-40 38-65-70-81); Français, 14-740-33-88); Len 12-(43-43-04-87); UGC Biantiz, 8-(45-62-20-40 38-65-70-81); Parnesse, 14-(43-35-30-40); Mistral, 14-(36-65-70-41); 14-Juillat Besugrenella, 15-(45-75-79-79); UGC Mailliot, 17-(40-68-00) 38-65-70-81); Pathé Wopler II, 18-(45-22-47-94). UN ETÉ SANS HISTOIRES [Fr.): Lugos 8, 5-(43-54-42-34). URGA [Fr.-Sov., v.o.): Lucamaire, 45-44-67-34). VAN GOGH [Fr.]: Studio des Ursulines, 5-(43-26-19-09). ILE ZEBRE [Fr.): Geumont Ambassade,

VAN GOGH (+1): States on Grantes, 5- (43-26-19-09).

[LE ZÉBRE (Fr.): Gaumont Ambassade, (43-59-19-08).

J. J. (48-62-41-48 36-65-70-74): Pathé Français, 9- (47-70-33-88); Lee 14- (38-65-70-42).

PARIS EN VISITES

LUNDI 5 OCTOBRE

Les Etrusques et l'Europe », 13 haures, entrée de l'exposition. Grand Palais (P.-Y. Jaalet). **La at l'enfant
l'Egypte anciennes, avec C. Richard,
14 h 30, Musée du Louvra, piller
cerré de la Pyremide (Le Cavalier
bleu).

«L'abbaye de Saint-Denis, cime-tière des rois de Frances, 14 h 30, devent l'antrée (C. Merie). « Au Patais-Royal : trois siècles d'histoire et d'histoires », 14 h 30, 2, place du Palais-Royal, devent le

Louvre des antiquaires (Connais de Paris). e Galeries et passages au cœur de Paris», 14 h 30, métro Palais-Royal, sortie placa Colette (Europ explo). « Hôtels et jardins du Merais. Place des Voeges», 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

e Le village de Ssint-Germain-des-Prés », 14 h 30, devent l'agres dem Germain-des-Prés (Ans et caetère). » Jardins et chapelles secrètes du quarrièr Mouffstard », 14 h 30, en bas de la rue Mouffstard (S. Rojon-Kern).

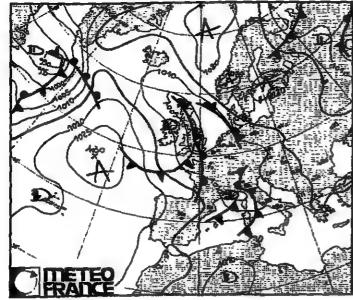
«La Corbusier à Ameuil : le ville La 'Roche » (Ilmité à vingt-cinq per-sonnes), 15 heures, some mêtro Jes-min (Monuments historiques). «L'observatoire de Meudon : présentation this property of the sentation the sentation of the sentation of

CONFÉRENCES

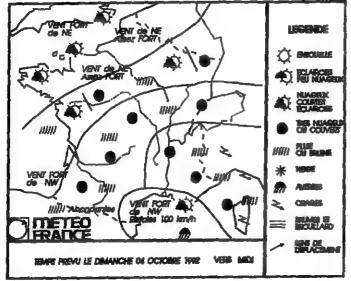
quei de Contl. 14 h 45 : «Pouvoirs politiques dans les régimes l'Est», par A. (Académie l'Est», par A. (Académie l'Est», par A. (Académie l'Est», par A. (Académie l'Est»), par A

14

SITUATION LE 3 OCTOBRE A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 4 OCTOBRE 1992



ment and sans précipitations. Des les sens précipitations. Des les les la Loires en Centre jusqu'à la Lorraine, le sers couvert avec des pluies la libies et dyarses. Le vent souffiers de nord-est à 70 km/h en rafales sur ces régions. ainsi qu'en Manche.

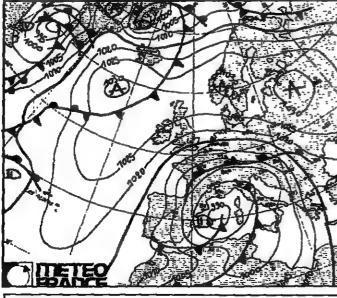
l'Aquitaine au Central jus-qu'à la Franche-Comté, il plauvra modé-sur les Alpes, le Sud-Est et le Sur Alpes, le Sud-est et des éclateront localement. Languedoc-Roussillon méditerranéennes, le et des déclateront localement.

Languedoc-Roussillon fraîches avec 13 degrés 15 degrés méditerranéennes, le moitié de 14 degrés moitié de 14 degrés changeant nuages, et 17 degrés sur la moitié aud, mi jusqu'à 20 degrés le pourtour méditerranéennes.

Lion, evec des mer. 11 nei-gera au-dessus sur le golte Gescogne, de nord-ouest soutfilers à 80 km/h en rafales. En fin de journée, le rafales km/h en

Les températures minimales de l'ordre de li degrés il 10 degrés il 10 degrés il 10 degrés du Maseif Central aux Alpes il 10 degrés du Maseif Central aux Alpes il 10 degrés du Maseif Central aux Alpes il Nord-Est, de 9 degrés à 12 degrés il Sud-Ouest, il jusqu'à 15 degrés il Sud-Est.

PRÉVISIONS POUR LE 5 OCTOBRE MAN A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima -	minima	nt temp	s observé
Valours axtrâmes relevões entre le 2-10-1992 18 heures TUC et le 3-10-1992		- 10	3-10-92

FRANCE	YOURS 15 10 P	LUXEMBOURG. 16 P C
AJACCIO 23 16 A	POLITER-PRINCE 42 22 M	MADRID 26 16 N
BIARRITZ 20 IS C	ÉTRANGER	TO DESCRIPTION OF THE PERSON O
BORDEAUX 19 12 C	EIRANGEN	MEXICO T N
BOURGES 15 9 P	ALGER 29 19 C	MILAN B B P
BREST 14 11 N	AMSTERDAM. 16 8 N	MONTRÉAL B D
CAEN 19 12 P	ATRINES 21 15 D	MOSCOU 9 1 G
CHERBOURG 15 12 N	BANGKOK 3Z 25 N	NAIROBI Z3 II N
CLEROMONT-FER 17 11 P	BARCELONE 24 IS C	NEW-YORK 21 8 9
OLJON 16 12 P	BELGRADE 20 8 D	0510 ~
GRENOBLE 17 13 C	BERLIN 16 7 D	HILDER WILLIAM BY BY N
LILLE 18 10 P	BRUXELLES 17 9 D	
LIMOGES 14 9 P	COPENHAGUE 15 7 N	
LYON	DARAR 32 22 P	RIO-DE JANEARO
MARSEILLE 22 16 C	DELIU 37 22 D	25 17 D
NANCY 16 10 P	DJERBA	SEVILLE 33 17 D
NANTES IS IL N	GENEVE 15 13 P	SINGAPOUR 32 24 C
NICE 21 IF N	HONGKONG	STOCKHOLM 10 - 1 C
PARIS-MONTS 19 11 P	ISTANBUL 21 14 N	SYDNEY
		TOKYO 22 (1 N
1 1100		TUNIS 28 16 N
PERPIGNAN 23 14 C	LE CAIRE 31 20 D	
RENNES 15 11 C	LISBONNE 27 IS N	VARSOVIE IS & D
ST-ETIENNE 16 II P	LONDRES 18 LG P	VENISE 22 14 C
STRASBOURG 16	LOS ANGELES _ 22 (6 D)	YESNING
TOULOUSE 19 12 C		
10014000		
ABC	DNO	PT
ABC	- -	
averse forming cited	stal ciel arange	plus lempète neue
11413531	denace duragens	

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins I heure en hiver.

(Decement are le support technique spical de Métionslocke nationale)

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : > Signalé dans u le Monde radio-télévision » ; a Film à éviter ; u On peut voir ; u u Ne pes manquer ; a un Chef-d'œuvre ou

Samedi 3 octobre

i	Danieur
i	TF 1
	20.45 Divertissement : Les Grosses Têtes. Présenté par Philippe Bou- vard.
	22.25 Magazine : Ushuaila, Présenté par Nicoles Hulot. En Roivie (1º partie). Expédi- tion Uru; L'Or du lac; Las Sertanejos; La Gueule du die- ble.
	23.35 Magazine : Formula aport, Football, F 1 Megazine. F 2
I	20.00.00

20.50 Magazine: La Nuit des héros. Présenté par Michel Creton. 22.40 Visages d'Europe. 22.45 Magazine : Double jou.
Spécial rire. Invités : Jecky
Sardou, Didler Gustin, Jean
Lefetvre. 23.55 Journal et Météc

0.15 Magazine : La 25 Heure. Dans l'ombre des stara, d'ir-ving Seraf et Allie Light. 20.45 Série : Puissance 4. Vieux gamins, de Paul Planchon. 22.15 Journal et Météo.

22.35 ► Magazine : Strip-tnase. 500 lignes ; Tes père et mère honoreres ; Gez à tous les 23.30 Sport: Rugby. Les Springboks/les espoirs français en différé. 1.00 Continental

VIII Cinéma :

	CANAL PLUS
_	20.30 Táléfilm :
j-	Les Demiers Jours de bonheur.
	De John Erman. 22.00 Flash d'informations.
-	22.05 Sport : Boxe. Réunion au Cirque d'Hive
	23.00 Magazine : Jour de fo Championnet de France

01. Buts et extraits matches de la 9 journée 0.00 Le Journal du hard. 0.05 Cinéma : New Have Houkers 2. Film américain, classé X, de Gregory Dark (1891).

ARTE 20.40 Documentaire : Rodina, retour au pays De Helge Reldemeister.

22,35 Court mátrage : L'Escamoteur. D'Eve Ramboz. 22.50 Magazine : Macadem Spécial Miles Davis.

Documentaire : 22.51 Echoes of a Genius. Miles Davis en Europe. 23.45 Documentaire: Miles Davis and Friends. De Renaud Le Van Kim.

M 6 20.35 Magazine : Fun glisse. 20.45 Téléfilm : Collège, fiirt et rock n'roll. De Michael Zinberg. 22.20 Téléfilm :

Couts que coûte. De Russ Maybarry. 23.55 Musique : Flashbe 0.20 Musique : Soulevard de

Dimanche 4 octobre

DIMENTOR	TV	PRONT
TF 1	23.25	Document Du nouve
Cinéma : Sens unique. ## Film américain de Roger Donaldson (1987). Magazine : Ciné dimanche.	0.10	des trust et des lic De Kurt Zi Documen L'Europe De Günthe

22.40 Magazine : Ciné dimenche. Cínéma : Bronco Billy, ww Film américain de Clint Eas-twood (1979). 0.45 Journal et Météo. 0.55 Magazine : Le Vidéo Club.

F 2 20.50 Cinéma : Deux dans la ville. s Film français de José su vanni (1973). 22.30 Visages d'Europe.

22.30 Visages d'Europe.

22.35 Magazine :
 Bouillon de culture.
 Invités : François Nouriseler fle Gerolier des nuines; Jacques Testert fle Désir du gène) ; Roselyne Bosch, scénuriste du film de Ridley Scott (1492. Christophe Colomb) ; Sonis Wieder Atherton, violoncelle : Frédéric Gagnete, rhumstologue.

23.55 Journal et Métão. 0.10 Magazine : Metan.

Magazine :

Musiques au oceur,
L'actualité. Eugène Onéguine,
de Tchalkovski, au Théâtre
du Châtelet ; Joanne au
bücher, d'Honneger, à l'Opéra-Bastille.

20.45 Divertissement : Spécial La Classe. Présenté par Pabrice. 22.06 Magazine : Le Divara. Présenté per Henry Chepier. Invité : Roman Polenski. 22.35 Journal et Météo.

22.55 Cinéms : Lola Montès, want franco-stemand de Max Ophois (1956) (v.o.). par Man Lubimov, pieno-

CANAL PLUS

: La Double Vie 22.15 Magazine : L'Equipe du dimenche. Football : Sled. THE COMMON

Martha et mil II Film franco-alemend III III (1990).

III Ali Documentaire : Paris, point de fuite. De l'anna Wolfer 21.35 L'après-perestrolica.
Weyer et Kurt

22,20 Documentaire : Walan

eeu sur l'empire cences. Immerment.

à venir. er todoke. M 6

20.35 Magazine : Sport 6. 20.46 Téléfilm : L'Enfant-buile. 20.45 Identin : L'Emant-buille.

22.35 Magazine : Culture pub.
La gaine Scandele : la remtrie
du prime-time aux États-Unis.

23.00 Cinéme :
Passions déchaînées,
Film français d'Andrée Marchand (1981).

CARNET DU Monde

<u>Naissances</u>

TYABANT

🗷 dintanche 🖩 septembre 1992, 🖥 🚟

<u>Décès</u>

Mª Règine Amiel, son épouse. MM. Philippe et Manual Amiel,

Jacques Setton M= Dominique Lemar.

sa nièce, M. III. Sotton, ton Lévy, Fachi,

Pimmense limber at la mort brutale de

Jose AMIEL

L'inhumation and the su differ Pantin, Cimetière-Parisien, I lundi 5 octobre 1992.

2 Henry-Pató, 75016 Para

Sonhie W Cécile. Ma Olivier Goguel, Cedric Goguel,
Marion Schmitt-Goguel

■ Thierry, Mª Anne Françoise Goguel, Ainsi que les familles parent ont la grande tristesee de litte part du

M= Simone GOGUEL,

calevée A leur affection, M 2 octobre 1992, sa quatro-vingt-onzième

le mardi 6 octobre, à 10 heures, au temple Saint-Jean, ... Il la Synagogue, Il Mulhouse, sa paroisse, où l'on se réu-

Scion la volonté de 🖢 défunte, 🔤 Sera Sera

Cet avis tient lieu de faire-part.

La remercie de du-cteur toutes les personnes qui s'associeront i sa grande

68100

2. Cardinal-de-Lorraine,
51100

19. place Montoir,
Cergy-Pontoise.
12. rac Cerisiers,
63112 68100 67117 Ittenho rac Didot, 75014 Paris.

PROBLÈME III 5881

INDICATION ALEMENT

1. Pour écrire de la sorte, il faut être Chinois ou cruciverbiste. - II. Embellit une taille. Qui n'entend peut-être foncer qu'après avoir mitrement réfléchi.

- III. Espèce de crampon. Conjonction. Croîte épaisse. - IV. Momentané-

rividant affertules. - NL Combine, mais le mauvais ... Epi-taphe d'un procura ... Attaque brusquée. - XIII. Créa-ture. Symbole. - XIV. Sortie. Direction product on prix.

VERTICALEMENT

1. Adverbe évocateur d'un repos qu'on préfère provisoire que défini-tif. — 2. Claque énergique et bien sentie. Séparation — corps. — 3. — ou nombreux fidàles. — 4. — h Peut précéder l'ament de le mari. - 5. Epithète revendiquée fi blanc. - Il Auteur de 1 1 1 . Œuvrer pour l'inédit. ~ 7. Après un cartain Jean-Paul. pour - 8. Petite, émipour - 8. Petite éminance. Symbole, Son d'avenir. - 1. Limier. Orée. - 2. Anagramme. - 3. Bague. Es. Pô. - 4. Osée. Bu. Sec. - 5. Us. Scalper. - 6. Roc. Abeille. - 7. Eurêka 1 On. l'a mais > tilus trempée. l'atris de 8. Uvule. Inuit. - 9. Rieuse. Ogre.

- M. Espèce de crampon. Conjonction. Croûte épaisse. - IV. Momentanéin I absentes.

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 15 14 15

Purement illusoire. I
Comment de colin and a postale. Dilemme théâtrai.

Partie d'un escaller. - 11. Est souvent couverte de sang. — II. Est souvent couverte de sang. — II.
total. « Terme » II portée. Aussi
i.— 12. III. — I'usage
Toujours un III rond quand
on lève le coude. — 13. Souverain.
Très III. Préposition. — 14. N'a date were valeur. Bien roulée. Européen. – 15. polis min Passent an silence. PARTY LINE SWINE

du problème re Willia Horizontalement

1. Laboureur. - II. Inassouvi. -III. Mage. Crus. - IV. Igues. Eu. -V. Ère. Cakes. - VI. Rê. Bebe. -VII. - VII. - VII. IX. fir. Sel. Ug. - X. Parloir. -XI. Etoc. D

Verticalement

GUY BROUTY

and the second of the

Ses collègues. Et amis de l'Orangerie. ont la douleur de faire part du décès, le 28 septembre 1992, de

DALMATIE. France, la première consultation

Françoise REILLE-SOULT

Remerciements

May Yves épouse,
Georges

Ses petits-onfants Ses parents, Toute in famille, aympethic

Bresson,

remerciant qui la laur peine par leur pré-

lis prient de l'expression profonde gratitude.

Cloquier Devooght Ozenne, 199, Cagny, Amiens.

- Chaignolles (Eure).

Mm Egéc Chout, cpouse, Frantz, Philippe, Domini-

ses enfants

Josy et Vanessa,
sa petito-fille,
Ses frères et sœura,
Beaux-frères et belles-sœura Et la famille, de sympathie qui leur ont été témoignées lors du

M. Jo Félicies CHOUT.

Avia de ma

- Une messe de requiem en mémoire de

M* Khaiyi ABOUHAMAD, ancien ministre dos affaires étrangères ÷ - du Liben,

cétébrée II mardi II octobre 1992, II 18 h 30, III l'église Saint-Julien-le-Pauvre, Paris-5.

M= Abouhamad,

Et Mada Abouhamad,

d'y participer soit per prémémoire.

- La famille,

amis. du professeur Jacques CHALUT,

Saint-Antoine, déporté-résistant la Résista

croix Légion d'hongeur,

Mainte in 13 juilles 1975. se il la mercredi 7 octobre, à 17 heures, a l'église Saint-Roch, a Saint-Honoré, Paris-1e.

Le révérend l'a Riquet se joindra à

- Une le mercredi 7 octobre 1992, I II h 30, en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, Paris-7. I la mémoire

Lac ESTANG. MAM le 25 juillet 1992

Avis de recherche

- Urgent : recherche 🍱 chirurgie dentaire, 🚃 Garancière. Paris-6-, année 1954-1955, ou l'ayant fréquentée : époque-là. Pour renseignements, contacter le 45-72-04-07.

CARNET DU MONDE

40-66-29-84 on 40-65-29-96 Tarif : la luve H.T.

Les lignes en base in deux lignes. Les lignes en blanc

*** 1111

rė, 🐫 1000

BILLET

Privé de Roquefort

CARNET DU

· 東京日本日の1- 日日

24. 11. E

- F⁵²⁴

Land Marie

Said Allian

in - Mide

4-1- E. 22

Car College Carte

A PRESENT

THE THE

1 122 - ME

22

The weeks.

三 海马 医医

出て、お教徒

Y. in least

er umbade 🚾 S

A. 1. 180 W.

STATE OF THE STATE OF

41 B. W.

114 W.

the state of the s

 $\hat{p}_{1}=1.30^{-1}$

 $T_{\alpha} = t_{\alpha}^{\ast}$

100

Déception pour l'ex-ministre de l'agriculture : au moment de quitter la rue de Varenne vendredi 2 octobre, M. Logis Mermaz apprenait que, contrairement & ses vosux, le groupe laitier privé Besnier reprenait les Caves de Roquefort. La veille pourtant, è l'issue de la présentation du budget de son ministère, il aveit appelé publiquement le Crédit agricole a retenir la solution proposée par Entremont, une société fromagère dans la nébuleuse du groupe pétrolier public Elf-Aquitaine. Cette déclaration, jugée « surprenante » per les uns ouevenant trop tard's pour les autres, a visiblement accéléré le processus, tout en produisant un résultat inverse à celui espéré par M. Mermaz (le Monde du 3 octobre). Une façon de rappeler aux pouvoirs publics que toute cette affaire était entre les mains de groupes et de banques privés. La décision de céder les Caves de Roquefort a été prise au début de l'année lorsque Nestlé a lancé un raid boursier sur Perrier. D'entrée de jeu, le groupe suisse reconnaissait que Roquefort, filiale à 57 % de la firme d'eau pétillante, serait cédée et que la recherche d'un futur acquéreur incombait à la banque verte, l'autre actionnaire de ce fabricant de fromage.

Quatre dossiers étaient en lice, déposés respectivement par Bel, Bongrain, Besnier et Entremont. A l'exception de Bel, tous les acteurs, Crédit agricole compris, etalaut jes mense vina Corb. de l'ULN (Union laitière

normande). Le groupe coopératif acquis per Bongrain, au détriment de Besnier, qui, même s'il présentait la solution la plus efficace, effravaient par ses méthodes les 17 000 producteurs de laits de l'ULN. Les pauvoirs publics en position d'arbitre dans ce dossier avaient alors opté pour une logique plus politique qu'économique. C'est cette même stratégie qu'ils auraient souhaité voir primer dans le rachat de Roquefort. Mais dans ce cas précis, ils n'avaient pas jeur mot à dire, s'agissant d'une cassion entre groupes privés en bonne santé. Sur le causse du Larzac, l'arrivée de Besnier, déjà implanté dans la région, suscite bien des craintes. En rendent public son désir de maintenir la cohérence de l'entreprise et en ayant le soutien du Crédit agricole, le groupe de Laval a tenté de montrer patte blanche. Mais est-ce assez pour gommer cette image du loup antrant " dans la bergerie?

Selon le président de leur directoire

DOMINIQUE GALLOIS

Les Caisses d'épargne doivent devenir un groupe financier majeur

fait suite à celui de 1987 à Stresbourg. Il s'agissait cette année pour MM. Alain le Ray, président du conseil de surveillance, et René Barberye, président du directoire du Centre national des Caisses d'épargne (CENCEP), de prendre acte des changements considérables du réseau, de renforcer la cohésion et de fixer des objectifs commer-

« La mutation est accomplie pour l'essentiel, le groupe est solide, il faut maintenant parrenir à renforcer notre présence commerciale en mettant l'accent sur la qualité», explique M. Barberye. Les caisses d'épargne ont totalement changé de visage. En l'espace de cinq ans, le nombre de caisses régionales a été ramené de 400 à 31. Longtemps

Les congrès du groupe des Caisses d'épargne ne sont pas îré-quents, celui qui vient de se dérou-ler à Bordeaux les 1° et 2 octobre s'est élargie. Depuis 1987, le groupe a accès à l'ensemble des groupe a accès à l'ensemble des clientèles privées et profession-nelles et a même conclu des accords avec ses homologues européens. Le total de bilan approchait à la fin de 1991 les 900 milliards de francs avec des fonds propres plus que confortables de 50 mil-

> La dernière étape à franchir pour faire des Caisses d'épargne « un des tout premiers groupes financiers européens » consiste à améliorer l'efficacité commerciale pour la mettre au niveau des réseaux bancaires traditionnels. Mais il est difficile de préserver à la fois son identité et de se préparer à évoluer dans un environnement de plus en plus concurrentiel.

Ancien président de la Banque centrale d'Allemagne

M. Karl Otto Poehl rappelle les conditions «étranges» de l'adhésion de la Grande-Bretagne au SME

bre à Deauville, M. Karl Otto Poehl, ancien président de la Bundesbank, a rappelé la «procédure étrange » suivie par la Grande-Bretagne pour son adhé-sion au système monétaire euro-péen (SME) en 1990. Ceile-ci s'est faite sans concertation ni sur sa date ni sur la taux de change retenu alors. Face à la crise du SME, M. Poetil se déclare partisan de la création rapida d'une union monétaire

DEAUVILLE

de notre envoyé spécial

a Rien ne nous assure que la crise monétaire européenne est termi-née », a déclaré, vendredi 2 octo-bre, M. Karl Otto Poeld, ex-président de la Bundesbank, aujourd'hui associé-gérant de la banque d'affaires privée allemande Oppenheim.

M. Poehl, qui intervenait à l'occasion d'une conférence réunissant
les 250 cadres dirigeants de VINCI
(les sociétés européeanes d'assurances du groupe Victoire) à Deauville, a exprimé l'espoir que les
chefs d'Etat et de gouvernement
des Douze seront capables, à Birmingham le 16 octobre, de
a convaincre les marchés et les pouvoirs nublies qu'ils majtrisent la voirs publics qu'ils maîtrisent la situation» et de donner aux opéraeurs financiers des e indications précises sur la mantère dont ils voient fonctionner le système moné-taire européen dans le futur

S'exprimant sur les critiques

Les ailes

de creuser un endettement déià

important, qui atteint aujourd'hui

21,5 milliards de francs. L'entre-

prise publique est une grosse

machine qui coûte cher. Le coût

des pilotes Air France-UTA (7 mil-

liards de francs) atteint les mêmes

niveaux de prix que celui du car-burant. Grosso modo, les navigants

de compagnies publiques comme Air France ou Lufthansa revien-

draient de 10 % à 25 % plus cher

que ceux de British Airways, priva-tisée en 1986.

Les compagnies payent aujour-d'hui les erreurs qu'elles a'ont pes

pu on pes su éviter, il y a quelques

années. Portées par une excellente

conjoucture, elles se sont lancées à la fin des années 80 dans des com-

mandes massives d'avions et dans

la création de vois peu rentables

pour gagner des parts de marché. Le ciel était clair et le trafic crois-

suit à un sythme régulier. En

Europe, on s'est peu inquiété de rechercher les efforts de producti-

vité, si ce n'est chez British Air-

ways qui, sous la poigne de Lord King of Wartnaby, a amorcé son

redressement à partir de 1981 au

prix de quelque 20 000 suppres-

sions de postes.

dans le « rouge »

émises à l'encontre de la Bundes-bank, par les Britanniques notam-ment, M. Pochi a déclaré : «Je n'ai ment, M. Poehl a déclaré: «Je n'ai plus, heureusement, à défendre aujourn'hui la Buha, mais il ne faut pas lui faire porter toute la responsabilité de la situation actuelle. » L'ex-patron de la Banque centrale allemande a, en particulier, mis en cause les conditions dans lesquelles Londres avait décidé, unilatéralement en 1990, son adhésion au mécanisme de change du SME. «Un jour, M. Major m'a téléphoné pour me l'annoncer et m'indiquer le taux de change retenu », a raconté M. Poehl, estimant «la procédure étrange» pour l'entrée dans un systemant «la procédure étrange» pour l'entrée dans un systemant «la procédure étrange» pour l'entrée dans un systemant » etrange » pour l'enirée dans un sys-tème basé sur la concertation. « l'al toujours pensé, a-t-il ajouté, que la Grande-Bretagne avait rejoint le SME au mauvais moment, alors que l'Allemagne était engagée dans su réunification, et avec un mauvais taux de

Une crise évitable

mocrate de M. Schlesinger, la crise des dernières semaines a failli pro-voquer la mort du SME « Cette crise aurait pu être évitée s'il y avait eu, un niveau européen, un véritable lendership.»

M. Poehl a rappelé comment en mars 1983, une intense concer-tation avait, à l'occasion « d'un combat de trois jours dans des conditions dramatiques et avec des négociations sérieuses », conduit à un réalignement monétaire, accom-pagné de programmes économiques douloureux. « Ces mesures globales quaient convaincu les marchés de la désermination des muchés de la désermination des muchés à et

à affluer au pire moment. En 1990.

la guerre du Golfe a donné un

coup d'arrêt aux voyages d'affaires

et au tourisme international. Le

marasme économique a fini de pré-

cipiter dans le «rouge» des compa-

gnies dont les avions volaient à moitié vides au-dessus de l'Atlanti-

Guerre

tarifaire

pour effet de jeter les transporteurs dans une compétition sans merci.

Le manque de passagers et l'effon-drement des tarifs ont entraîné une

baisse de la recette par siège et, par conséquent, de la rentabilité des compagnies. Même l'Europe n'échappe plus à la guerre tarifaire déclenchée aux Etats-Unis; et cette

région où les compagnies avaient l'habitude de faire des bénéfices

devient de plus en plus à risques.

Ce qui arrive an porte-drapeau français est une illustration des

affres dans lesquelles se débattent

les compagnies aériennes mon-diales, à l'exception des asiatiques

dont le marché connaît un taux de

croissance à deux chiffres. En

Europe, rares sont celles qui résis-tent à la crise, et il n'y a guère que

British Airways pour continuer à

a perdu de l'argent en 1991 pour la

première fois depuis vingt ans. Handicapée par des coûts de per-

sonnel particulièrement élevés, elle a annoncé au début du mois

de septembre un biocage des

salaires pendant un an et

8 000 suppressions d'emplois en trois ans. Pour la belge Sabena

comme pour Swissair, les suppres-sions de postes se chiffrent per mil-

liers. Même chose pour Iberia, qui

a vu l'Etat voler à son secours en

La situation est pire en Amérique du Nord où la déréglementa-

tion a rendu la lutte sans merci.

C'est l'hécatombe, et des compa-

enies comme Eastern, Midway ou

la très célèbre Pan Am out disparu,

sans parier de la non moins célèbr

TWA. A l'étroit dans un marché

intérieur en pleine déprime, les

transporteurs américains sont par-

tis à l'assaut du marché européen

avec des tarifs défiant toute

concurrence. Cette guerre d'usure à

coups de tarifs à perte est particu-

lièrement difficile à supporter pour

doublant quasiment son capital.

me. Lufthansa

afficher son dynamisi

Cette crise de surcapacité a en

que nord.

lative comme celle que nous venons de vivre. Alors qu'à la miseptembre, un réalignement était nécessaire et inévitable, « il n'y a même pas eu de réunion des minis-tres des finances», a relevé M. Pochl.

Selon l'ancien président de la Bundesbask, les Douze ne doivent pas accepter les projets de changement du SME proposés par les Britanniques. Ils doiveax ansis refuser le flottement généralisé des monnaies. « Ce serait une perte des acquis des années récentes et un retour vers la situation des

M. Poehl estime que la Grande-Bretagne va rapidement constater que la sortie de la livre du SME n'accroît pas ses marges de manguvre en matière de taux d'intérêt. En fait, il juge souhaita-ble aujourd'hui comme il l'avait déjà dit récemment « la constitution rapide d'une union monétaire forte mais restreinte aux pays qui y sont prêts et qui le souhaitent». Il cite « la France, l'Allemagne, le Benefux et quelques autres ».

La création de cette union avec une monnaie et une banque centrale uniques ne doit pas attendre, seion lui, 1997 ou 1999. Elle peut être plus rapide. Il regrette cepeudant e les résistances politiques croissanter» qui s'expriment dans ce domaine, mais il est un arqu-ment qu'il n'accepte pas, celui selon lequel cette union restreinte conduirait à une Europe à deux vitesses. «Depuis que la livre et la lire sont sorties du SME, nous sommes déjà dans une Europe à deux vitesses», à et il souligné.

ÉRIK IZRAELEWICZ

La Bundesbank maintient ses taux directeurs

Vers une baisse du coût de l'argent au jour le jour

La décision prise, vendredi 2 octobre en fin de matinée, par la banque centrale d'Allemagne de ne pas réduire son taux Grecteur sur le marché monétaire était attendue. Immédiatement annoncée, elle n'en a pas moins affaibli une livre britannique déjà malmenée sur les marchés et qui a atteint vendredi ses plus bas niveaux historiques contre le mark à 2,4395, en baisse de 17 % par rapport à son ancien taux pivot du SME. Pour défendre la peseta, la Ban-que d'Espagne a relevé de 13 % 14 % son taux d'intervention (voir nos demières éditions du 3 octobral.

de notre correspondant

bank, réuni vendredi 2 octobre à l'occasion des festivités du deuxième anniversaire de l'unification, a fait ce que les économistes allemands prévoyaient qu'il ferait ; maintenir au même niveau les taux d'intérêt directeurs.

Malgré les fortes pressions internationales, le taux Lombard reste à 9,50 % et le taux de l'escompte à 8,25 %. Pourtant, à l'intérieur de ce cadre, la Bundesbank a fait un pas important. Elle se fixe désormais comme « objectif » de maintenir les taux pratiqués concrètement ser le marché monétaire au niveau atteint ces derniers jours. En clair, il n'y a pas de baisse du cadre des taux, mais réduction à l'intérieur

ridean de fer permet de s'établir sur des marchés qui devraient être un jour plus solvables. Et, pour l'heure, la facture n'est pas trop lourde. Air France a pris une participation dans la tchécoslovaque CSA, qui transporte 1,5 million de passagers chaque année vers une quarantaine de pays. Alitalia convoite la compagnie hongroise Maley, Enfin. British Airways. jamais en reste, vise l'énorme marché de l'ex-URSS. Le transporteur

britannique met sur pied avec le

rasse Aeroflot la filiale commune

Air Russie,

La course à la taille, que les transporteurs considérent comme leur planche de salut, se concrétise à l'Ouest par le rapprochement entre Air France et la belge Sabena ou encore tout dernièrement par le rachat de près de 50 % de la francaise TAT par British Airways encore elle, - qui prévoit de monter sa participation à 100 % dans les années à venir. Une pierre dans le jardin d'Air France, qui avait de abandonner ses parts dans TAT à la demande de la Commission de Bruxelles, en la personne du très britannique Leon Brittan. Avec cette nouvelle tête de pont en France, la compagnie britannique prend pied dans un pays frère du marché européen, qui commencera à mettre à bas les frontières à partir de 1993 et les abattra complètement en 1997. La compétition promet d'être de plus en plus sévère et les erreurs de gestion de plus en

MARTINE LARONCHE

les compagnies européennes, qui font une part beaucoup plus importante de leur trafic que les transporteurs américains sur l'At-

Allience tous, azimuts

ser les Européens. En mai, la France a dénoncé l'accord qui la liait aux Etats-Unis sur la desserte aérienne entre les deux pays. Les compagnies américaines s'adjugenient 70 % des sièges offerts, un niveau devenu inacceptable. Dernièrement, l'Allemagne a menacé de faire de même. Scule en Europe, la Grande-Bretagne a pu se ménager un accord relativement équita-ble avec les Etats-Unis.

Ce protectionnisme à l'égard des Etats-Unis s'accompagne d'une recherche d'alliances tous azimuts. Mettre un pied sur un marché aussi vaste que celui des Etats-Unis, même s'il n'est guère florissant pour l'instant, représente un gage de survie. British Airways a décroché sa place an soleil en rachetant 44 % de la compagnie américaine US Air en juillet. La compagnie néerlandaise KLM avait déjà pris une participation dans Northwest Airlines pour 20 % des droits de vote. Enfin, Air France vient d'entrer par la petite porte sur le marché américain en pessant un accord commercial avec Air Canada, alliance qualifiée de stra-tégique et qui n'exclut pas des développements ultérieurs.

Les alliances visent également l'Europe de l'Est. La disparition du « Nous voulous maintenir le toux de l'argent au jour le jour à 8,8 % ou 8,9 %, comme actuellement », a expliqué le président de la Buba, M. Helmut Schlesinger. « C'est un niveau qui est de 0,8 % à 0,9 % inférieur à celul que nous avions encore début septembre. » Cette décision est une relative bonne pouvelle pour l'économie allenouvelle pour l'économie allemande, même si la Bourse de Francfort, déprimée, l'a jugée insuffisante et a faibli à nouveau pour atteindre son plus bas coura

La nouvelle est moins bonne pour les partenaires étrangers qui pour les partenaires étrangers qui auraient préféré une baisse du Lombard, le taux plafond qui a le plus de répercussion internationale. La chute de la livre, vendredi, à l'issue de la décision du maintien des taux allemands, est la pour le prouver. Mais c'est, néanmoins, un signe positif. La Bundesbank, si elle atteint son nouvel objectif. elle atteint son nouvel objectif, pourrait sans dommage, mettre en rapport le cadre de ses interventions avec sa pratique dans les mois à venir. Les économistes alle-

mands estiment que la baisse pour-rait intervenir à la fin de l'année

Pour l'heure il n'en est pas ques-tion. M. Schlesinger s'est déclaré mécontent du taux de l'inflation. La hausse des prix aurait atteint 3,6 % en septembre (en rythme annuel), d'après les estimations provisoires, après 3,5 % en soût. La masse monétaire augmente de hasse monetaire augmente de façon trop rapide (9 % en août sur un an après 8,5 % en juillet). Toutefois, le chiffre de septembre – qui sera probablement supérieur à 10 % – aura été grossi artificiellement par les achats de deutschemarks sur le marché des changes et il sera interprété comme tel par la

La Buba a souligné que les taux allemands, si on ne se focalise pas sur les taux à court terme, n'étaient pas aussi élevés qu'on le dit à l'étranger. Trois pays au monde, seulement, ont des taux à long terme — ceux qui comptent pour les investissements — intérieurs : les Etats-Unis, le Japon et la Suisse.

A propos du différend qui l'op-pose au Trésor britannique concernant le sortie de la livre du SME M. Schlesinger a réaffirmé « son engagement clair vis-à-vis de l'Eu-rope ». La banque contrale ailemande a dépensé 92 milliards de deutschemarks (plus de 300 mil-liards de francs) pour soutenir les autres monnaies, dont la livre, durant la crise.

ÉRIC LE BOUCHER

EN BREF

D M. Lang inscrit 265 millions de francs au projet de budget 1993 pour la chaîne éducative. - M. Jack Lang, ministre de l'Education nationale et de la culture, a fait inscrire dans son projet de budget 1993 une provision de 265 millions de francs pour financer la création d'une chaîne de télévision éducative. Cette provision a été inscrite par mesure de précaution dans la mesure où le Conseil supérieur de l'audiovisuel ne tranchera qu'en novembre entre les douze projets candidats à la fréquence de l'ex-Cinq. Eurêka, piloté par M. Jean Louis Missika, a la faveur gouvernementale.

O Restructuration d'Euro-RSCG: création de RSCG Finances. - A l'occasion de la restructuration du groupe publicitaire Euro-RSCG (Havas), deux agences de communication financière appartenant asperavant à Eurocom et à RSCG. AGP-RSCG Finances et Eurofi, ont fusionné. La nouvelle entité, baptisée RSCG Finances, emploie une cinquantaine de salariés et a un chiffre d'affaires d'environ 300 millions de francs, ce qui fait d'elle la première agence de communication financière et institutionnelle du marché. RSCG Finances est présidée par M. Paul Foata (qui était PDG de AGP-RSCG Finances), le vice-président étant M. Alain Rousselet.

□ Hausse de 0,8 % des dénenses d'assurance-maladie en août. - Les remboursements de la Caisse nationale d'assurance maladie se sont élevées à 27,5 milliards de francs au cours du mois d'août, en progression de 0,8 % en un mois et de 6,3 % en un an. Selon la Caisse, cette hausse concerne aussi bien les honoraires médicaux, les prescriptions et la pharmacie, alors que les dépenses engendrées par les cliniques privées ont légèrement reculé.

ESPAGNE

e Commerce extérieur : 11,7 % de déficit supplément en un an. - Le déficit de la balance commerciale de l'Espagne a atteint 284 millierds de pesetas en août (environ 13,6 milliards de attent 204 miserus de peseras en sout (environ 13,5 miserus de frencs), en augmentation de 11,7 % per rapport à soût 1991. Sur les huit premiers mois de l'année, le déficit extérieur atteint 2 500 milierds de peseras, soit l'équivalent de 120 milierds de frencs. Entre janvier et soût, les exportations ont progressé moins vite que les importations : + 4,9 % contre 7,8 %.

INDICATEURS

e Chômage : léger recul en septembre. -- Le chômage a rement reculé aux Exate-Unia, revenent entre août et septembre de 7,6 % à 7,5 % de le population active. Cette amélioration s'expê-que per une contraction de la population active et non par une reprise de l'embauche : en septembre, 57 000 emplois nets ont encore été perdus. Seul signe d'amélioration : les suppressions d'emplois avaient été beaucoup plus nombreuses en soût (128 000).

· Salaires : ralentissement de la hausse. - Le taux du salaire horaire cuvrier (TSH) a progressé de 0,9 % au cours du deuxième trimestre contre 1,3 % au premier trimestre, selon les résultats définitifs communiquée par le ministère du travail. Cette décélération porte à 3,8 % la heusse du TSH sur un an pour une infletion hors tabac de 2,7 %. L'indice du salaire mensuel de base de l'ensemble des salariés augmente également de 0,9 % au deuxième trimestre.

PARIS

Trou d'air

Le trou d'air est NDICE CAC 40 impressionnent. Mine de rien, sans rendre s'en compte, la Bourse a perdu en cinq séances 8,68 %. Il faut remonter

à octobre 1987 pour retrouver une contre-performance hebdomadaire aussi désastrause. La secousse du 19 octobre avait provoqué, il y a cinq ans, une chute de 11,6 % des cours la première semaine, et de 7,6 % au terme des cinq journées suivantes. Mais, à la différence de 1987, le plongeon de ces derniers jours s'est effectué dans le came, sans panique aucune, et n'a pes provoqué de turnuite. Catte purge n'a pour l'heure rien à voir avec celle du krach boursier de 1987, mais elle n'en est pas moins troublante. Elle reflète l'extrême fragilité d'un marché sans visibilité qui, en plus, est étouffé par un niveau élevé des taux d'intérêt à court terme. En l'absence d'une détente du prix de l'argent, cet environnement rend la Bourse d'autant plus vulnérable que de nombreuses échéances politiques se préparent tant en France ou aux Etats-Unis.

eLa lundi au soleil, c'est une chose qu'on n'aura iamais », fredonnait un gestionnaire troublé par les déconvenues régulières que connaît la Bourse depuis le mois d'août à chaque début de semaine. Si, au cours de l'été, la tendance gative a difficilement pu être corrigée lorsque la semaine débutait

en baisse, le même phénomène semble se poursuivre et s'emplifier en ce début d'automne. Les derniers jours sont à ce titre éloquents at marquent, peut-être, una rupture. Rien n'a permis de redresser la barre d'autant que la secousse fut periculièrement forte lundi avec un recui de 3,87 %, du jamais vu au quotidien depuis un an.

Pis : la dépression se poursuivait mardi (- 2,17 %), portant à plus de 6 % la chute des valeurs en deux séances. Après une tentetive de stabilisation le lendemain 0,28 %), la baisse reprenalt eudi (- 0,73 %) et s'amplifia dredi, au moment où la Bundesbank annonçait sa décision de maintenir ses taux inchangés. L'in-dice CAC 40 terminalt en baisse de 2,36 % à 1 683,34 points, soit un niveau inférieur de 4.6 % par rapport à celui du 31 décembre

Un taux de report très élevé

Ce violent accès de faiblesse trouve une fois encore son origine dans la crise monétaire et dans le niveau élevé des taux d'intérêt qui découragent toute initiative. Cela s'est concrétisé sur le marché à règlement mensuel per un relèvement du taux de report à 16 1/4 % (contre 10 % le mois précédent), niveau que personne n'avait connu depuis juillet 1981

La raport, rappelons-le, est la possibilité pour un acheteur de pro-

2-10-92

1 490

2-10-92

617 343,10 - 40 550 - 47 650 - 11 3 210 - 520 187,10 - 18,50 NC 362,50 - 37,50

2 015 inchen. 543 - 50 135 - 14 120,10 - 12,80

de titres

1 990 780 2077 900 3006 180

589 000

2202160

104.9 88,2

Valeur

en cap, (F

Diff.

longer ses engagements d'un mois sur l'autre, jusqu'à la prochaine liquidation. Cette faculté doit néanmoins se payer. D'où l'institution d'un taux de report qui est déterminé en fonction des taux d'intérêt et des enticipations du marché. Vu le loyer de l'argent au jour le jour, ce taux aurait pu être encore plus assassin et dépasser les 20 %. Mais les 16 1/4 % retunus ont

déjà dissuedé de nombreux acheteurs de faire reporter leurs titres de santembre à octobre. La position de place, qui donne chaque mois une photographie du marché en recensant d'un côté les acheteurs, de l'autre les vendeurs, est à ce titre révélatrice. Certes, elle est en hausse par rapport au mois d'août – période traditionnellement creuse, - mais elle représente à peine plus de deux séances quotidiennes de transactions. La posi-tion est de 4,78 milliards de francs à l'achat (contre 3,197 milliards en août) et de 2,024 miliards à la vente (contre 1,739 milliard). Le volume d'achats, supérieur à celui des ventes, laisse à penser que les opérateurs anticipent tout de

La baisse importante des cours s'explique également par le solde des positions intervenu cette semaine. Les détenteurs de titres ont dû payer leurs achats, leurs reports éventuels et renouveler leurs niveaux de couverture. Il leur a fallu donc trouver des liquidités. Certains l'ont fait en vendant d'autres titres détenus en portefeuille. ce qui ne fait alors qu'amplifier le

Immobilier et foncier

<u>Investissement</u>

et portefeuille

Gaz et Esu

Sagem Sagem Plestic Omeion D&C Salemon Pintuk

25-9-92 28-9-92 29-9-92 30-9-92 1-10-92

2 225 835 | 1 989 779 | 2 578 792 | 4 022 306 | 2 234 160

28 599 021 27 693 727 19 403 943 19 669 894 28 605 203 84 272 87 964 117 380 105 341 103 930

30 909 128 29 771 470 22 100 115 23 797 541 30 943 293

100,1 85,7

28-9-92 | 29-9-92 | 30-9-92 | 1-10-92 | 2-10-92

468,6 | 463,1 | 471,4 | 464,9

ÉCHÉANCES

MARS 93

109.82

100,6 85,3

100,2 85,6

JUIN 93

109,80

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décambre 1991)

INDICES CAC (du lundi au vendradi)

(base 100, 31 décembre 1987)

MATIF Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 2 octobre 1992 Nombre de contrats : 132 195 environ

101.6 86,7

DÉC. 92

-

109,24

2-10-92

2-10-92

896 | 1 037 | - 1 120 | - 272 | - 700 | - 114,50 | - 180 | 316,50 | 322 | + 250 | - 229 | 237,90 | -

Valeurs

3.5 Sancaire (DY ...
3.5 Sancaire (DY ...
3.4 Peopact ...
3.3 Lagrand ...
3.1 Sust Compage.
2.9 Schneider ...
2.9 Total ...
2.7 It de Back

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

Diff.

+ 9 - 25 - 5 + 15 isch.

Diff.

1,80 65 63 40 3,50

19

inch. 32,50 6 15 33 1,10

Baiss

- 18.5

même une hausse des valeurs.

mouvement. Sur le plan des actions, la semaine aura encore été marquée par la floraison de résulstriels satisfaisants pour quelques rares groupes comme le CCF ou Pernod-Ricard, Mais la tendance générale est au recul des bénéfices et parfois à l'annonce de partes. De nouveau, cette cuvée de résultats a souligné l'importance de la crise immobilière. Les pertes de la Banque Worms ont pesé sur les cours de sa maison mère. l'UAP, tout comme la chute des résultats d'indosuez et de la Hénin a entraîné une dépréciation de Suez. Les cotations de Lucia ainsi que celles de son actionnaire principal Oliper ont été suspendues pour quinze jours. Ces sociétés de la «galaxie» de M. Christian Pellerin devraient être rapidement recepita-

Le Conseil des Bourses de valeurs (CBV) a de son côté approuvé les conditions faites aux actionnaires du Printemos souhaitant sortir de la société avant la fusion de cette chaîne de magasins avec Pinault. Le prix retenu est de 780 francs. Le CBV a également retenu les 95 francs proposés per MM8, le futur holding du groupe Matra-Hachette, eux actionna minoritaires désireux de cuitter cet ensemble. Les titres de la firme informatique Concept et du maile tier Louis Vuitton seront pour leur part radiés. La cote officiale continue ainsi de s'appauvrir, et rien pour l'heure ne laisse espérer un inversement de tendance.

DOMINIQUE GALLOIS Métallurgie, mécanique

_		2-10-92	DIff.
	Comaudifetalless	184	- 2,50 - 2
	Dessault Avietion.	368	- 2
	De Dietrick	1 917	- 28
	Fives-Life	275	(- ş
		313	+ 3
	Logaly (potentials	280	ত্ৰগৰী⇔ স
	Métaleurop	68,80	
-	Pechinary Cl	279,50	+ 24
-	Pichinay Int	177,80	- 10,70
	Potagoot SA	490	- 39
	Strafor Facors	649	- 19
	Valeo	887	- 34
	Valloures	142	- 6

Mines d'or, diamants

	2-10-92	Diff.
Angle-Americas Buffelsortein De Sears Driefontein Geogr Harmony Randfonteit Sainte-Helene Wortem Deep	92 21,20 89,50 40,10 12,85 10,86 12,46 18,40	- 24,10 - 2,70 - 8,50 - 5,90 - 2,05 - 0,35 - 1,70 - 10,20
Pétrole		

	2-10-92	DHY.
BP-France ELF-Aquitains Erap-ELF Esso Géophysique Total 8	87,10 329,80 228 710 680 205,10	- 3,40 - 37,70 - 9 - 20 - 10 - 13,90
Sicomi ou	ex-sico	mi e

2-10-92

Diff.

		_	
United	369		4
Selectibanção	173,50		Q,I
Cala all	440 50	! .	
tochulus	RAS		72
Kleniere	480	-	19
pterbel	380) +	5
Immobell BTP	213	ļ *	- 1
Genetim	242,50	Ι.	18,
	040 50	ι-	10
Charles (25,			

Transports, services 2-10-92 Diff.

<u>ou indexé</u>

	2-10-92	Diff.
0 % 1978 80 % 1978 % 1979	100,06 99,80 89,60	+ 0,05 inch. - 0,86
0,80 % 1979 NE 3 %	101,50 4801	- 0,05 + 21
NB by 5.000 F NB Per. 5 000 F. NB Swez 6 000 F	97 97	inch.
5 000 F	97.70	- 0.32

NEW-YORK

Déception

Wall Street a perdu NOKE DOW JONES points au cours de la semaine, l'essen-tiel des pertes étant enregistrées vendredi 2 octobre,

après la publication de chiffres du chômage meilleurs que prévu. Cette donnée pourtant favorable a dissipé les espoirs d'un possible assouplissement de la politique monétaire de la Réserve fédérale (Fed). L'indice Dow Jones a terminé vendredi en recul de 1,53 % par rapport à la semaine précé-

La Bourse new-yorkaise a connu un début de semaine lent, plusieurs investisseurs ayant déserté les places financières lundi pour la célébration du Nouvel An juif. L'activité est restée par la suite modérée en raison des incertitudes sur le résultat des élections présidentielles de novembre aux Etats-Unis et surtout dans l'attente des statistiques mensuelles du chômage. Leur publication vendredi a déçu les intervenants. Aussi, dans un marché caime où 188 millions de titres ont été échangés, l'indice Dow Jones a-t-il perdu 1,65 %.

Les autres statistiques publiées les jours précédents ont été peu encourageantes : recul pour le troisième mois consécutif de l'indice

de confiance des consommateurs sur l'avenir de l'économie, chute des dépenses de construction en août malgré la faiblesse des taux d'intérêt à long terme, et baisse en août des commandes industrielles. Enfin le baromètre des directeurs d'achat des grands groupes industriels est tombé sous la barre des 50 % pour la première fois depuis le début de l'année, reflétant une contraction de l'activité manufacturière américaine.

Le retour de M. Ross Perot dans la course à la présidence semble avoir été négligé par Wail Street. Indice Dow Jones du 2 octobre

1 200,61 (c.3 250,32) .			
	Cours 25 sept.	Cours 2 oct.	
Alcoa ATT Boeing Thase Man. Bank De Post de Nemeur Eastman Kodak Exaon Fond General Electric	66 43 1/2 35 3/8 12 1/4 47 1/8 44 63 1/2 38 7/8 77 7/8	53 42 1/8 35 7/8 22 46 3/4 44 1/4 63 1/4 37 5/8 75 3/4	
reneral Motors BM	32 59 82 1/4 64 65 3/8 74 3/8	30 7/8 61 78 3/8 67 64 1/4 73 3/8	
feblumberger [exaco [Al. Corp. (ex-Alkgs)] Union Carbide Jaited Tech. Westinghouse	65 1/8 63 1/2 13 1/2 13 3/8 48 3/8 16 1/8	68 1/8 63 109 3/4 12 7/8 49	
Kerex Corp		76 7/8	

contrats à terme ont coûté à l'in-

dice 1,25 %. Mercredi, l'indice a enregistré une nouvelle chute de

1,97 %. Nouveau recul le lende-

main, alors que les fonds publics

(- 0,2 %). Vendredi, l'indice a

encore abandonné 0,26 % alors que

des. rumeurs, faissient, état d'une

baisse simultance des taux d'intérêt américains et japonais.

acheteur que les fonds publics. D'ici

à la sin de l'année, le Nikkei

devrait fluctuer dans une fourchette

étroite entre 16 500 et 18 500

Indices du 2 octobre : Nikkei,

 $\frac{-\sqrt{2}\pi}{2}$

The Property

nake, y

18.00

17.5

~ 52

Rude ve

Maria de la regi

11 to 1 4 L

· · · · · · · · ·

17 327,07 (c. 18 394,76); Topix,

points », a estimé un opérateur.

TOKYO

Sous les 18 000 points

La forte appréciation du yen et des ventes de petits paquets de titres ont provoqué une des valeurs à la Bourse de Tokyo durant la semaine

vendredi sous la barre des 18 000 points. L'indice des 225 valeurs vedettes a terminé la semaine à 17 324,07 points, en recul de 1 070,69 points (- 5,8 %) par rapport à la semaine précédente. Le polyment de la semaine précédente. volume quotidien moyen des échanges s'est contracté à 259,6 millions de titres contre 3(4,15 millions de titres la semaine précé-

Lundi, le Nikkei a perdu 2,3 %, alors que la monnaie japonaise clòturait à un record de hausse de 119.65 yeas pour un dollar. Le yen est demeure fort mardi, provo-quant l'inquiétude des exportateurs — notamment des valeurs vedettes électroniques, - qui craignent une diminution de leurs ventes à l'étranger.

Selon des opérateurs, des ventes de petits paquets d'actions ainsi que des ventes d'arbitrage de

1 303,14 (c. 1 371,53) . 1 370 1 140 1 290 1 880 1 380 1 140 563 4 150 1 400 300 1 090 1 250 1 750 1 250 1 090 562 3 970 1 400

LONDRES Incertitude

- 2 %

Les incertitudes sur la politique économique du gouvernement britan-nique et les craintes que la faiblesse de la livre ne relance les pressions inflationnistes ont affaibli la tendance cette semaine au Stock Exchange. L'indice Footsie a ainsi perdu 2 %. Ce repli a été freiné par des espoirs d'une baisse des taux intérêt britanniques et, pour la première fois depuis plusieurs mois, par des spéculations sur l'éventuel retour des OPA.

Le conglomérat Trafalgar House, propriétaire notamment du Ritz de Londres et de la société de navigation Cunard, a été l'une des valeurs les plus convoitées. La firme a subi l'assaut du groupe immobilier Hong Kong Land. Celui-ci a pris une participation de 14,9 % jeudi et a lancé une offre publique pour acquésir une offre publique pour acquérir 15 % de plus, tout en précisant qu'il n'envisageait pas de lancer une OPA dans l'année qui vient, à moins d'un changement de circonstances. Trafal-

gar a conscillé à ses actionnaires de repousser l'offre.
Indices du 2 octobre : 100 valeurs 2 549,7 (c.2 601); 30 valeurs 1 852,5 (c.1 914); mines d'or 73,1 (c.78,8); fonds d'Elat 88,85 (c.89,7) .

	Cours 25 sept.	Cours 2 oct.
Whed Lyons	6,09 2,21 4,91	5,90 2,21 4,84
arbury de Beers,	4,55 8,25	4,26 6,88
Ham	7,67 19,51 12,07	7,70 19,38 11,05
leuters RTZ Sheli	12,52 6,33 5,37	12,35 6,02 5,44
initerer	10,45	10.74

FRANCFORT

Affaiblie -2,34%

Les incertitudes monétaires et économiques ont pesé sur la Bourse de Francfort, provoquant un recul presque généralisé des cours sur un marché nerveux et irrégulier. L'indice DAX, qui a atteint le plus bas niveau de l'année mercredi, a terminé la semaine en baisse de 2,34 %. La WestLB a estimé que la tendance maussade risquait de se poursuivre « un bon moment encore, car les turbulences monétaires sont loin d'être apaisées ». Pour la Commerzbank, cette semaine a montré que « le marché est devenu très sensible à l'égard de mauvais indicateurs conjoncturels». La décision de la Bundesbank vendredi de laisser ses taux inchangés a repoussé les derniers espoirs d'une détente du marché monétaire, contribuant au manque d'enthousiasme. Le volume d'échange s'est légèrement étoffé, totalisant 22,1 milliards de marks contre 20,34 milliards la semaine précé-

Indice DAX du 2 octobre : 1 478,04 (c.1 513,36)

	Cours 25 tept.	Cours 2 oct.
AEG	163,60 209,50 260 237 667,30 237,30 490 210 524,20 293,30	150 208 259,50 237,50 635,50 229,30 481 214 572,50

4.

Agro-alimentaire <u>Distribution</u> 2-10-92 Diff. 3100 102 - 53 - 320 - 40 - 385 - 55,80 + 0,40 - 2 314 3280 -3625 -395.40 -166 + Compt. Modernes: Docks de France... Galories Lafayetta. (1) Coopen 4,40 F. **Assurances** 2-10-92 Diff. Electricité et électronique 378 727 336 819 313 . 12 - 113 Groupe Victoir SCOR SA interteck. CP 23F., Labinel 365,10 - 71,50 Bâtiment et materiaux 2-10-92 Diff. 494 - 40 Inch. - 30 345 - 29 112 - 0,10 800 - 17,20 204 - 13,20 503 - 17,70 257 - 26 - 40 fncis. - 30 - 0,80 - 55 - 29 - 0,17 Domson CSF... VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*) Alcatel Alatho ELF Aquitaine Air Uquide Ordel (L.)... 2-10-92 Diff. 716 - 37 1029 - 105 452,50 - 17,50 7 450 - 40 190,10 - 14,9 757 + 14 530 - 20 400 - 15 1 085 - 4 Consommation non alimentaire 2-10-92 DHf. 900 -277 -560 287,10 -757 -392 -853 -103 -1320 + 383,50 -1111 -720 -1090 -R. et obl. inch. 2,90 0,10 SF8... 99 30 61 (1) Coupon 8 F. Indice gén. .. | 481.1 Crédit et banques dica CAC 40 . 1 770,26 | 1 731,93 | 1 736,73 | 1 724 | 1 683,34 2-10-92 Diff. 335,50 -27,50 Comp. Banceire BMP CI Compt. entr. 343,50 -811 -192 + 31,80 27

810

Crédit Lyon. Cl .. Crédit National ...

Société Générale SOVAC

UFB Locaball ..

277,70 -465 + 981 -

515 -792 + 210 -485 -203,90 -

81

COURS

Dernier

accroît les besoins d'emprunts internationaux de nombreux pays qui cherchent à cenforcer ou à reconstituer les réserves de devises de leur banque centrale. Les plus pressés se trouvent parani ceux qui ont résisté à la spéculation et qui ne veulent pas courir le risque d'être soudain à court de munitions s'il leur fallait affronter une couvelle attampe contre leur mon-

La Suède fait partie de ce petit groupe et son Trésor public sera vraisemblablement, ces procéaines semaines, un des débiteurs les pins en vue sur le marché international des capitaux, à New-York ou sur l'euromarché où on s'attend qu'il lève des fonds pour plusieurs millève des fonds pour plusieurs miliards de dollars d'ici la fin de l'année. De son côté, le Danemark vient de procéder à une opération de ce genre en se procurant 500 millions de dollars sur l'eurossarché. Les pays qui ont cédé à la tourmente et qui ont laissé tomber la valeur extérieure de leur monnes et montreront sava doute naie se montreront sans doute moins entreprenants. Mais, au

D'une durée de cinq ans, munies d'un coupon d'intérêt de 5,50 % l'an, les dernières euro-obligations émises en dollars par le Danemark tembre, offertes à un prix de 99,34 % qui assurait aux investisseurs un rendement de vingt-huit points de base (au centième de

internationaux qui seront émis an quatrième trimestre promet d'être impressionnaut.

Cette correction n'a toutefois pas
terni l'image d'entemble dur
demeure positive. L'affaire a été
plutôt bien accueillie. Certains
expliquent la réussite de l'emprant
par la qualité de la dette, la signature du Denemark étant fout appréciée sur le plan international. Son
crédit est de mieux en mieux noté
alors que celui des autres pays nordiques a diminué, ces despiers
mois. D'antaes insufers entodigais
un élément, montre technique

devenn très rare sur le marché du dollar : le fait que les obligations danoises étaient vendues au-des-sous de leur valeur nominale, celle à laquelle elles seront remboursées à l'échéance. L'opération était pla-cée sous la conduite de l'euroban-que londonienne d'une maison de tures japonaise, Dawa Barope.

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

La crise du marché des changes accroît les besoins d'emprunts

Les Français raffolent du franc suisse

Parmi les nonveautés de la Parmi les nouveautés de la semaine, une collectivité locale canadicane, la Communauté urbaine de Montréal, a fait jeudi l'octobre sa première apparition dans le compartiment de l'euromark. Son émission d'une durée de dix ans porte sur 130 milliors de D M. Les titres, émis à 102 %, sont rémmérés au taux facial de 3,125 % l'an. Ce rendement est alléchant si ou le compare à celui des fonds d'Elut allemands qui rapportent untiement moins de des fonds d'Elat allemands qui rap-portent nettement moins de 7,50 %. De nombrem investisseurs hésitent cependant à souscrire. Ils attachent une grande importance à un référendum qui est organisé au Canada pour le 26 octobre afin de consulter l'électorat au sujet d'une réforme constitutionnelle. Le scru-tire se fronte pas sur tract ésentuelle retorme consummonane. Le scri-tim ne porte pas sur une éventuelle séparation du Québec. Pourtant c'est ainsi que certains l'interpré-tent. Ils veulent être fixés sur l'is-sue du vote avant de placer leurs fonds dans de nouveaux titres canadiese.

canadiens.

Le ministre des finances qui s'exprimait vendredi à Zurich a précisé que la province avait déjà réalisé plus de 75 % de son programme d'emprunts de 5,5 milliards de dollars canadiens, établi pour l'année fiscale qui s'achèvera le 31. mars prochain. Quant à Hydro Québec, l'ature grand débiteur du secteur public, son programme d'emprunts qui se monte à 5 milliards de dollars canadiens pour l'année civile en cours, est déjà rempli à raison de plus de 85 %. Les investisseurs n'out donc pas à redouter une accumulation pas à redouter une accumulation prochaine d'emprunts québécois.

D'une façon générale, le compar-timent du mark est dans d'excel-lentes dispositions. Le daisse des saix de générales leur se produit depuis le référendant français du

Un quatrième trimestre très chargé

tions impressionnantes qui attirent de plus en plus l'attention des

de plus en plus l'attention des grands emprenteurs. Les déliteurs français toutefois ne s'y aventarent pas encore. Ils préférent, de loin, s'endetter en francs misses, monnaie dont ils ont apparemment moins peur et qui codte beaucoup moins, cher que le mark. Pour des oblightions à moyenne échèmee, le niveau des compons est tombé à 6,50 %. La Poste a profité, la semaine pamée, de cette évolution, retenant le marché suisse pour y lancer se première émission en devises. La transaction est placée sous la direction de l'Union de banques misses. Elle se monte à 150 millions de francs helvétiques pour une durée de cinq ans. C'est an des grands succès de la semaine.

Londres.

Depuis sa aortie du SME, la lire a perdu 15 % de sa valeur face au mark, la monnaie allessande passant de 763,4 lires (son cours maximum dans le système) à 900 lires. Quant à la livre britannique, elle continue à glisser, enfonçant chaque jour davantage set plus has niveaux vis-à-vis du mark, à 2,4410 DM vendredi soir (son cours plancher contre le mark était de 2,7780).

Les deux rous adoctees une esti-Electricité de France s'est distin-Electricité de France s'est distinguée sur un autre marché, celui du florin nécriandais. C'était en fait pour l'emprunteur un moyen détourné d'obteuir des francs suisses à très bon compte. L'entreprise a canclu avec la banque ABN Amio un contrat d'échange qui ini fournit des fonds dans la devise de son choix à un coût de loin inférieur à ce qu'il lui faudrait débourser pour un nouvel entreunt suisse. ser pour un nouvel emprunt suisse. L'opération, telle qu'elle se pré-sente aux investisseurs, se monte à 200 millions de florins. Elle a été très bien accueillie. Sa durée est de

Les deux pays adoptent une atti-tude bien différente à l'égard du SME. Pour l'Italie, le retour dans le système doit se faire le plus vite possible. Le prêt demande par le possible. Le prêt demande par le gouvernement à la CEE au moment de la présentation de son projet de budget témoigne de sa volonté de respecter des objectifs d'assainissement, notamment en matière de finances publiques, compatibles avec une participation de la lire au SME.

A Londres en revanche, le sujet est hautement politique. Le gouver-nement britannique n'est pas par-venn à faire avancer suprès de ses COURS MOYENS DE CLOTURE DU 28 SEPTEMBRE AU 2 OCTOBRE 1992

DEVISES ET OR

Encore des records

Le dollar au plus bas contre le yen; la livre au plus mai vis-à-vis du mark : les dernières séances out été encore remplies de « piecs » et de « pluschers » qui démontrait biez que si l'ouragen monézire a perdu de son intensité, le marché des changes est encore soumis à de très fortes turbalences.

Comme si la sortie forcée de la livre sterling et de la lire italienne du SME, à la mi-septembre, n'avait pas été suffisante, les éléments pas été suffisante, les éléments politiques, macro-économiques,
monétaires - continuent à se
déchaîner contre ces deux monnaies : mécoutentement et panique
populaire à Rome, sur fond de
bodget d'austérité; discordes diplomatiques et confusion politique à
Londres.

collègues européens, rénnis lundi 28 septembre à Bruxelles, sa pro-position de réforme en profondeur du mécanisme de change. Il n'a pas pour autant abandonné son idée : le premier ministre a clairement subordonné la rentrée de la livre dans le SME à une réforme fonda-mentale du système.

Les turbulences qui touchent aussi toujours l'irlande – dont la livre se sime à son plancher dans le SME vis-à-vis du florin néerlanle SME vis-à-vis du florin néerlan-dais, - l'Espagne et le Portugal pourraient apporter de l'eau au moulin de Londres au cours des semaines à venir, voire dès les pro-chains jours, car un nouveau rés-ménagement des parités ne peut être exclu, en dépit de tous les démentis officiels. Pour l'instant, Madrid, Lisboane et Dublin protè-sent leur monnaie par le binis de gent leur monnaie par le biais de contrôles des changes plus ou moins stricts. Mais ces disposi-lique, contraires à l'acceptant tions, contraires à l'esprit du «grand marché»; ne sont toléra-bles très longtemps pour personne.

Une artillerie franco-allemande efficace

Les responsables monétaires français ne eschent pas, quant à eux, leur sonlagement, l'artillerie franco-ellemande déclenchée mercrodi 23 septembre ayant forcé la spéculation à reculer. Dès le dimanche 27 septembre, le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, annonçait la bataille gagnée. Et le président de la Bundesbank, M. Helmut Schlesinger, s'est déclaré vendredi 2 octobre qu'es heureux » de la disparition des pressions sur le franc. Le même jour, la monnaie allemande jour, la monnaie allemande cloturait à Paris à 3,3825 francs, après être montée jusqu'à près de 3,43 francs su plus fort de la crise.

Les rumeurs circulent toujours quant aux sommes dépensées par les deux instituts pour maintenir le franc à l'intérieur des limites autorisées par le SME. La Ranque de France se refuse bien sûr à tout s'est borné à déclarer qu'an total la Bundesbank avait consacré 92 milinterventions contre les monnaies européennes su mois de septembre. A Paris, la somme de 150 milliards de francs, consecrée par les deux établissements pour la seule défense du franc, est le plus sou-

Les remous n'étaient pas seule-ment concentrés en Europe ces der-niers jours, où la monnaie améri-caine a repris le chemin de la baisse, franchissant ses plus bas niveaux historiques — qui dataient de janvier 1988 — vis-à-vis du yen, à 118,60 yens pour un dollar mes-credi 30. Déjà, le Japon s'inquiète de la diminution de la compétiti-vité de ses produits. Mais les vité de ses produits. Mais les autres Etats du groupe des Sept peuvent être satisfaits, eux qui appréciation de la monnaie japonaise. Le billet vert cotait 1,4085 DM et 4,7650 francs ven-dredi 2 octobre au soir. Il n'a pas enfoncé de nouveau plancher historique face à la devise allemande (le dernier record est de 1,3895 DM, le 1" septembre), mais, en l'absence de modification de l'écart de toux d'intérêt entre les Etats-Unis et l'Allemagne, de nouvelles secousses ne sont pas à exclure.

FRANÇOISE LAZARE

SYSTÈME MONÉTAIRE EUROPÉEN'

MATIÊRES PREMIÈRES

A con-

18

Le sucre en pleine mutation

les récentes estimations d'éd and r'
Man, une maison de courtage londonienne. Ces derniers out reachéri sur les prévisions de leur
homologue et compatriote Czamikow: la campagne 1992-1993 se
soldera, selon les premiers, per un
excédent de 3,44 millions de
tonnes, excédent que Czamikow, le
mois dernier, estimait à 1,04 million de tonnes.

Ces prévisions interviennent dans un climat atone, où les cours restent désespérément stables : ils clôturaient à 8,77 cents la livre à New-York le 1º octobre. Le marché digère les informations. D'abord, l'annonce d'une très bonne récoîte en Europe. Dans son récent rapport, le FIRS (Fonds d'intervention et de régulation du sucre) dresse un tableau précis de ce que sera la récolte communantaire de betteraves : excellente, climat oblige. Près de 16 millious de tonnes de sucre, soit 8 % de plus que la dernière campagne. Dans ce chiffre, la France figure au premier rang pour la quantité non négligeable de 4 500 000 tonnes de sucre de canne produites par les départements d'outre-mer).

Tous les pays, sauf le Danemark, la Grèce et le Royaume-Uni, ont Ces prévisions interviennent

The state of the s	canne produites ments d'outre-me Tous les pays, a la Grèce et le Re	par les départe- r). auf le Danemark.
	PRODUITS	COURS DU 2/10
	Cuivre h. g. (Losies) Trois mois	l 346 (- 79) Livres/toane
Prince and the second	Alumbaium (London) Trois mois	1 258,50 (- 37,5) Dollars/tonue
12 1	Nickel (Looker) Trois mois	6 789 (~ 160) Dollars/toans
S. I.	Sucre (Pain) Décembre	256 (+ 8.5) Dollars/tonne
The state of the s	Cuff (Londor) Novembre	802 (- 2) Dellarshounc
g die	Cacae (New York) Décembre	· [002 (+ 57) Dollars/toane
1	Até (Cicap) Décembre	348 (+ 4) Cents/boisseau
	Mais (Chean) - Décembre	211 (~ 5) Conts/boissean
*	Soja (Chicago) Décembre	183,88 (- 8,2) Dollars/L courte
	Pétrole (Louise)	20,45 (+ 0,05)

Le chiffre entre parenthèses indique la anation d'une semaine sur l'autre.

pour la campagne 1991-1992.

Le marché bouge : l'offre se multiplie et la nature même des
échanges évolue. Les pays exportateurs (pour n'en citer que quelquesuns : Cuba, la Thaffande, la
France, l'Australie et l'Allemagne)
ne sont pas tous égaux devant la
concurrence; il n'y a pas un, mais
plusieurs marchés du sucre, celui
du blanc (raffiné) et celui du roux
(sucre de canne brut); il existe des
uarchés « protégés » et d'autres
dits « libres », c'est-à-dire à un
cours qui fluctue selon l'offre et la

Interventions pins fréquentes du négoce

Certains pays concluent des accords préférentiels qui portent sur des volumes à un prix au-dessus de celui du marché. Un tiers des échanges mondiaux s'effectuent itans ce cadre : les Easts-Unis avec divers pays en voie de développement ; la CEE avec les pays sucriers des ACP (Afrique, Caralhes, Pacifique); Cuba avec l'en-Union soviétique.

Mesceu importait dennis une

Moscou importait, depuis une trentaine d'années environ, 4 milions de tousies de roux cubain en échange de pétrole, compensation qui valorisait le sucre, très au-dessus du cours mondial. En 1992, le protocole entre Cuba et la seule Russie ne porte pars que sur I milion de touses.

Résultat : le sucre bisuc commu-nautaire fait une entrée remarquée sur le marché russe. L'Allemagne a vendu 84 000 tonnées de sucre raf-fant de sucre raffine depuis le début de l'année; la France, seion l'institut de statistiques aliemand F.O. Lieht, a sur la période qui court entre octo-bre et juillet.

«Les Russes font de plus en plus appel au negoce», observe M. Patrick de Genestrou, du groupe Sucre et Denrées. Le succès de ces échanges tient, pour une a Cas plous de mantenties qu'à la sécon large part, aux négociants qu'i se labdematies multimaties

Le marché du sucre est dominé, depais le début de la semaine, par les récentes estimations d'Ed and F Man, une maison de courtage londonienne. Ces derniers ont rendent la prévisions de leur homologue et compatriole Czarnikow: la campagne 1992-1993 se soldera, selon les premiers, par un excédent de 3,44 millions de lonnes, excédent que Czarnikow; le campagne 1992-1993 se mois dernier, estimait à 1,04 millions de lonnes, excédent que Czarnikow; le campagne 1991-1992.

Le marché du sucre est dominé, amélioré leurs rendemeats. Pour ce de plus en plus sophistiqués. La sérémité du responsable de ce plus en plus sophistiqués. La sérémité du responsable de ce plus en plus sophistiqués. La sérémité du responsable de ce plus en plus sophistiqués. La sérémité du responsable de ce plus en plus sophistiqués. La sérémité du responsable de ce plus en plus sophistiqués. La sérémité du responsable de ce plus en plus sophistiqués. La sérémité du responsable de ce plus en plus sophistiqués. La sérémité du responsable de ce plus en plus sophistiqués. La sérémité du responsable de ce plus en plus sophistiqués. La sérémité du responsable de ce plus en plus sophistiqués. La sérémité du responsable de ce plus en plus sophistiqués. La sérémité du responsable de ce plus en plus sophistiqués. La sérémité du responsable de ce plus en plus sophistiqués. La sérémité du responsable de ce plus en plus sophistiqués. La sérémité du responsable de ce plus en plus sophistiqués. La de plus en plus sophistiqués. La sérémité du responsable de ce plus en plus sophistiqués. La sérémité du responsable de ce plus en plus sophistiqués. La sérémité du responsable de ce plus en plus sophistiqués. La sérémité du responsable de ce plus en plus sophistiqués. La sérémité du responsable de ce plus en plus sophistiqués. La sérémité du responsable de ce plus en plus sophistiqués. La sérémité du responsable de ce plus en plus sophistiqués. La sérémité du responsable de plus en plus sophistiqués. La sérémité du responsable de plus en plus sophistiqués. La sérémité morosité actuelle des cours, une amélioration reste possible : aux actiats déjà annoncés de la Russie devraient s'ajouter encore d'autres commandes des pays de la CEL

quatre ans, son coupon de 7,875 %. Les titres étaient offerts

ces derniers jours de façon à pro-curer un rendement de 7,905 %

Ar propos de l'Italie et du crédit

dont ce pays entend bénéficier de la part de la Communanté des Dodze, rien ne saurait être mis sur

Dodze, rien ne saurait être mis sur pied pour l'instant, car il faut d'abord que le Perlement approuve le projet du gouvernement. Sur le fond, chacun se félicite de la démarche de M. Amato qui est de nature à rétablir la confiance envers son psys. Sur le forme, elle ne devrait normalement pas rencontrer d'obstacle, car elle s'inscrirà dans le cadre d'une procédure norspale de la Communanté, un mécanisme d'aide aux pays membres qui connaissent des difficultés de halance des paiements.

CHRISTOPHE VETTER

Cuba accentue sa présence sur l'Iran et semble délasser les autres marches. De plus, l'Inde est toujours réticente à vendre au-dessous d'un certain niveau des cours, son prix intérieur se situant nettement au-dessus du prix mondial. Enfin, du côté de la consommation, les professionnels observent, après la période famélique des années 80 (années des produits allégés), une sorte d'engouement renouvelé pour le sucre, ressent comme moins onéreux et plus « naturel ».

D'anguns annisment par ailleurs.

D'ancuns soulignent par ailleurs

D'ancuns soulignent par ailleurs

le « potentiel d'expansiou » que
constituent les pays en voie de
développement, qui, faute de raffineties, importeront dès qu'ils en
auront les moyens (mais quand?)
du, sucre blanc. Qui peut dire que
le marché du sucre manque d'horizons?

. MARIE DE VARNEY

MARCHÉ LIBRE DE L'OR		
	Cours 26-9-92	Cours 2-10-92
Or tin falle on learning	86 300 55 800	54-900 54-300
Pilos fempales (20 ft.) o Pilos fempales (10 ft.) Pilos existe (20 ft.)	300 326	300 300
Pilce Index (20 fr)	319 325 416	314 302 414
e Soumin Blakth II e Denlaustein Pièce de 20 februs	412 343 1900	.432 286 1760
- 10 dollars	1 000 536 2 170	540 2 035
- 20 main	424 325 240	378 316 240

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 25 septembre, 4,1575456 entre 4,1004181 F le vendredi 2 octobre 1992.

(La ligne insérieure donne ceux de la semaine précédente.)

-4549 5,9140 - 385492 134,7638 16,4643 391,5221 4,0138 2,1327 1,2410 25,9279 - 51,7342 4,2545 77,9013 0,9944 2,1152 1,3000 25,9274 - 87,8378 4,2493 70,1250 1,0459

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

La Bundesbank nourrit l'espoir

Tous les regards étaient, ces derniers jours, tournés vers la Bundesbank, un éventuel assouplissement du crédit à Francfort étant, de l'avis presque général, la condition d'un véritable resour au calme sur les marchés des changes.

Qu'elle se préoccupe de la stabilité du système monétaire internal'avis presque general, la common d'un véritable retour au calme sur les marchés financiers. Or, le comportement de l'institut d'émission allemand, souvent très tranché, s'est révélé prudent. D'une part, la prise en pension à quatre jours du jeudi 1" octobre a consacré un léger assouplissement des tanx à court terme, à 2,9 % contre 9,2 % lors de la précédente opération de même nature. En revanche, le conseil d'administration de la «Buba», réuni vendredi 2 octobre dans le Land de Mecklembourg, a laissé inchangé les taux directeurs. Fant-il donc déplorer l'absence de diminution des taux de l'escompte et du Lombard (fixés respectivement à 8,25 % et 9,50 % depuis le 14 septembre) ou voir dans l'opération de jeudi le premier signe d'un assouplissement sérieux de le politique monétaire outre-Rhin?

Les avis sont bien sur partagés mais, en ce début octobre, près d'un mois après le début de la tourmente monétaire, la plupart des intervenants se veulent optimistes. Et les propos tenus par les principaux responsables de la « Buba » les confortent dans leur « Buba » les confortent dans leur seatiment. « Nous voulons maintenir le taux de l'argent au jour le jour à 3,3 % 3,9 %, au niveau actuel. C'est un niveau qui est de 0,8 point à 0,9 point inférieur à celui que nous avions encure début septembre »; a déclaré vendredi M. Helmut Schlesinger, président de la Bundesbank, lors d'une conférence de presse. M. Otmar Issing, membre du conseil de la Bundesbank, a pour sa part affirmé

Qu'elle se préoccupe de la stabi-ité du système monétaire interna-tional ou, plus vraisemblablement, du ralentissement de la croissance écosomique allemande en cette fin d'année, la Bundesbank pourrait desse a mantire alus combatte s donc se montrer plus « coulante » au cours des prochains mois.

L'assouplissement du crédit en Allemagne est d'autant plus attendu qu'outre-Atlantique une baisse du taux de l'escompte ne paraît pas prévisible dans l'immédiat. Le comité de l'open market de la Réserve fédérale, qui décide de l'orientation de la politique monétaire, doit se réunir mardi 6 octobre, mais, pour l'instant, la Fed n'a donné aucun signe de baisse des taux, leistant vendredi les fonds fédéraux s'échanger audessus de 3 %. L'assouplissement du crédit en

Paris mienx que Rome ou Madrid

Alors que les opérateurs s'atten-daient à une nouvelle détérioration de la situation de l'emploi en sep-tembre, c'est une diminution du taux de chômage, de 7,6 % à 7,5 % de la population active, qui leur a été annoncée par le département du travail vendred 2 octobre. Une nouvelle qui n'a guère été appré-ciée sur le marché obligataire, où le rendement de l'emprant phare à trente aux 7 1/4 % est remonté à

A Paris, le MATIF a vécu au gré des rumeurs, des retournements de tendance, et surtout de l'assèche-

The state of the s

l'extrême fin de la semaine pour autoriser une détente très nette (jusqu'à 13 %). L'échéance à décembre du contrat notionnel a finalement clôturé sur une note tinalement cloture sur une note haussière, à 109,04, un peu plus bas, il est vrai, que le 109,80 relevé vendredi 25 septembre, le rendement de l'OAT à dix ans remontant pour sa part à 8,63 % contre 8,47 %.

L'adjudication mensuelle d'OAT (obligations assimilables du Trésor) s'est finalement mieux passée que ce qui avait été redouté. L'Etat français a levé 12,3 milliards de franca: a leve 125 militaris de franca, et le rendement de l'emprunt phare à dix ans s'est établi à 8,66 %, en nette baisse par rapport à début septembre (9,02 %). Le marché parisien s'est en tout cas nettement mieux tenu que cetux d'Espagne ou d'Italie. Le premier a été fortement perturbé par l'an-nonce d'une possible révision en baisse de la note de crédit attribuée aux emprunts de l'Etat par la firme américaine Moody's. Quant au second, il est victime de la mise de la lire et risque de rester très perturbé tant que le projet de bud-get n'aura pas été voté par le Parle-

Sur le marché primaire parisien, comme la semaine précédente, un scui émetteur s'est risqué à intervenir. Il s'agit de la SNCF, qui a proposé 2 milliards de francs de titres assimilables à l'emprant 8,60 % de février 1992, dont le rendement actuariel s'est monté à 8,83 %. Malheureusement, le mauvais placement des titres SNCF ne devrait pas se révéler très encourageant pour les futurs emprunteurs, notamment FINANSDER et EDF qui doivent théoriquement se pré-

Vingt-quatre députés socialistes ne reviendront pas devant les électeurs

Les députés socialistes siégeant actuellement à l'Assemblée nationale et les anciens députés élus en juin 1988 doivent faire connaître leurs intentions pour les prochaines élections législatives, afin que la direction du parti sache, avant le vote des sections, de quelles circonscriptions elle peut disposer pour des négociations avec d'éventuels alliés. Vingt-quatre députés, au total, ont renoncé à revenir devant les électeurs; quelques anciens ministres ont ait de même ou hésitent.

Alors que la procédure de désimation des candidats du PS aux élections législatives est dans sa première phase - celle des députés sormembres du gouvernement qui avaient été élus députés en juin 1988, - un dixième de l'effectif actuel du groupe socialiste de l'Assemblée nationale a décidé de ne pas se représenter devant les électeurs. Les députés socialistes étant deux cent quarante-huit (1), M. Alain Richard avait indiqué, le 23 septembre, au comité directeur, que vingt-cinq d'entre cux ne solli-

Quatre députés socialistes ont été élus sénateurs le 27 septembre. Il s'agit de MM. Marcel Charmant (Nièvre, 1" circonscription), Roland Huguet (Pas-de-Calais, 8°), Pierre Mauroy (Nord, 1") et Charles Met-zinger (Moselle, 6°).

Vingt autres quitteront le Palais-Bourbon à la fin de cette législature, sans tenter d'y revenir pour la sui-vante. Ce sont MM. Robert Anselin (Nord, 61), Jean-Michel Belorgey, (Nord, 6*), Jean-Michel Belorgey, président de la commission des affaires sociales (Allier, 4*), Serge Beitrame (Vosges, 4*), Pierre Bernard (Tarn, 1*), André Clert (Deux-Sèvres, 1*), Georges Colin (Marne, 2*), André Delchedde (Pas-de-Calais, 2*), Freddy Deschaux-Beaume (Eure, 5*), Claude Ducert (Haute-Garonne, 3*), Marcel Garrouste (Lot-et-Garonne, 3*), Jean Giovannelli (Morbihan, 6*), Marcel Marie Jaco (Finistère, 4*). Giovannelli (Morbinan, 6°), Mee Marie Jacq (Finistère, 4°), MM. Jean Laborde (Gers, 1°°), Pierre Lagorce (Gironde, 9°), Michel Lambert (Orne, 3°), Robert Le Foll (Seine-et-Marne, 6°), Pierre Métais (Vendée, 5°), Marcel Mocœur (Haute-Vienne, 3°), Mee Christiane Mora (Indre-et-Loire, 3°) et M. Jean Oehler (Bas-Rhin, 3°). En outre, MM. Jacques Huyghues des Étages (Nièvre, 2°) et Jean-Pierre Pénicaut (Landes, 2°) hésitent, tandis que M. Julien Dray (Essonne, 10°) entre-tient le mystère sur sa décision.

M≈ Cresson

Plusieurs socialistes, élus dénutés en juin 1988 et entrés dans le gou-vernement de M. Michel Rocard ou dans celui de Mª Edith Cresson, ont quitté leur portefeuille sans reve-nir devant leurs électeurs. Seuls M. Jean-Pierre Chevenement, dans Territoire de Belfort, et Claude Evin, en Loire-Atlantique, se sont représentés, à la faveur de la démission de leur suppléant, et ont été réélus. Douze autres anciens membres du gouvernement n'ont pas cherché à reprendre leur siège à Assemblée, qui est toujours occupé par leur suppléant, mais ils peuvent, seion la méthode de désignation adoptée par le PS, faire valoir leurs droits de «sortants». Deux d'entre eux ont renoncé à le faire:

MM. Louis Besson (Savoie, 1º) et
Jean Poperen (Rhòna, 13º). Trois
autres hésitent: M. Cresson
(Vienne, 4º), MM. Philippe Marchand (Charente-Maritime, 4) et

renonce à revenir devant les électeurs, MM. Besson, Huguet, Laborde, Mauroy et Poperen étaient

mars 1973 et avaient été constantment réélus depuis. M. Garrouste et M= Jacq avaient été élus pour la MM. Belorgey, Beltrame, Colin, Deschaux-Beaume, Giovannelli, Lambert, Le Foll, Métais, Metzinger, Mocteur, M= Mora, M. Oehler, en min 1981; M. Clert, en mars 1986; MM. Anselin et Ducert, en juin 1988. MM. Delchedde et Bernard, élus comme suppléants, étaient devenus députés à la suite du décès du titulaire, le premier en 1975, le second en 1980. M. Charmant était devenu député, en juillet 1988, en remplacement de M. Pierre Bénégovoy, entré au gouvernement.

Le plus ancien des députés socialistes qui mettent fin à leur carrière au Palais-Bourbon est M. Lagorce, sans discontinuer, en Gironde,

PATRICK JARREAU

(1) Trois députés socialistes ont quitté le groupe et siègent parmi les non ins-crits : MM. Jean-Michel Boucheron (Charente), Jean-Marie Cambacárès (Gard) et Yves Vidal (Bouches-du

A l'appel des principales centrales syndicales

Des centaines de milliers d'Italiens ont manifesté contre la politique d'austérité

Après des semaines de protestations contre les réductions de dépenses envisagées par le gouver-nement de M. Giuliano Amato, dans le cadre du projet de budget pour 1993, plusieurs centaines de milliers de personnes unt manifesté, vendredi 2 octobre, dans toute l'Italie, à l'appel des centrales syndicales, qui ont lancé un mouvement de grève national de six heures dans les services publics pour exprimer leur refus des mesures d'austérité. La grève a provoqué une paralysie des services publics : bureaux de poste fermés, trains arrêtés, transports urbains bloques, aeroports conges

Incidents

A Rome, la manifestation organ sée par les syndicats CGIL (ex-com-muniste et socialiste), CISL (démo-crate-chrétien) et UIL (socialiste) a coïncidé avec une grève générale régionale touchant d'autres catégories de personnels. Environ cent mille personnes ont manifesté dans les rues de la capitale. Certains militants critiques à l'égard de l'attitude, trop conciliante à leurs yeux, des dirigeants syndicaux, ont perturbé le

Des incidents ont éclaté avec des kantonomes» en divers endroits de

intervenue sur la place San-Giovanni, lorsqu'un groupe de militants a tenté d'interrompre les orateurs confédéraux, en lançant des boîtes de conserves et des pommes de terre contre le service d'ordre. Une vingtaine de personnes biessées dans ces affrontements ont été hospitalisées. La police a annoncé avoir procédé à plus de cent arrestations. De nomeuses barres de fer et gourdins ont

Le ministre du trésor, M. Piero Barucci, a souligné vendredi l'urgence d'une approbation parlementaire du budget 1993 qui permettra le retour de la lire dans le système monétaire européen (SME), condition, selon lui, du succès de la politique économique annoncée. - (AFP.

SRI-LANKA : treize soldats tués par des Tigres tamouls. - Les Tigres libérateurs de l'Eclam tamoul (LTTE) ont attaque, vendredi 2 octobre, le camp de Kaddaikadu, dans la péninsule d'Elephant Pass au nord de l'île, tuant treize soldats et en blessant quinze autres, ont annonce des sources militaires sri-lankaises. Les indépendantistes tamouls auraient subi eux aussi des pertes élevées. -(AFP. UPI.)

En Nouvelle-Calédonie

Vive altercation entre «loyalistes» au Congrès du territoire

NOUMÉA

La victoire à l'arraché, aux élections sénatoriales, de M. Simon Loueckhote (RPCR), qui n'a devancé que de quatre voix M. Rock Wamytan (FLNKS) (1) a donné lieu, lundi 28 septembre, au Congrès du territoire, à des débordements verbaux qui entachent quelque peu le climat consensue qui prévaut en Nouvelle-Calédonie depuis la signature, en juin 1988, des accords de Matignon. En effet, des dirigeants du RPCR ont injurié des dirigeants du RPCR ont injurie deux étus issus de l'aile droite de la mouvance «loyaliste», MM. Ber-nard Marant et Justin Guillemard, accusés d'avoir apporté leurs voix, au second tour, à M. Wamytan par hostilité au parti que préside M. Jacques Lafleur, député RPR.

MM. Marant et Guillemard avaient activement soutenu au premier tour la candidature de M. Dick Ukeiwe, senateur sortant, éconduit par la commission d'investiture du RPCR. Les soupçons

qui pèsent sur leur attitude du tembre, a scandalisé » par les proches de M. Lafleur. Dans une enceinte électrisée, M. Guillemard, qui fut en son temps un activiste anti-indépendantiste populaire dans les villages caldoches de la côte ouest, a même failli en venir aux mains avec M. Guy George, éiu du Front national et solidaire du RPCR en la circonstance. M. Marant, lui, a vu son vébicule détérioré sur un parking de Nouméa. Leur acte commun de dissidence n'agrait ou'une valeur anexdotique s'il n'exprimait une irritation croissante d'une frange de la population européenne face au système hégémonique mis en place par M. Lafleur dans la pro-vince Sud.

De leur côté, les indépendantistes out manifesté leur étonnement de se découvrir à ce point indésirables en dépit de la réconci liation scellée par les accords de Matignon, Le bureau politique du FLNKS s'est déclaré, mardi 29 sep-

second tour leur ont valu un procès injures proférées au Congrès du ure» de la part de territoire à l'encontre de M. Lasseur. Dans une MM. Marant et Guillemard. Il a exprimé sa « crainte que les accords de Matignon n'aient été qu'un prétexte pour certains et que tout le reste ne soit qu'hypocrisie». Le parti Liberation kanake socialiste (LKS), dirigé par M. Nidoïsh Naïsseline, qui avait soutenu la candi-dature de M. Wamytan, a allumé, pour sa part, que « l'image dégra-dante que le RPCR a des indépendantistes n'a pas pris une ride».

Embarrassé par les excès de comportement de ses lieutenants, mais se refusant à les désavouer publiquement, M. Lasleur a sou-haité dédramatiser ces incidents d'après-scrutin. « Je ne crois pas, a-t-il déclaré, que le processus démarré au moment des accords de Matignon sait remis en question.

(1) Le FLNKS a déposé un recours en annulation en raison de l'utilisation de votes par procuration lors de la désigna-tion des grands électeurs.

Les réactions au retour de M. Soisson

Le PR parle de «reniement» et M. Julien Dray (PS) d'une « faute »

soir 2 octobre, du retour de M. Jean-Pierre Soisson au gouver-nement en affirmant: « La capa-cité d'indignation du gouvernement socialiste est décidément à géomé-trie variable. En effet, on se sou-vient que M. Jean-Pierre Soisson, the à la présidence de la région èlu à la présidence de la région Bourgogne avec l'apport de voix du Front national, avait été sommé par M- Edith Cresson de choisir entre son poste de ministre et celui de président de région. M. Soisson avait préféré quitter le gouverne-ment. Le voità de retour dans le gouvernement de M. Bérègoray. mais il n'est plus question pour lui de quitter la région. De même, le Parti républicain a estimé qu'il n'y a pas eu « remaniement, mais reniement ». Pour la formation que préside M. Gérard Longuet, « le preside M. Gerard Longuez, vie retour de M. Soisson comme ministre achère de discréditer un gouvernement usé jusqu'à la corde, Transfuge et subterfuge ne font pas une politique, a ajouté le PR dans un communiqué. En effet, Jean-Pierre Soisson ne doit sa notoriété – toute relative - qu'aux étapes successives marquées par le reniement. Il est marquees par le rentement. It est passè du camp des libéraux au camp des socialistes pour sinalement se faire élire à la présidence de la région Bourgogne avec les voix du Front national. Cette nomination révèle aujourd'hui l'impuissance de ceux qui nous gouvernent à présenter autre chose que des replâtrages incongrus.»

Le premier à critiquer le retour au gouvernement de M. Soisson a toutefois été un socialiste en la personne de M. Julien Dray, député de l'Essonne et animateur de la Gauche socialiste, qui a déclare : «La nomination de M. Jean-Pierre «La nomination de M. Jean-Pierre Solsson au gouvernement est une faute. L'homme n'est pas en cause, mais la manière dont s'était désoulée son élection à la présidence de la région Bourgogne l'était. C'est d'ailleurs ce qui avait été très bien souligné à l'époque par le previer ministre, N'e Edith Cresson, et le mais la manière dont s'était désou-lée son élection à la présidence de la région Bourgogne l'était. C'est d'ailleurs ce qui avait été très bien souligné à l'époque par le preprier ministre, M= Edith Cresson, et le premier secrétaire du Parti socia-liste. Les mois ont beau avoir passé, le trouble qui s'était exprimé na s'est pas dissipé.

Dans son numéro à paraître le 13 octobre, la revue économique — la plus ancienne des Etais-Unis plus ancienne des Etais-Unis consacre une étude à la façon dont Total qui, selon un spécialiste bri-tannique, était encore, il y a cinq ans. « probablement l'un des grands groupes pétroliers européens les plus mai en point », cs. devenu

Conséquence de l'alliance entre les deux constructeurs

Volvo et Renault construiront une voiture en commun

STOCKHOLM

de notre correspondante

L'affiance entre les constructeurs automobiles Volvo et Renault se précise. A Gôteborg, vendredi 2 octobre, la firme suédoise a annoncé qu'elle allait développer une nouvelle voiture avec son par-tenaire français. Ce sera un véhi-cula haut de gramme de la glace de cule haut de gamme de la classe de la série des Volvo 900 et, en France, de la Safrane qui devrait commencer à être produit vers la

Il ne s'agit toutefois pas d'un modèle identique aux deux mar-ques, comme cela a été dans un premier temps interprété en Suède, mais d'un véhicule décliné par Volvo et Renault autour d'une date-forme, d'un moteur et d'une boîte de vitesses communs. L'opération, du même type que celle engagée par différents constructeurs étrangers, permettra avant

tout de réduire significativement les coûts de recherche, de développement et de production ainsi que délais de livraison. Sans dire e.actement à combien ces économies se chiffreront, Volvo a parle de « plusieurs milliards de couronnes» (autant de francs français) pour chacun des partenaires.

Ce nouveau pas dans le resserrement de l'alliance et la création de synergies ne pouvait se faire sans une certaine restructuration administrative. C'est ainsi que les secteurs achat et qualité de Volvo et de Renault fusionnent, avec chacun à leur tête un directeur français et son adjoint suédois, tandis que la responsabilité globale de l'opération est confiée à un Suédois M. Sten Wedin, secondé par un Français, M. Michel Jullien.

FRANÇOISE NIÉTO

A la tête de Total depuis février 1990

M. Serge Tchuruk désigné « Manager européen de l'année »

NEW-YORK

de notre correspondant

A l'issue d'une consultation menée auprès de deux cents ana-lystes financiers internationaux, le magazine américain Financial World (500 000 exemplaires) a délivré à M. Serge Tchuruk, prési-dent de Total, le titre de « Manager de l'année » pour l'Europe. M. Masanari Iketani, président japonais de Tokyo Steel Manufacturing Co Ltd, a été élu de son côté « Manager de l'année» pour PAsie.

Dans son numéro à paraître le

une entité dont le bénéfice d'exploitation a grimpé de 39 % en 1991, et dont la capitalisation boursière atteint les 10 milliards

Pour les analystes, ce redressement est à mettre au crédit de M. Tchuruk qui, après avoir passé une quinzaine d'années chez Mobil et une décennie dans la chimie, notamment à la orésidence d'Orkem (ex-Charbonnages de France), a opté pour le retour au pétrole en février 1990. Avec succès, jusqu'à l'annonce des résultats plutôt décevants du premier semestre 1992 qui, toutefois, ne semblent pas avoir modifié l'opi-nion des analystes sur l'ancienne Compagnie française des pétroles (CFP). Ceux-ci n'hésitent pas à sortir déjà le titre Total de la catégorie des sociétés « en redressement » pour le faire figurer dans la liste de sociétés ». ment » pour le faire ngurer cans m liste des «valeurs de croissance».

- 90 dr

SOMMAIRE

ÉTRANGER

Le confit dans l'ex-Yougoslavie : M. Bush demande à l'ONU d'inter-dire l'espace aérien bosniaque à Géorgie : les combats s'intensifient en Abkhazie Loin des capitales : Buttala ou la

termesse du président 4 Le Conseil de sécurité autorise la

POLITIQUE

Le remaniement du gouvernement Livres politiques : «Si ce n'est pas vrai.... v, par André Laurens 7

SOCIÉTÉ

Viol sans huis clos aux assises de Meurthe-et-Moselle ... Sports : le retour des Springboks Les crédits consacrés à la recherche en augmentation de plus Les armées françaises perdront 22 400 emplois en 1993...... 10

HEURES LOCALES

■ Les privatisations de M. Carignon e La nouvelle génération des | a été tiré à 491 175 exemplaires.

cités-jardins e Le projet de budget pour 1993 • Paris-piétons • Trois associations de maires réunissent nir le développement local», par

CULTURE

Le ministère de la culture en quête de débouchés pour la musique La griffe de Bettina Rheims 14 Lettre à Jean Aurenche, par Ber-trand Tavernier 14

M. Poehl rappelle les conditions cétranges » de l'adhésion de l Grande-Bretagne au SME 17 La Bundesbank maintient ses taux directeurs : vers une baissa du coût de l'argent au jour le jour .. 17

Services

Abonnaments..... Météorologie 16 Mots croisés Télévision.....

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

« Radio-télévision »

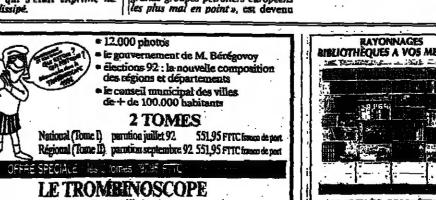
Ce numéro comporte un cahier Le numéro du « Monde » daté 3 octobre 1992

Démission du secrétaire national des Verts

M. Guy Cambot, qui assurait depuis quatre ans les fonctions de secrétaire national des Verts, a écrit, vendredi 2 octobre, au collège exécutif de son mouvement, pour lui faire part de sa démission de ce poste, en dénonçant le rejet par les Verts des propositions d'alliance électorale propositions d'alliance électorale saites récemment par le Parti socialiste. M. Cambot, qui est âgé de
soixante-cinq ans et qui est l'une des
ligures historiques des Verts, rappelle, dans sa lettre, que la motion de
rapprochement avec le Parti socialiste et le centre gauche qu'il avait
présentée lors du conseil national de
son mouvement, cet été à Saint-Nazaire, a été rejetée (elle n'avait
obtenu que 21 % des voix). « La politique convistant à maintenir dans lous tique consistant à maintenir dans tous les cossissant à mannent mans tous les cos, au second tour, un candidat écologiste unique, écrit-il, organise l'anéantissement de la gauche fran-çaise, sans élus pour les Verts, au bénéfice de la droite traditionnelle.»

a Démission du maire d'Ingrandes (Vienne). - Après le rejet, intervenu le 10 juillet dernier, du pourvoi en cassation déposé à la suite de sa condamnation pour ingérence, prononcée le le mars 1991 (le Monde du 6 mars 1991) par la cour d'appel de Limoges, M. Michel Montenay (RPR), maire d'Ingrandes vient d'adresser sa démission au préfet de la Vienne. Condamné à treize mois d'emprisonnement avec sursis et 10 000 F d'amende, et interdit # à vie d'exercer une fonction publique », M. Montenay était maire

depuis 1977. - (Corresp.)



Service Diffusion 18/20 rue Guynemer 92441 lasy-les-Moulineaux cedex Tél. (1) 40 95 8600 - Fax. (1) 40 95 18.81

